



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14838 - 6 F -

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

MERCREDI 19 FÉVRIER 1992

BOURSE

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Pour éviter un exode vers des pays tiers Les atomistes de l'ex-URSS «reclassés» par l'Occident

### Un vivier à protéger

Les bonnes idées sont suffisamment rares pour qu'on les salue lorsqu'il s'en présente. Ainsi en va-t-il de l'annonce de la création en Russie d'un Centre international pour la science et la technologie, qui sera chargé, grâce à un financement occidental, de donner aux savants et aux ingénieurs spécialistes de l'armement la possibilité de réorienter leurs talents vers des fins non militaires et de les dissuader ainsi de s'engager dans des activités débouchant sur la prolifération des armes nucléaires, bactériologiques ou chimiques et des missiles balistiques.

La nouvelle a été annoncée à Moscou, lundi 17 février, par MM. James Baker et Boris Eltsine. Le secrétaire d'Etat américain, qui vient d'effectuer une tournée dans plusieurs Républiques de l'ex-Union soviétique, notamment en Asie centrale et dans le Caucase, a tout de suite précisé que son pays débiterait un crédit de 25 millions de dollars pour financer le Centre, dont l'idée revient à M. Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères.

INFORMÉS le même jour par leur collègue allemand, les ministres des affaires étrangères de la CEE, qui étaient réunis à Lisbonne, n'avaient plus qu'à se rallier à un programme qui relève du bon sens, mais à l'élaboration duquel ils n'ont guère été associés. Un premier crédit d'une cinquantaine de millions de dollars pourrait être accordé au Centre par la Commission de Bruxelles, étant entendu, pour tenir compte de certaines objections, notamment françaises, que les projets retenus pourront concerner tout autant des scientifiques de Russie que des autres Républiques ex-soviétiques et qu'il n'est pas question de vider le «vivier» de la recherche soviétique au profit des laboratoires américains ou allemands.

Le «vivier» en question, il est vrai, est particulièrement riche puisqu'on évalue entre trois mille et quatre mille le nombre des scientifiques ex-soviétiques maîtrisant le cycle des armements nucléaires et à près de cent mille celui des techniciens de haut niveau.

QUELLES que soient les précautions prises, la tentation sera très forte de puiser parmi ces compétences «explosives», qu'il est question de convertir à des activités plus pacifiques, à commencer par le démantèlement des armes qu'ils ont naguère contribué à mettre au point et à construire, mais sans oublier des programmes de recherche civile qui pourraient être subventionnés par des firmes privées.

On pense inévitablement à la course aux savants allemands, qui a bien vite opposé les Alliés, au lendemain de la défaite nazie. Raison de plus pour que tous les pays européens participent à l'opération et qu'elle se déroule dans la plus grande transparence. La Russie et ses anciennes Républiques sœurs sont déjà suffisamment en ruine, pour que leur patrimoine scientifique ne fasse pas l'objet d'un pillage en règle.

M0147 - 0219 0 - 6.00 F



Un centre international, qui emploiera les spécialistes du nucléaire de l'ex-Union soviétique afin d'éviter leur exode dans des pays tiers, va être créé à Moscou, ont annoncé, lundi 17 février, MM. Genscher, Baker et Eltsine.

L'annonce de cette initiative de l'Allemagne, des Etats-Unis et de la Russie a été faite simultanément à Moscou, où le secrétaire d'Etat américain s'est entretenu lundi avec le président russe, et à Lisbonne où se tenait une réunion des ministres des affaires étrangères des Douze. Il s'agit de faire travailler les savants soviétiques à des projets relatifs au désarmement ou à la conversion des industries militaires de l'ex-URSS. Le démarrage du «centre international pour la science et la technologie» devrait être financé par la CEE et par les Etats-Unis.

Lire nos informations et l'article d'ALICE ILLICÉ page 3

## A la demande du gouvernement

## La Caisse des dépôts financera les PME

M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, a annoncé, mardi 18 février, que celle-ci allait, répondant à l'appel du gouvernement, se lancer dans le financement des entreprises. Première étape, une augmentation de capital du Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises, en cours de négociation. C'est un virage pour la Caisse des dépôts, qui n'abandonne pas ses activités traditionnelles (logement social, développement local).

par François Renard

«Il faut développer l'épargne longue, renforcer les fonds propres des entreprises et assainir les rouages et les comportements financiers.» Ces propos, tenus mardi 18 février devant la presse par M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, montrent clairement que cet établissement amorce un virage, à l'appel des pouvoirs publics.

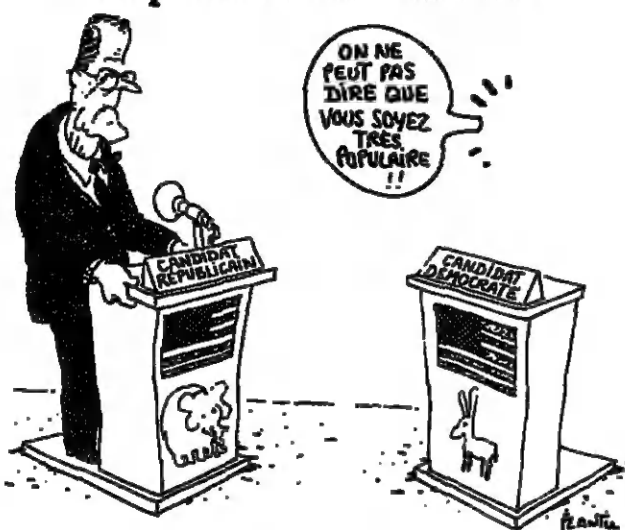
Sans abandonner, loin de là, ses vocations premières que sont le financement du logement social et celui du développement local, la caisse va maintenant, à

partir de ses métiers de l'épargne et de la prévoyance de masse, contribuer à l'indispensable augmentation des fonds propres des entreprises et à l'accroissement des moyens financiers mis à leur disposition, soit directement, soit indirectement.

Directement, la caisse va épauler le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (CEPME), établissement à statut spécial que le gouvernement a décidé de «pousser» puisqu'il dispose d'un nom, d'un réseau et d'une grande expérience dans ces activités, mais manque de fonds propres.

Lire la suite page 20

## Les primaires aux Etats-Unis



Lire nos informations et l'article d'ALAIN FRACHON page 5

### POINT

Les élections primaires américaines sont destinées à nommer les délégués aux deux grandes conventions, républicaine et démocrate, de l'été prochain. page 6

## Les «fous du Khalistan»

Au Pendjab indien, les séparatistes sont prêts à tout pour saboter les élections du 19 février

AMRITSAR

de notre envoyé spécial

Midi, à Agnala, petit bourg des environs d'Amritsar. Les candidats arrivent enfin. Sur un terrain vague, les organisateurs ont étendu des couvertures pour les auditeurs et aligné des chaises sous une tente pour les orateurs. Il n'y a pas foule. Une cinquantaine de chefs de village ramassés par les animateurs locaux du parti du Congrès (I) attendent, emmitouffés dans leur châle.

Les candidats, un sikhs au turban immaculé et un hindou vêtu à l'occidentale, font leur entrée. Sitôt descendus de leur voiture, qu'escortent plusieurs jeeps blindées de la police, ils disparaissent derrière une muraille de gardes du corps. Un soldat met en batterie un fusil-mitrailleur, canon tourné vers l'assistance, tandis qu'une vingtaine d'autres prennent position aux quatre coins de

la place et sur les terrasses alentour. Le meeting, très représentatif de la campagne, peut commencer.

Alors que les citoyens du «Pays des cinq rivières» doivent élire les 117 députés de leur assemblée locale et leurs 13 représentants au Parlement de New-Delhi, les séparatistes sikhs ont fait savoir qu'ils élimineraient électeurs et candidats. Pourtant, ils ne seraient que quelques centaines, militants fanatiques qui rêvent de créer au Pendjab, où les sikhs représentent 60 % de la population, le Khalistan, le «Pays des purs» (1).

Déjà, les «fous du Khalistan» ont mis leurs menaces à exécution.

BRUNO PHILIP  
Lire la suite page 5

(1) Les sikhs représentent 2 % des 844 millions d'Indiens.

## JEUX OLIMPIQUES

## Patins d'argent

ALBERTVILLE

de notre envoyé spécial

Les Duchesnay ne pouvaient entrer dans l'arène qu'en derniers, lundi 17 février, lors de la dernière épreuve de la danse sur glace des JO d'Albertville. Combattants des rues de New-York, frère et sœur d'un même clan, séparés par des passions divergentes mais unis face à l'ennemi.

Ils ont dansé violemment, sur les nerfs plus qu'avec leurs cœurs. Ils ont pris tous les risques, se sont lancés dans leurs figures comme des désespérés, sans une seconde de répit, comme pour mieux éviter de penser. Car Isabelle et Paul Duchesnay livraient leur dernier

combat. Et ils le savaient perdu d'avance. Juste avant leur apparition, une séance de magie noire avait ensorcelé la patinoire d'Albertville. Jusqu'à lui faire oublier pendant quelques instants, ceux pour qui elle était censée vibrer.

Marina Klimova, la rousse que la glace transforme en déesse, et Sergueï Ponomarenko, au calme impérial, venaient d'interpréter «l'homme, la femme, la terre et le sublime». Un programme aussi limpide et aérien que son titre est lourd et didactique. Pendant cinq minutes, ils avaient envolté la salle.

JÉRÔME FENOGLIO  
Lire la suite page 12

● La revanche de Marina et Sergueï

● Combiné nordique : Jacques Gaillard, la foi des pionniers

par PHILIPPE BROUSSARD

● La décennie des sports de glace

Un entretien avec le président de la Fédération française par CLAUDE FRANCHILLON

● Le bobeur de la Stasi

par ALAIN GRAUDO

● La Savoie veut se refaire une beauté

par MARC AMBROISE-RENDU

pages 12 et 13

● Les fiancés du cristal

par DANIEL SCHNEIDERMAN

page 25

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA  
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.  
SAN FRANCISCO

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

**MBA** Master of Business Administration  
for International Management

■ Filière d'admission : 3<sup>e</sup> CYCLE :  
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :  
17-25, rue de Chaillot 75116 Paris  
Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA  
Programme associé en Asie : ANA HONG KONG



## DÉBATS

Urbanisme et environnement

## Défense et illustration du Centre...

par Roland Dumas

La diplomatie devient de plus en plus multilatérale. Pour que notre pays conserve son rang, parmi les tout premiers, de puissance diplomatique et politique, chacun convient qu'il doit se mettre en mesure de recevoir et d'organiser de grandes rencontres internationales. La mise en œuvre d'un projet de Centre de conférences internationales à Paris se comprend à la lumière de cette exigence et de cette réalité.

Occasion pour les architectes français de montrer leur vitalité créatrice, un concours a été lancé en vue de la construction d'un tel centre. Le projet de M. Francis Soler a été retenu par le jury. Le président de la République l'a approuvé. Ce chantier participe de la politique de grands travaux qui vise à doter la France de bâtiments à la fois utiles et dignes de sa grande tradition architecturale.

L'établissement public du Centre de conférences internationales de Paris, présidé par M. François Régis-Bastide, est chargé de mener à bien les travaux, qui peuvent commencer après la destruction des bâtiments du ministère du Commerce extérieur, qui Brandy, installés à titre provisoire depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Des voix se sont élevées contre cette réalisation, dont la nécessité est pourtant comprise par l'ensemble de la classe politique, et qui avait fait l'objet d'un rapport au gouvernement des 1980.

## Les deux principaux griefs

Deux principaux griefs sont évoqués. Invoquant la gêne que les conférences futures risquent de causer à la circulation dans Paris, certains voudraient que ce centre fût installé en province ou en banlieue parisienne. Le remarque que cela revient déjà à reconnaître implicitement le besoin d'un tel centre pour la France.

Je comprends l'irritation des automobilistes parisiens, qui éprouvent des difficultés à se déplacer au moment de grandes conférences. Installer le centre en banlieue ne ferait pourtant qu'accroître cet inconvénient : les grands axes de circulation de la région parisienne s'en trouveraient eux-mêmes touchés, n'épargnant pas Paris *intra muros*, bien au contraire. On l'a vu avec le sommet de Versailles.

Quant à l'idée d'une installation en province, le bon sens ne commande-t-il pas que ce centre, appelé à réunir les représentants des États de la planète, soit situé dans la capitale de la République française, qui abrite les ambassades ainsi que les sièges des organes de presse nationale ?

N'oublions pas que ce centre comprendra également un centre de presse muni de tous les équipements indispensables au travail des journalistes.

La décision de politique étrangère appartient au chef de l'État, qui représente et qui défend les intérêts de la France. Il est des lors naturel qu'un ensemble accueillant les représentants d'États étrangers avec la participation de l'État français soit situé à proximité du lieu de la décision politique nationale. Qui peut contester que Paris doive s'affirmer encore davantage comme l'une des

grandes capitales diplomatiques du monde ?

Le second grief renvoie aux doléances émises par les riverains. Elles ont été et elles seront prises en compte par l'établissement public : il ne s'agit pas de bouleverser la vie d'un quartier, mais de donner au contraire une nouvelle respiration à cette partie de Paris privilégiée par son emplacement et par ses monuments. Des espaces verts seront aménagés, des arbres replantés, des allées tracées, reliant notamment les rues avoisinantes aux berges de la Seine. Bref : l'agrément du quartier en sera renforcé.

Ces raisons me conduisent à espérer que les projets d'intention non

dénusés d'arrière-pensées politiques que certains tentent de faire passer pour des projets de la France dictée à chacun sa position. Il y a, j'y insiste en tant que ministre des affaires étrangères, soutenu, je le sais, par nombre de diplomates, de l'activité diplomatique de la France. Qui ne souhaite en effet, en France, qu'une part des affaires du monde ne soit discutée et réglée sur le sol de notre pays, dans notre langue, et cela dans les meilleures conditions ? Oui, Paris vaut bien un Centre.

► Roland Dumas est ministre d'État, ministre des affaires étrangères.

## Un appel en faveur des Récollets

Découvrir le couvent des Récollets, sur le flanc gauche de la gare de l'Est, nous le devons aux Anges des Récollets, cette association de jeunes créateurs qui a sauvé ce grand lieu, promis à la hache des promoteurs, et qui a établi là un foyer de vie culturelle libre.

Depuis notre découverte, un étrange incendie a dévasté le toit de l'une des ailes de ce monument, création d'Henri IV, en 1604, fondation de Marie de Médicis, la mécène royale de Rubens. S'agit-il d'un incendie criminel ? Faut-il le rapprocher de quelques cas d'incendie, à Paris, dans lesquels on entrevoit l'ombre de certains promoteurs immobiliers ? La question vaudra d'être posée.

Ce qui nous importe plus encore, c'est l'avenir de ce lieu exceptionnel. Au voisinage des

voies vers Berlin, vers Prague, vers Moscou, vers Vienne, Budapest, un espace sans pareil est présent, et doit être sauvegardé.

Nous en appelons aux pouvoirs publics, de la République et de la Ville, pour que cette chance soit préservée de donner naissance à un lieu de création culturelle, à proximité de ces trains à grande vitesse qui vont sillonner l'Europe au nord et à l'est. Nous proposons, aujourd'hui 1<sup>er</sup> février de l'année 1992, qu'il soit créé un Centre européen des arts.

L'urgence est que le lieu soit réhabilité, classé - et tout d'abord que le toit éternel soit bûché. Et qu'un budget de rénovation et de programmation soit établi, non seulement avec les interlocuteurs publics, mais aussi avec les interlocuteurs culturels.

Il s'agit à l'avenir, pour repré-

ME l'écorandonneur le plus orthodoxe aime le TGV, l'autoroute ou la grande route, car il sait que le développement industriel et commercial emprunte ces axes obligés d'échange et de communication. Mais il sait aussi, par expérience, et plus que tout autre, que le sentier et le chemin restent la trame la plus profonde, la plus ancienne, la plus incrustée, la plus naturelle, la plus noble de l'histoire de l'humanité.

Au début des temps, le chemin conduisait au point d'eau, puis à la tribu voisine, puis au village, puis

par Jacques Dumont

à la ville, aujourd'hui à la mégapole. Le chemin a survécu aux civilisations successives. Il appartient désormais aux patrimoines et à la mémoire collective. Il est l'œuvre de l'homme. Il est souvent parfaitement intégré dans la nature, comme s'il était passé entre les mains d'un immortel Sisyphus esthète-paysager et celles d'un laboureur infatigable, tant le chemin épouse avec harmonie formes du relief et couleurs des terres et du temps. Sentier d'utilité publique, il appartient aussi au patrimoine paysan. Car si les troupeaux, ni l'outil agricole, ni l'ouvrier forestier ne sauraient s'en priver.

Parce que ces hommes de la terre et de la forêt connaissent la valeur de ces chemins, qu'ils leur ont transmis, à leur manière, les hommes de la randonnée se sont, à leur tour, progressivement laissés attirer. Ensemble, ils les ont naturellement empruntés : les uns pour travailler, les autres pour s'évader, les entretenir, les promouvoir, les protéger pour un jour les léguer à la postérité.

Ainsi est né ce que j'ose appeler l'« écorandonneur », une « race » d'hommes de l'ère industrielle et scientifique, généreux, désintéressés, avides d'espace, de liberté et de paix. Avec leur logique et leur passion, partagées progressivement avec d'autres hommes réunis par les mêmes idéaux, ils se sont tous rassemblés.

## L'armée des écorandonneurs

Voici comment il y a quarante ans la Fédération française de la randonnée pédestre (Comité national des sentiers de grande randonnée) voyait le jour, fière aujourd'hui des 120 000 kilomètres de sentiers recensés, dont 40 000 balisés, gérés et entretenus sous l'autorité de ses comités départementaux et régionaux (1). Regroupés dans le mouvement associatif selon la loi de 1901, ses 50 000 licenciés, ses 200 000 adhérents et ses 1 200 associations constituent le fer de lance de l'armée des écorandonneurs.

L'écorandonneur est un marcheur ou un promeneur qui aime la nature. Il est le protecteur naturel par conviction et par dévouement. En effet, dans l'ombre de ces sentiers d'évasion, plusieurs milliers d'entre eux veillent et œuvrent. Ils taillent, ils fauchent, ils aménagent. Ils sont tous « baliseurs » formés par la Fédération française de la randonnée pédestre. Grâce à eux, nul ne saurait manquer la chapelle romane, le belvédère à vue imprenable, le village oublié, le quartier conservé, la

maison restaurée, l'épicerie éloignée, le petit hôtel peu visité.

Sur le terrain administratif, présidents de comités départementaux et régionaux assurent officiellement le lien avec les pouvoirs publics et les assemblées territoriales. Mais, paradoxalement, ils sont plus souvent perçus comme les avocats d'une cause anachronique que comme des interlocuteurs reconnus et acceptés, alors qu'ils prônent avec sagesse et réalisme « la protection et la conservation des chemins et sentiers » ruraux, de montagne ou du littoral marin. Dans cet esprit, des PDR (plans départementaux d'itinéraires de promenade et de randonnée) ont été lancés en application de la loi de 1983, hélas insuffisamment respectés. Certains départements ont mesuré l'enjeu, et leur patrimoine « sentiers » est désormais protégé pour l'éternité. D'autres en revanche n'ont pas toujours su mesurer l'importance d'une telle démarche... désintéressée !

C'est un appel à la prise de conscience nationale que les responsables de la randonnée veulent aujourd'hui lancer aux décideurs, aux élus et aux gestionnaires administratifs et territoriaux, voire aux mécènes. La sauvegarde de ces sentiers et de ces chemins doit en effet être une œuvre collective. Le bénévolat même professionnalisé a ses limites, car il a besoin d'être reconnu, aidé, promu et renforcé.

La FFPR, forte de son savoir-faire, de son omniprésence sur le terrain, de son réseau régionalisé et départementalisé, propose à tous d'œuvrer économiquement au cœur d'un véritable partenariat pour sauver ce patrimoine en danger.

(1) 9, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-23-62-32.

► Jacques Dumont est président de la Fédération française de la randonnée pédestre.

Précisions. - Dans l'article d'Alain Vivien « Pour le droit d'aller » (*Le Monde* du 15 février), il fallait lire : « (...) L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (...) jouit et non « jouait ». - dans l'exercice de sa mission qui est la sienne, de la plus grande autonomie », et un peu plus loin : « Des missions conjointes OFFRA-HCR peuvent être - et non « sont » - organisées dans les pays en cause ». D'autre part, Pierre Vidal-Naquet, qui a signé le même jour l'article « Luc Tanguer et notre erreur », est historien, directeur de l'École des hautes études en sciences sociales.

## COURRIER

## Jury d'honneur

Aujourd'hui, Laurent Fabius est devenu premier secrétaire. Je ne doute point qu'il n'ouvre les portes et les fenêtres du Parti socialiste, qui s'est considérablement sclérosé depuis dix ans, et qu'il ne fasse circuler un courant d'air frais dans la « vieille maison », comme au temps de François Mitterrand. Mais il faut commencer par créer un jury d'honneur, comme en 1944, pour juger de toutes les affaires de fausses factures ou assimilées, quelles qu'elles soient. A la suite de quoi, tous ceux qui auront bénéficié d'un enrichissement personnel (qu'il se soit traduit ou non par des acquisitions patrimoniales) ou qui auront continué à utiliser des procédés irréguliers pour leurs activités politiques depuis l'adoption de la loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, devront être impitoyablement exclus, quel que soit leur rang dans l'État ou dans le parti.

Il faut en finir une fois pour toutes avec le « social-affairisme ». Les malencontreuses amnisties (véritables « lois scélérates ») ont pu stopper les poursuites judiciaires ; elles n'empêchent pas les exclusions du parti.

Cette opération indispensable, accompagnée d'un audit financier, doit être menée sans faiblesse, sans hésitation et sans retard. Certes, elle ne suffira pas pour redresser l'image du socialisme en France. Il faudra aussi « penser le socialisme » : le projet socialiste adopté en décembre dernier manque de profondeur dans l'analyse (malgré quelques avancées idéologiques, comme la reconnaissance de « la part maudite de l'homme », c'est-à-dire du problème du Mali et d'originalité dans les propositions : sans parler de la nécessité d'une conversion au réalisme dans le domaine de l'éducation analogue à celle qui a eu lieu dans le domaine de l'économie.

JEAN-FRANÇOIS KESLER (Paris)

## Auteuil station

Une forte colonie américaine (à moins qu'elle ne soit anglaise) vient de s'implanter sur la ligne de métro Boulogne-Auteuil, côté Auteuil, et nous ne le savons pas ! Elle doit pourtant être nombreuse, cette communauté, au moins la moitié des milliers de voyageurs de cette ligne, puisque la RATP, contrairement à ce qu'elle fait ailleurs et pour la première fois de son histoire, vient d'ajouter une version anglaise à ses

annonces orales dans la station Porte-Auteuil.

Qui sont ces nouveaux émigrants ? Viennent-ils de Liverpool ou de Cincinnati ? Mystère. Personne n'en a vu le quart de la moitié de l'ombre d'un. Mais il faut bien qu'ils existent, sinon la RATP ne s'adresserait pas inégalement à eux comme elle le fait, des centaines de fois par jour. Et il faut bien qu'ils soient importants, très importants, puisque, les distinguant d'entre tous les étrangers susceptibles d'emprunter cette ligne et postulant qu'ils sont incapables d'entendre un seul mot de français, elle leur parle à eux et à eux seuls dans leur langue, ce qu'elle n'a jamais fait, par exemple, pour les Espagnols ou les Portugais bien réels qui arrivent chaque jour par la gare d'Austerlitz ou qui se sont établis dans l'ouest de Paris, ou pour tous les émigrés ou voyageurs russes, polonais, italiens, arabes, vietnamiens, allemands, japonais, etc., qui circulent dans notre capitale depuis que le métro existe.

En attendant de découvrir et d'accueillir à notre tour ces nouveaux hôtes de nos sous-sols, regrettons de ne pas connaître le nom du responsable de la RATP qui a fait cette formidable découverte et pris une initiative aussi admirable. On devrait donner son nom à un autobus !

DOMINIQUE NOGUEZ (Paris)

## La situation des fonctionnaires internationaux

Je vous écris en tant que président de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FICSA) qui représente quelque 32 000 salariés des Nations unies.

Par négligence, les pays membres ont systématiquement sapé la capacité de l'ONU d'attirer ou de retenir un personnel compétent et de qualité. Le salaire de ses cadres est fixé par l'Assemblée générale des Nations unies comme devant être à parité avec celui des fonctionnaires des États-Unis, plus une prime d'expatriation de 15%. Or on assiste aux États-Unis ces dernières années à une rapide dégradation des revenus de la fonction publique, qui entraînent dans leur chute ceux des cadres de l'ONU. Ces derniers ont vu leur pouvoir d'achat réel diminuer de 30 % depuis 1983, et leurs retraites réduites de 40 %. A ce

jour, aucune mesure de redressement n'a été envisagée.

De l'extérieur, il semble aujourd'hui que le drapeau des Nations unies flotte haut, et qu'elles pourraient être appelées à jouer un rôle important dans la recherche d'un nouvel ordre international. De l'intérieur, il revient chaque jour plus évident que la dégradation des revenus des fonctionnaires est un grave handicap et une menace sérieuse compromettant la capacité de l'ONU de servir cet espoir.

E.-J. FREEMAN  
Président de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les rédacteurs du Monde », « Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Michel Crie, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-77-72

Télécopieur : 46-62-77-73

Tél. : 46-62-77-73 - Société Risik

de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composées 36-15 - Types LEMONDE ou 36-16 - Types LM

Imprimerie du « Monde »

12, c. M. Coudray

94852 IVRY CEDEX

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.800F

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-62-30-90

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS

3 mois 460 F 572 F 790 F

6 mois 890 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 620 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 19

Durée choisie : 201 MON 01

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction

Jacques Lesourne, gérant

directeur de la publication

Bruno Frappat

directeur de la rédaction

Jacques Guili

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

adjoints au directeur de la rédaction

Jacques Amalric

Thomas Francais

Philippe Herremans

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

directeur des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1989)

Jacques Fauvet (1989-1992)

André Laurens (1982-1989)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-60-30-10



L'Occident face aux risques de prolifération nucléaire

# La Communauté européenne cofinancera le centre chargé d'enrayer l'exode des atomistes de l'ex-URSS

Les ministres des affaires étrangères des Douze réunis lundi 17 février à Lisbonne ont approuvé l'initiative prise par l'Allemagne, les Etats-Unis et la Russie pour éviter la prolifération nucléaire par fuite des cerveaux de l'ex-Union soviétique. La CEE est prête à cofinancer le projet.

LISBONNE

de notre correspondant

Les ministres ont consacré toute la matinée de lundi à la situation dans l'ancienne Union soviétique et ont approuvé la proposition présentée par leur collègue allemand, M. Hans Dietrich Genscher, destinée à éviter l'exode des savants et chercheurs spécialisés dans le domaine nucléaire, réduits désormais au chômage, et à les empêcher d'aller mettre leurs compétences au service de pays désireux de se doter de l'arme atomique.

M. Genscher se faisait l'écho à Lisbonne d'une proposition germano-russo-américaine présentée en même temps à Moscou en vue de la création d'un centre international pour la science et la technologie qui embaucherait les quelque trois mille scientifiques spécialistes du nucléaire de la CEE, capables de fabriquer la bombe atomique.

Ce centre sera chargé de « développer, sélectionner, financer et contrôler » des projets dans le domaine du désarmement et de la reconversion à des fins pacifiques de l'industrie militaire de l'ex-URSS.

Les experts se verront offrir un salaire mensuel d'au moins mille dollars, somme jugée suffisamment dissuasive pour les empêcher de répondre aux offres alléchantes de certains pays. La CEE est prête à cofinancer ce projet, dont le coût, selon les premières estimations, s'élèvera à cent millions de dollars et à verser jusqu'à cinquante millions d'euros (soixante-cinq millions de dollars).

Les Douze ont aussi examiné la question de l'aide aux Républiques de l'ex-URSS et évoqué la préparation de la deuxième conférence sur ce thème au mois de mai, après celle de Washington. Ils souhaitent y inviter, outre les Etats qui étaient présents à Washington, tous ceux de la CEE et les Républiques baltes.

## Divergences sur la Yougoslavie

La situation en Yougoslavie a longuement mobilisé l'attention des Douze et a donné lieu à un « débat intense » selon le ministre portugais des affaires étrangères, M. João de Deus Pinheiro. A propos de la Serbie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Grèce étaient favorables à une levée immédiate des sanctions imposées l'année dernière, pour répondre à l'acceptation par Belgrade du plan de paix de l'ONU. D'autres Etats membres ont obtenu cependant que cette mesure soit différée. Les ministres déclarent, dans le texte adopté à Lisbonne, qu'ils ont noté « avec satisfaction l'attitude constructive » de la Serbie et promettent d'en « tenir compte » en révisant leur position concernant les sanctions.

Les Douze ont également décidé

de répondre favorablement à la demande de la Bosnie-Herzégovine d'un contrôle international pour le référendum sur son indépendance prévu pour le 29 février. Mercredi, M. Deus Pinheiro rencontrera à Bruxelles le président du Parlement européen pour lui demander de déléguer des élus, et chacun des Etats membres présentera une requête similaire auprès de son Parlement national.

L'épineuse question de la reconnaissance de la Macédoine a été examinée mais les Douze ont estimé qu'elle ne pouvait être tranchée dans l'immédiat, compte tenu de l'hostilité persistante de la Grèce, qui redoute les visées territoriales de cette République sur sa province du même nom. Ce nom ne figure pas dans la déclaration commune. M. Deus Pinheiro a souligné la volonté de « dédramatiser » le problème, ajoutant qu'il était, en tant que président en exercice de la CEE, mandaté par ses collègues pour travailler « dans la plus grande discrétion possible ».

Les Douze ont aussi réaffirmé leur soutien à la force de maintien de la paix de l'ONU en Yougoslavie sur laquelle le conseil de sécurité doit se prononcer cette semaine.

## Intervenir au Proche-Orient

A propos du Proche-Orient, les ministres ont invité toutes les « parties à s'abstenir de toute action qui mettrait en péril les négociations de paix actuellement en cours, » y compris de la poursuite de la politique actuelle d'implantations de colonies.

juives dans les territoires occupés par Israël ». Ils se sont ralliés à une suggestion de la France demandant que la CEE soit présente en tant que coorganisateur dans les groupes de travail créés dans le cadre des négociations multilatérales de Moscou, notamment dans celui sur le contrôle de l'armement et la sécurité régionale.

M. Roland Dumas a jugé « anormal » que la CEE ait été « écartée » dans la présidence de ce groupe alors que, dit-il, l'Europe est directement concernée par l'évolution de la situation au Proche-Orient. Les Douze se sont également prononcées en faveur d'une « formule permettant une participation plus large des Palestiniens » aux discussions actuelles.

L'Espagne a été chargée de réfléchir à une rénovation du dialogue entre l'Europe et les pays arabes. Après avoir évoqué l'Algérie (voir nos informations page XX), les Douze ont exprimé le souhait de « reprendre langue avec le Maroc », selon l'expression de M. Roland Dumas, en vue d'étudier la possibilité de conclure avec ce pays un accord de libre échange, après le blocage par le Parlement européen d'un protocole financier de 363 millions de francs en faveur de ce pays.

ALICE ILLICÉE

## La France et la Bulgarie signent un « traité d'entente d'amitié et de coopération »

Le président bulgare, M. Jelic Jelov, arrivé lundi 17 février après-midi à Paris, devait signer, mardi, avec M. François Mitterrand un « traité d'entente, d'amitié et de coopération » franco-bulgare. Aux termes de ce traité, la France s'engage notamment à « favoriser le développement et l'approfondissement des relations entre la Bulgarie et la Communauté européenne », et « soutenir les efforts de la Bulgarie pour créer les conditions préalables à son intégration complète » dans la CEE. Le traité prévoit d'autre part des rencontres annuelles entre les ministres des affaires étrangères et dresse une liste des principaux domaines de coopération économique, culturelle, scientifique et technique.

C'est la quatrième visite en France de M. Jelov depuis son accession à la tête de l'Etat bulgare, où il a été réélu le 19 janvier, pour la première fois au suffrage universel. — (AFP.)

## La visite du président argentin à Paris

### « Une ère nouvelle... »

Le président Carlos Menem, qui s'était déclaré déterminé à faire « oublier aux Français leurs a priori sur le péronisme », a estimé qu'« une ère nouvelle venait de s'ouvrir dans les relations entre la France et l'Argentine », à l'issue d'un déjeuner avec le président François Mitterrand à l'Élysée, lundi 17 février, première journée d'une visite officielle de trois jours du chef de l'Etat argentin à Paris.

Les deux hommes ont notamment eu un « échange de vue très approfondi » sur les négociations multilatérales menées dans le cadre de l'Uruguay Round du GATT. L'Argentine avait fait savoir la veille qu'elle avait décidé d'appuyer le projet de M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT, bien qu'il ne « réponde pas tout à fait aux attentes de l'Argentine ». Selon un conseiller du président Mitterrand, M. Menem a « parfaitement compris » la position de la France, désireuse de trouver un terrain d'entente et prête à faire des sacrifices, à condition que ses partenaires en fassent autant.

M. Menem devait notamment rencontrer mardi M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, ainsi que les représentants du CNPF, devant lesquels il présentera son nouveau programme de privatisations (le Monde du 18 février).

## La sécurité au centre de la rencontre entre M. James Baker et M. Boris Eltsine

Le secrétaire d'Etat américain James Baker et son homologue russe, M. Andreï Kozyrev, devaient se retrouver mardi 18 février à Moscou pour tenter de régler les divergences sur certains aspects du désarmement stratégique qui subsistent à l'issue des entretiens de la veille entre M. Baker et M. Eltsine.

Lors de leur conférence de presse conjointe organisée lundi dans la salle Vladimir du Kremlin, MM. Baker et Eltsine ont annoncé la création du « Centre international pour la science et la technologie » destiné à employer pacifiquement les spécialistes du nucléaire de l'ex-URSS, dont le projet venait d'être présenté devant les ministres des affaires étrangères des Douze à Lisbonne. Un communiqué américain souligne que cette initiative requiert « un fort soutien international ».

Les Etats-Unis ont promis un fonds de 25 millions de dollars pour aider le démarrage du centre, cette somme devant être prise sur le budget de 400 millions de dollars voté par le Congrès américain destiné à la destruction des armes nucléaires.

D'autre part, pour contribuer à la sécurité des transports de maté-

riels nucléaires, les Etats-Unis vont fournir à la Russie 25 wagons spécialement conçus, 250 grands « containers spéciaux » et un certain nombre d'autres containers pour le stockage des composants nucléaires », a indiqué un haut responsable américain.

M. Eltsine s'est déclaré « très satisfait » de ses entretiens avec M. Baker. Le président russe, bronzé et en forme, a surpris la délégation américaine en déclarant aux journalistes avoir demandé une rallonge de 600 millions de dollars de crédits créanciers, afin de satisfaire les besoins de son pays pour la deuxième moitié de 1992. Les responsables américains ont affirmé « n'avoir jamais entendu parler » de cette nouvelle requête, en rappelant que Washington liait toute aide supplémentaire aux remboursements des emprunts en cours.

Le président Eltsine a également indiqué avoir évoqué avec M. Baker une « initiative majeure » dans le domaine de la défense spatiale avant d'annoncer qu'il rencontrerait le président américain en juillet. Les responsables américains ont de leur côté affirmé qu'aucune date n'avait pour l'instant été arrêtée pour le prochain sommet russo-américain. — (AFP.)

## Sept scénarios de guerre pour le Pentagone

Dans son premier programme détaillé de l'après-guerre froide, destiné à élaborer les budgets de la défense des années 1994-1999, le Pentagone a mis au point sept « scénarios » de conflits extérieurs potentiels, dont le New York Times révèle la teneur dans son édition du 18 février.

Commandé en août dernier à un groupe de travail, ce document présente sept situations de conflit théoriques et l'attitude que les Etats-Unis adopteraient dans ces diverses hypothèses. Toutefois, le Pentagone prend la précaution élémentaire de présenter ces scénarios comme des « illustrations » non des « prédictions ».

Le premier scénario envisage le cas d'une nouvelle attaque de l'Irak contre les installations pétrolières du Koweït et du nord-est de l'Arabie saoudite, au milieu des années 90. Le second imagine une attaque terrestre massive de la Corée du Nord contre la Corée du Sud. Le troisième scénario couple les deux premiers en imaginant que les agressions irakienne et coréenne aient lieu simultanément.

Dans le quatrième cas de figure, l'Occident devrait repousser — victorieusement et en quatre-vingt-dix jours — l'attaque en Europe d'une armée

russe au service d'un pouvoir « autoritaire et expansionniste ».

La cinquième hypothèse envisage un complot ourdi par un pouvoir « narco-terroriste » et menaçant la liberté de circulation dans le canal de Panama; la sixième, un coup militaire aux Philippines, mettant en péril la vie des ressortissants américains.

## Un « nouvel ennemi global »

La scénarisation final met en scène la réapparition d'un « nouvel ennemi global », qu'il s'agisse d'une seule nation ou d'une coalition d'Etats. Cet euphémisme désigne une Russie redevenue agressive.

Ces sept scénarios ont pour conséquence de maintenir les dépenses du Pentagone à un niveau élevé, en limitant au strict minimum les éventuelles réductions du budget de la défense.

C'est d'ailleurs cette perspective qui a incité l'un des hauts fonctionnaires du Pentagone à en révéler la teneur au New York Times, en attirant l'attention sur la conservation en la matière des milieux militaires, soucieux avant tout de préserver leurs prérogatives budgétaires.

Un jeune scénariste égaré dans les folies hollywoodiennes de la grande époque.

le fantôme d'hollywood

traduction de l'anglais par Alain Durbach

**BRADBURY**

Collection PRESENCES

## AFRIQUE

### ZAIRE : après la répression des manifestations pacifiques

## Washington, Bruxelles et Paris effectuent une démarche conjointe auprès du président Mobutu

L'ambassadeur américain à Kinshasa, son homologue belge et le chargé d'affaires français — en l'absence de l'ambassadeur, M. Henri Rethoré — ont rencontré le président Mobutu, lundi 17 février, au lendemain de la répression sanglante des marches pacifiques organisées par les chrétiens à la sortie des églises (le Monde du 18 février). Le bilan officiel de treize morts a été contesté par le président de la Ligue zairoise des droits de l'homme, M. Bwana Kabwe, qui a estimé le nombre de personnes tuées à « une trentaine », tandis que des sources proches de

l'opposition zairoise au Congo ont avancé le nombre de quarante-deux morts.

Le bureau provisoire de la Conférence nationale et l'Eglise catholique n'avaient pas cautionné les marches de dimanche. Toutefois, le président de la conférence épiscopale du Zaïre, Mgr Laurent Monsengbo, qui préside le bureau provisoire de la Conférence nationale, a déploré dans un communiqué « la mort de plusieurs compatriotes tombés à l'occasion d'une manifestation pacifique de soutien à la reprise des travaux de la Conférence ».

Les ministres des affaires étrangères des Douze ont condamné « les actes et violences perpétrés par les forces de l'ordre » et demandé une nouvelle fois la poursuite du processus démocratique au Zaïre. Le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré que Paris appuyait « tous les efforts qui iront dans le sens de la reprise des travaux de la Conférence nationale », et a rappelé qu'en ce qui concerne le Zaïre, la France travaillait en étroite collaboration avec la Belgique et les Etats-Unis. — (AFP, Reuters.)

### ALGERIE : l'ouverture de cinq centres de détention au Sahara

## Les Douze lient leur aide au respect des droits de l'homme

Les autorités ont ouvert cinq centres de détention dans le désert du Sahara pour y garder des milliers de personnes arrêtées lors d'opérations de ratissage dans les milieux islamistes, a-t-on appris lundi 17 février (le Monde du 18 février). M. Rezak Bara, secrétaire général de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), a déclaré au quotidien Al Watan que ces centres avaient été installés dans les régions de Reggan, Timimoun, Adrar et Ouargla. Les personnes placées dans ces camps pourraient être détenues « aussi longtemps que durera l'état d'urgence proclamé le 9 février, c'est-à-dire douze mois », a-t-il ajouté.

« Nous avons été submergés d'appels et de requêtes de citoyens qui s'inquiètent de n'avoir pas de nouvelles de leurs parents, de leurs amis, de leurs enfants », a affirmé M. Bara. Une délégation de la LADH a transmis au ministre de l'intérieur une liste de plaintes pour mauvais traitements. Selon l'organisation humanitaire, certaines personnes ont été interpellées sans avoir pu s'habiller, tandis que des personnes âgées ou des malades n'ont pas eu le temps d'emporter leurs médicaments. Le ministre a indiqué que des commissions ont été créées dans les centres pour décider qui doit rester en détention.

Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis, lundi, à

Lisbonne, ont dit, dans un communiqué, leur volonté d'apporter une aide à l'Algérie, en liant cependant celle-ci « au respect des droits de l'homme, à la tolérance et au pluralisme politique ». Ils ont affirmé que « le respect de ces principes constituera un élément important dans le cadre des relations » entre la Communauté européenne et l'Algérie.

Le ministre luxembourgeois des affaires étrangères a affirmé que « personne n'avait attaqué l'Algérie » au cours des discussions. Les Algériens comme les Européens sont confrontés à un « dilemme », a-t-il expliqué, entre l'annulation des élections libres et le programme du Front islamique du salut (FIS) « antérieur à la démocratie ». A l'en croire, « il faut sur-

monter ce dilemme en poussant au dialogue et au respect des libertés fondamentales ».

De son côté, le secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), M. Hocine Ait Ahmed, a estimé, lundi, dans un entretien accordé à une chaîne de télévision marocaine, que « l'état d'urgence est contraire aux droits de l'homme ». A son avis, « tout se passe comme si on voulait tout simplement tourner la page du processus démocratique ». A ses yeux, « l'alibi » consistant à dire qu'il faut d'abord régler les problèmes socio-économiques « ne tient pas debout ». « Il faut, d'après lui, faire tout en même temps pour rétablir l'espoir. » — (AFP.)

□ CONGO : ouverture des Etats généraux de l'armée. — Le premier ministre congolais, M. André Milongo, devait ouvrir, mardi 18 février, les Etats généraux des forces armées, prévus à la suite de la crise politico-militaire de janvier dernier. Ces assises visent à accorder un statut général à l'armée et devraient permettre, selon la radio congolaise, la réhabilitation des militaires « victimes de l'intolérance politique ». — (AFP.)

□ LIBERIA : violents combats à la frontière de la Sierra-Leone. — Le

chef rebelle Charles Taylor a fait état, lundi 17 février, de violents combats entre ses troupes et les hommes de l'ULIMO (Mouvement de libération uni du Libéria pour la démocratie, qui regroupe les soldats de l'ancien dictateur Samuel Doe), à la frontière de la Sierra-Leone. S'exprimant sur la radio rebelle Radio Gbarnga, le chef du Front national patriotique du Libéria (FNPL) a également accusé des soldats nigériens de la force de maintien de la paix d'avoir tenté de l'assassiner la veille dans une embuscade. — (Reuters.)



## PROCHE-ORIENT

### Après la mort de Cheikh Abbas Moussaoui, chef du Hezbollah

La France a exprimé lundi 17 février sa « vive inquiétude » après les « amers événements » survenus au Liban sud et a demandé à « toutes les parties prenantes » de s'abstenir de tout acte qui pourrait remettre en cause le processus de paix engagé à Madrid. « Sur les événements qui ont marqué les dernières heures au Liban sud », a déclaré le porte-parole du quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, la France ne peut que constater avec une vive inquiétude que la spirale de la violence menace à nouveau le Proche-Orient. »

A Téhéran, le président iranien, M. Ali Akbar Hachémi-Rafsanjani, a condamné lundi l'attaque d'Israël au Liban, ajoutant que « le Hezbollah n'agit pas par réaction mais par conviction et par raison ». Interrogé sur la question de savoir si la mort de cheikh Moussaoui aurait des conséquences sur le règlement du dossier des otages, M. Rafsanjani a dit que cette question concerne les Libanais eux-mêmes. Il a également estimé qu'Israël cherchait peut-être par cet acte à entraver le règlement de l'affaire des

otages. A Tunis, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a exprimé sa « vive émotion et colère » après l'assassinat du chef du Hezbollah Abbas Moussaoui. Dans un message de condoléances au guide spirituel de cette formation chiite, cheikh Mohamed Hussein Fadlallah, le dirigeant palestinien affirme avoir appris avec « une vive émotion et colère l'assassinat du martyr Abbas Moussaoui, tombé alors qu'il défendait sa religion, ses convictions, sa patrie [le Liban] ainsi que la cause palestinienne ». — (AFP.)

### Israël adresse à Beyrouth une sévère mise en garde

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Importants bombardements d'artillerie, pluie d'obus et de roquettes de part et d'autre, survols d'intimidation sur le sud du Liban par les forces aériennes israéliennes, mise en état d'alerte maximale des troupes et combattants des deux côtés de la frontière, menaces, postures agressives : quarante-huit heures après ce qu'on a appelé, à Jérusalem, « la liquidation » du chef du Hezbollah pro-iranien, cheikh Abbas Moussaoui, la tension demeure extrêmement vive à la frontière nord de l'Etat juif. Plusieurs dizaines d'obus tirés du sud du Liban, par-dessus la « zone de sécurité » occupée depuis une dizaine d'années par les forces armées israéliennes, sont tombés lundi et jusque tard dans la nuit du 17 au 18 février sur les localités de haute Galilée.

Selon les autorités, ces tirs, effectués par les artilleurs du Hezbollah, n'ont fait que des dégâts mineurs et aucune victime. Comme pour illustrer la gravité des événements en cours, le chef d'état major de l'armée israélienne, le général Ehud Barak, a effectué lundi une tournée d'inspection dans cette fameuse « zone de sécurité » qu'Israël s'était ouverte en 1982 à la suite de l'invasion du Liban par les troupes du général Ariel Sharon. « Si les tirs de l'artillerie ne cessent pas, a menacé le chef de l'armée, Israël pourrait bien ne plus se contenter de se défendre, et le prix à payer sera très élevé pour ceux qui sont responsables. »

Après avoir rencontré le « général » Antoine Lahad, chef des trois mille et quelques miliciens libanais de l'Armée du Liban sud (ALS), une troupe de supplétifs entraînés et financés par Israël pour contrôler la « zone de sécurité » en son nom et à l'appui d'environ un millier de soldats israéliens réguliers, le général Barak a adressé une sévère mise en garde aux autorités de Beyrouth : « Nous tenons le gouvernement libanais et son armée pour responsables et gardiens de la paix et de la tranquillité qui doivent régner de l'autre côté [de la « frontière »], a-t-il dit.

Sans se livrer au catastrophisme — « Alors, allons... ce n'est pas encore la guerre », se rassurait-on au ministère de la défense — les autorités israéliennes, à en croire le vice-ministre de la défense, M. Ovadia Elie, s'attendent à la poursuite des duels d'artillerie pendant au moins « quelques jours ». A en juger par l'important ballet aérien sur la région Nord,

il semble que des renforts militaires aient été envoyés dans la « zone de sécurité ».

Lundi, l'armée aurait découvert un engin explosif télécommandé de plus de 100 kilos déposé non loin d'un site patrouillé par les soldats de Tshal. L'engin a été désamorcé. Plusieurs spécialistes militaires israéliens, cités dans les journaux de mardi, laissent entendre que les forces de sécurité se sont préparées à trois éventualités de représailles possibles par le Hezbollah : enlèvement de soldats juifs dans la « zone de sécurité », commandos suicidés contre des objectifs militaires dans la même zone, infiltrations-kamikazes et attentats en Israël même.

« Il faut s'attendre à des pertes de notre côté », précisait pour sa part le quotidien Hadashot de mardi. A Jérusalem, où le climat est tout de même un peu survolté, le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a rappelé devant la Knesset, que les autorités libanaises ont été invitées « à plusieurs reprises » à désarmer les combattants du Hezbollah

et à s'assurer de la tranquillité dans la région. « Qu'on ne nous parle pas de paix et du Hezbollah dans le même souffle ! s'est exclamé le ministre.

« Le seul endroit où nous ayons jamais rencontré cette organisation terroriste c'est sur le champ de bataille ». Pour le reste, le meurtre de cheikh Abbas Moussaoui ne semble pas poser, à tout le moins dans l'esprit de M. Lévy, de problème insurmontable. « La Syrie et le Liban poursuivront leur participation au processus de paix en cours », a affirmé le ministre. « Nous devons continuer notre lutte contre le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix ».

Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a fait — ce qui est assez rare — une communication dans le même sens devant la Knesset. Après avoir rappelé que le Hezbollah avait nettement intensifié sa lutte contre l'occupation israélienne depuis l'ouverture du processus de paix à Madrid en octobre dernier, le ministre a affirmé que l'organisation

chiite pro-iranienne avait mené « cinquante à deux attaques » l'an dernier contre les forces israéliennes et leurs alliés libanais dans la « zone de sécurité ».

Contrairement aux autres ténors du pouvoir israélien, M. Shamir, quant à lui, ne s'est pas autrement évertué à essayer de défendre la version officielle selon laquelle l'opération d'élimination menée dimanche contre le chef du Hezbollah n'avait rien à voir avec l'assassinat préalable de trois soldats israéliens dans la nuit de vendredi à samedi. « Tout cela fait partie de la même lutte », a-t-il dit. Selon le général Ehud Barak, il semble que l'armée ignore l'identité exacte des occupants du convoi motorisé, détruit au lance-missile. « Nous savions que dans les véhicules il y avait des gens du Hezbollah, a dit le général à la télévision nationale, mais nous ignorions qui exactement. »

PATRICE CLAUDE

### Le Liban décide de porter plainte auprès du Conseil de sécurité

BEYROUTH

de notre correspondant

Le Liban a décidé de porter plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU contre le raid israélien qui s'est traduit par la mort du secrétaire général du Hezbollah, Cheikh Abbas Moussaoui, ainsi que contre les « agressions israéliennes quasi quotidiennes » contre son territoire.

Il maintient néanmoins sa participation aux négociations de paix arabo-israéliennes, estimant à ce sujet, ainsi que l'a fait valoir son ministre des affaires étrangères, M. Farès Boutéiz, que le but d'Israël est précisément de soulever l'encre, et qu'il ne doit donc pas tomber dans le panneau.

Le Liban ne s'en retrouve pas moins empêtré dans une position contradictoire, comme le relève l'éditorialiste du quotidien francophone de Beyrouth l'Orient-Le Jour qui écrit : « Notre pays qui — c'est pourtant notoire — n'a aucune prise sur les événements, s'est vu sommer de s'opposer lui-même contre le Hez-

lah, ou alors de laisser faire Israël sans la moindre velléité d'opposition, sans le moindre baroud d'honneur de la part des unités de l'armée stationnées sur les lieux. »

« Dans un cas comme dans l'autre, ce serait un suicide politique pour le pouvoir, empêtré qu'il est jusqu'au cou dans une perpétuelle contradiction qui le pousse, d'un côté à cautionner bruyamment la résistance à l'occupation jusqu'au moment de l'application de la résolution 425 de l'ONU, et d'un autre côté à solliciter la protection internationale face aux inévitables agressions d'Israël. » En fait l'Etat de Beyrouth, paraît surtout être que la sommation d'Israël concernant la mise au pas du Hezbollah s'adresse non plus au seul Liban, mais aussi à la Syrie.

Le meurtre de Cheikh Moussaoui a suscité une vague d'indignation à travers le pays. Tous les hommes politiques, et jusqu'au chef des Forces libanaises, qui furent les alliés déclarés d'Israël, M. Samir Geagea, s'y sont associés.

Les obsèques du chef du Hezbollah ont été l'occasion d'un mouvement populaire qui n'a à aucun moment dérapé sur des démonstrations antigouvernementales, comme cela a été le cas en d'autres circonstances, quand la Syrie ne contrôlait pas la situation au Liban.

Dans la Bekaa, les obsèques de Cheikh Abbas Moussaoui se sont déroulées mardi matin, avant qu'il ne soit inhumé dans son village natal de Nabi-Chitt, en présence d'une foule typique du Hezbollah, étendard noir en tête — le front ceint d'un bandeau noir pour les hommes et le corps recouvert du tchador pour les femmes — qui a parcouru la banlieue sud chiite de la capitale, se frappant la poitrine aux cris de « l'engeance ! l'vengeance ! Israël est l'ennemi de l'Islam, Mort à Israël ! Mort à l'Amérique ! Mort à la France ! » Sans que l'on sache exactement pourquoi le nom de la France ait été mêlé à la vindicte publique, sinon en raison des actuels événements d'Algérie.

LUCIEN GEORGE

### L'Irak et sa bombe



Suite de la première page

Le dispositif étudié, sous le contrôle du ministère de l'Industrie et du Commerce, visait à construire une arme nucléaire à implosion pesant une tonne et développant une puissance de 20 kilotonnes, sur la base de travaux qui faisaient appel à la séparation isotopique par le procédé électromagnétique. L'Irak a déclaré le seul centre de Tawatha, mais l'ONU a identifié vingt-neuf sites, avec notamment des ateliers à Deure, Al Radwan, Al Amin, Tarmiya ou Ash Sherkat. Les matériels — l'Irak se proposait de fabriquer quatre vingt-dix calculateurs par an — ont pu être, depuis, rendus inutilisables.

Les autres procédés d'enrichissement de l'uranium, comme la centrifugation, la méthode chimique, le laser ou la diffusion gazeuse, se trouvaient en retard ou avaient dû être abandonnés entre-temps.

Selon les inspecteurs de l'ONU, il a été recensé en Irak pas moins de 460 tonnes d'uranium naturel — soit de quoi réaliser plusieurs dizaines d'engins. — alors qu'il n'en avait été déclaré que 185 tonnes. A cet uranium naturel, il convient d'ajouter 13 kilogrammes d'uranium enrichi à partir de combustibles vendus par la France et l'ex-URSS, mais récupérés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne. Par le procédé électromagnétique, l'Irak était en voie de produire 15 kilogrammes d'uranium très enrichi par an.

On évalue à quelques 10 milliards de dollars la mise de fonds par Bagdad pour la réalisation de son programme d'enrichissement de l'uranium. Les Irakiens étaient en mesure, selon l'ONU, de disposer d'un premier engin dans un délai de douze à dix-huit mois si les alliés n'avaient décidé de lancer leur offensive à la mi-janvier 1991.

Pour parvenir à son but, l'Irak a eu accès à la « littérature » scientifique dite « ouverte » en la matière dans le monde. Il a avoué avoir créé des sociétés-écran pour pouvoir acheter des équipements qui, pris individuellement, ne sont pas réglementés par un contrôle préalable à l'exportation auprès de fournisseurs chinois, allemands, yougoslaves, brésiliens ou pakistanais, et il s'est approvisionné en uranium naturel au Brésil, au Portugal et au Niger. L'ampleur d'un tel travail n'était pas soupçonnée, et rien ne dit, aujourd'hui, que toutes les installations aient été décelées, à plus forte raison détruites ou neutralisées, tant l'effort irakien est demeuré souterrain, au sens propre du terme.

Dans l'ordre balistique, aussi, les Nations unies ont refusé à répertorier pas moins de douze sites différents, sur lesquels sont érigés des usines de production ont été d'embûches déclarées par Bagdad et trente-trois autres identifiées après avoir été passées sous silence. Dès 1988, les travaux irakiens ont été consacrés à la conception d'un missile (dénommé Condor) de 900 kilomètres de portée, à la modification des missiles ex-soviétiques Scud-B, à des projets de roquettes d'artillerie, à deux modèles de super-canon de 350 et 1 000 millimètres, et à un programme de missiles anti-missiles. Tous ces systèmes étaient censés pouvoir être équipés, à terme, de charges classiques ou chimiques. Les inspecteurs de l'ONU sont arrivés à la conviction que les Irakiens, dont ils reconnaissent la qualification très élevée, ne pouvaient pas aboutir.

sans les machines-outils qu'ils avaient acquises en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Autriche ou en Chine (pour la propulsion par propulseurs des missiles) et au Brésil (pour l'acier maraging).

A ce jour, les installations, fixes ou mobiles, de missiles déclarés par Bagdad ont été détruites. Mais les Nations unies ne sont pas dupes : elles n'excluent pas qu'un certain nombre de missiles, surtout, les éléments démontés, n'aient pu pour leur guidage, aient pu leur être dissimulés.

Pour ce qui concerne les armes chimiques, encore, il s'agit pour l'essentiel des quarante-six mille munitions recensées, d'obus de 155 millimètres, de roquettes de 122 millimètres, de têtes de missiles et de bombes larguées par gravitation depuis un avion ou un hélicoptère. Quelques milliers de projectiles, notamment des roquettes, ont échappé probablement à la sagacité des contrôleurs, qui en ont détruit douze mille à la fin janvier.

La plupart des armes chimiques de l'Irak étaient à base de tabun, yprite, sarin et sémé (un mélange de deux toxiques). Les sites ont été officiellement présentés par les Irakiens comme étant des centres produisant des pesticides à usage industriel. Pourquoi ces munitions n'ont-elles pas été utilisées pendant la guerre du Golfe ? Le mystère reste entier apparemment.

#### Des connaissances acquises définitivement

En effet, les inspecteurs des Nations unies ont découvert des têtes de missiles Scud qui contenaient, pour certaines d'entre elles, deux composants chimiques. Il est vraisemblable, selon les experts, que les systèmes d'armes en question n'étaient pas assez sûrs et que, sans doute, ils se seraient désintégrés en rentrant dans les couches basses de l'atmosphère avant d'atteindre leurs objectifs.

Dans l'ordre des armements biologiques, enfin, les missions de l'ONU ont découvert, sur le site de Salman Park, détruit par la guerre, et à Al Hakan, où était installé un laboratoire pour la production de protéines d'origine microbienne (clostridium botulinum, clostridium perfringens et bacillus anthracis) qui donnent à croire que les Irakiens y ont tenté des recherches. Ces souches pathogènes proviennent des Etats-Unis. Une chambre d'incubation, endommagée depuis, a été fournie par la société allemande Karl Kolb et un fermentateur de 1501 a été acheté par l'Irak à l'entreprise helvétique Chemap.

De quelque côté que l'on se tourne, il est aujourd'hui patent que les Irakiens amoncelaient — avec obstination — un arsenal de haute technologie.

L'ONU n'écarte pas, au demeurant, que ses inspecteurs soient passés à côté de certains programmes militaires d'envergure, tant est efficace la capacité de Bagdad à déjouer les contrôles, à déplacer les installations en toute hâte — même en cas de visite avec un court préavis — et à les camoufler, voire à les enterrer. Des fournitures, en principe interdites à l'exportation, ont été livrées en dépit des accords internationaux entre puissances qui les fabriquent. D'autres sont peut-être encore inconnues. Le plus grave, sans doute, est que les connaissances acquises par l'Irak le sont définitivement et qu'elles pourraient être utilisées de nouveau.

JACQUES ISNARD

## PARIS-GENEVE: 2 A/R PAR JOUR

(A PARTIR DU 26/02/92)

Reliant au départ de Paris tous les sites olympiques avec 4 A/R Orly-Chambery, 4 A/R Orly-Annecy et 1 A/R Orly-Courchevel, TAT renforce encore sa présence au cœur des Alpes avec l'ouverture de 2 A/R CDG-Genève.

PARIS CDG2 - GENEVE		
DU LUNDI AU VENDREDI	7 h 00	8 h 05
	18 h 10	19 h 20
SAMEDI	7 h 00	8 h 05
DIMANCHE	14 h 20	15 h 30
GENEVE - PARIS CDG2		
DU LUNDI AU VENDREDI	8 h 45	10 h 00
	20 h 00	21 h 05
SAMEDI	14 h 00	15 h 10
DIMANCHE	20 h 00	21 h 05

HORAIRES VALABLES DU 26/02/92 AU 28/03/92  
SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS SANS PREAVIS

Renseignements-reservations auprès de TAT Paris au (1) 42 79 05 05 ou auprès de votre agence de voyages.

**TAT**  
EUROPEAN AIRLINES



## ASIE

### Les « fous du Khalistan »

Suite de la première page

Après avoir fait exploser une bombe dans un train qui traversait l'Haryana voisin, les fanatiques sikhs ont assassiné neuf professeurs appelés à superviser des bureaux de vote, abattu un dirigeant communiste et tiré sur des supporters d'un parti local. Le 16 février, le bilan de la violence prélectorale se chiffrait à une trentaine de morts. Peu de chose, il est vrai, en comparaison des 4 761 victimes de l'année 1991, et des 15 000 personnes qui ont péri depuis le début de la crise en 1983.

Les dernières élections remontent à septembre 1985. C'était l'époque où le premier ministre Rajiv Gandhi croyait avoir trouvé un arrangement avec les partis modérés de la mouvance autonome Akali Dal. Mais en 1987, il était contraint de « démissionner » un gouvernement paralysé par ses divisions et déconsidéré, et placer le Pendjab sous l'administration de New-Delhi. Les élections de 1991 avaient été annulées la veille du scrutin en raison d'attaques particulièrement sanglantes. La fausse « démocratie » indienne ne prévaut plus au pays des sikhs.

Les plus optimistes eux-mêmes sont sans illusion. La violence est devenue un mode de vie : « Les trois quarts des soi-disant militants sont maintenant des criminels qui tirent profit de la situation », nous affirme le très redouté chef de la police du Pendjab, K. P. S. Gill, plus riche des États indiens. Le Pendjab fournit en effet au pays 60 % de sa production de blé depuis la « révolution verte » des années 60, époque où les propriétaires terriens de la puissance caste des Jats se sont pris à rêver de pouvoirs accrus.

#### Les manœuvres de Gandhi

« Ici, dès la nuit tombée, c'est le règne des militants », M. Amarjit Singh est un agriculteur sikh assis de l'un des districts connus pour abriter nombre de foyers terroristes. « Le jour, nous sommes un peu rassurés par la présence d'autorités. En fait, nous craignons surtout les Khalistanis que les forces de l'ordre car, dès qu'un incident se produit, ce sont les innocents qui paient les pots cassés », dit-il. Amarjit, comme l'écrasante majorité de ses coreligionnaires, est hostile à l'idée d'une indépendance. Mais, comme eux, il n'a pas confiance dans la politique de New-Delhi. Et il redoute la police, dont la crédibilité, de l'aveu même de M. Gill, est « très faible ».

Tant de méfiance s'alimente à l'histoire récente. Le Congrès de la dynastie Nehru-Gandhi n'a jamais cessé, en effet, de jouer des aspirations des sikhs, utilisant parfois les extrémistes contre les modérés pour demeurer le seul recours. Ce n'est un secret pour personne qu'Indira Gandhi, appliquant la fameuse « diviser pour régner » du colonisateur britannique, soutint, un temps, des groupes terroristes.

La « Dame de fer » indienne devait le payer de sa vie : elle fut assassinée par ses gardes du corps sikhs le 31 octobre 1984, quelques mois après avoir envoyé l'armée dans le saint des saints du sikhsisme, le célèbre temple d'or d'Amritsar, pour en débarrasser les extrémistes qui s'y étaient retranchés. Aujourd'hui encore, l'« Opération étoile bleue » reste, pour les sikhs, un irréparable outrage. Dès le lendemain de l'assassinat, des masses hindoues massacrèrent, dans les rues de New-Delhi et de quelques villes de l'Inde du Nord, tout porteur de barbe et de turban. Ces violences, orchestrées par des figures du Congrès, n'ont jamais donné lieu à de véritables poursuites.

#### La nébuleuse de l'Alkali Dal

Le ressentiment des sikhs à l'égard du « centre » s'alimente également des frustrations économiques et sociales des habitants du plus riche des États indiens. Le Pendjab fournit en effet au pays 60 % de sa production de blé depuis la « révolution verte » des années 60, époque où les propriétaires terriens de la puissance caste des Jats se sont pris à rêver de pouvoirs accrus.

Ils ont alors demandé une plus juste distribution de l'eau des rivières de la région, ainsi que la pleine jouissance de Chandigarh, capitale non seulement du Pendjab mais aussi de l'État mitoyen de l'Haryana. Aujourd'hui, chômage aidant, ce sont leurs fils qui prennent les armes après avoir rêvé de postes de fonctionnaires. Les parents, pour qui le concept de « Khalistan » était fabriqué, sont déçus.

Les organisations séparatistes sont légion. En général bien armées, elles seraient, selon New-Delhi, entraînées de l'autre côté de la frontière, dans la partie pakistanaise de ce Pendjab scindé depuis 1947. Ces groupuscules, qui poursuivent le même objectif mais sont dépourvus de toute coordination, réclament leurs comptes à coup de kalachnikov. Rien d'étonnant à ce que 80 % des victimes soient sikhs. En ce sens, les « Khalistanis » sont à l'image de leur

secte, martiale et sourcilieuse, prompt à faire parler la poudre et célèbre pour ses vendettas. « Un sikhs est un parti politique à lui tout seul », ironise M. Gill.

De fait, la désunion des partis régionalistes issus de l'Alkali Dal – formation créée dans les années 20 pour lutter contre le colonialisme et qui a explosé en multiples factions – est profonde. Mais pour l'heure, les factions de la nébuleuse Alkali ont trouvé un terrain d'entente en décidant de boycotter elles aussi la consultation, privant ainsi en partie ces élections de leur légitimité : si tous les sikhs ne sont pas Alkalis, ces formations restent populaires. Leur décision taise en tout cas penser que les militants ont intimidé les candidats en puissance.

« Inexact ! », s'insurge M. Prakash Singh Badal, chef de l'Alkali Dal (faction Badal) et ancien ministre en chef du Pendjab. Vieux militant d'une cause qui lui a valu quinze ans de prison, il affirme n'avoir « aucune confiance dans le gouvernement de l'Union. Notre boycottage est un référendum contre le pouvoir central et le Congrès qui ont bafoué nos droits fondamentaux ».

Turban sombre, le regard flou derrière de grosses lunettes, les mains crispées sur le fourreau d'un grand sabre qui lui vaut un jour de se voir refuser l'entrée au Parlement, ancien policier et ex-député de la faction qui porte son nom (Alkali Dal-Mun), M. Simraj Singh Man est beaucoup plus radical. Il compare la lutte des sikhs « à celle des résistants français sous Vichy. La seule solution, c'est l'indépendance ».

Reste donc en lice – outre l'insubmersible Congrès du premier ministre Narasimha Rao, que beaucoup donnent gagnant, et les communistes, condamnés à la figuration – l'Alkali Dal (Kabul), unique faction des Alkalis à oser se présenter. A sa tête, le fils de l'ancien maharajah de Patiala et ex-capitaine de l'armée indienne Amarinder Singh, qui représente l'espoir des modérés. « Boycotter les élections revient à donner le champ libre au Congrès », explique celui que ses detracteurs accusent d'être « la marionnette de New-Delhi ».

Il est vrai que l'on parle déjà de « compromis à l'indienne » au cas où la victoire serait incertaine entre le Congrès (I) et l'Alkali Dal (Kabul). Dans ce cas, le « prince de Patiala » pourrait former un gouvernement de coalition. « Impossible », rétorque M. Singh. M'aligner avec le Congrès me ferait perdre toute crédibilité chez les sikhs. Je n'espère qu'une seule chose : que les élections ne soient pas truquées. J'ai bon espoir, puisque Indira et son fils ont disparu ».

BRUNO PHILIP

#### JAPON : les suites du scandale Kyowa

### M. Zenko Suzuki, ancien premier ministre est appelé à témoigner devant la Diète

Gouvernement et opposition sont parvenus à un compromis, mardi 18 février, mettant fin à deux semaines de boycottage des travaux parlementaires par l'opposition. Cette dernière bloquait, en effet, le débat budgétaire afin d'obtenir la comparaison devant la Diète des membres du parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir, compromis dans le scandale Kyowa (le Monde du 12 février).

Aux termes de cet accord, plusieurs membres du PLD compromis – dont l'ancien premier ministre Zenko Suzuki – comparaitront devant le Parlement. Le témoi-

gnage de M. Suzuki sera télévisé. Ce compromis intervient alors que le scandale Kyowa prend de l'ampleur. Lundi, la principale figure de l'affaire, l'ancien ministre Fumio Abe, qui appartient au clan du premier ministre Miyazawa, a été de nouveau inculpée pour corruption. La presse nipponne avait publié de nouvelles révélations à la suite de l'arrestation de quatre hommes d'affaires le 14 février.

L'un d'entre eux avait révélé au quotidien Asahi que la société Sagawa Kyubin – le numéro deux de la livraison par camions – avait versé 635 millions de dollars à cent

trente hommes politiques, de la majorité comme de l'opposition. « Tirant la leçon du scandale Recruit, l'argent était versé directement aux politiciens et non à leurs secrétaires », avait-il précisé. (Reuters, UPI, AFP)

■ Explosion de plusieurs bombes à Tokyo. – Sept bombes ont explosé à Tokyo et dans les environs, mardi 18 février, sans faire de blessés, a annoncé un porte-parole de la police. Selon l'agence Kyodo, il pourrait s'agir d'attentats d'extrémistes opposés à la construction d'une seconde piste à l'aéroport de Narita.

■ Pyongyang malgré l'interdiction, se sont joints au mouvement, destiné également à obtenir la libération des 1 100 détenus politiques. Seul ne leur reconnaît pas de statut spécial et les assimile à des criminels de droit commun. (AFP)

■ PHILIPPINES : quarante-huit morts au cours de combats avec la guérilla communiste. Trente-huit soldats et dix maquisards communistes de la Nouvelle armée populaire ont trouvé la mort, au cours du week-end dernier, dans l'île de Mindanao, dans le sud du pays, a annoncé, lundi 17 février, un porte-parole militaire. Vingt-deux autres soldats ont été blessés et quatre portés disparus lorsque leur patrouille est tombée dans une embuscade. Il s'agit de l'un des affrontements les plus meurtriers depuis des années aux Philippines. (Reuters, AFP)

## AMÉRIQUES

### ÉTATS-UNIS : le coup d'envoi de la campagne pour l'élection présidentielle

### L'épreuve du New-Hampshire

Les habitants du New-Hampshire devaient participer tout au long de la journée de mardi 18 février à un exercice auquel ils se livrent tous les quatre ans. Ils sont chargés de voter lors des deux primaires, républicaine et démocrate, un scrutin (peut-être par sa taille mais considérable par son retentissement) qui marque le début de la campagne présidentielle.

Depuis 1952, personne n'a été élu président des États-Unis sans avoir au préalable remporté cette première épreuve. Il s'agit d'une condition nécessaire et non suffisante, puisque, aussi bien, M. Gerald Ford, en 1976, et M. Jimmy Carter, en 1980, ont passé cet obstacle avec succès sans

pour autant transformer l'essai en novembre.

Il s'agit d'un vote tout à fait officiel, même si la Constitution n'en souffre pas. Les Américains n'ont pas jugé bon d'introduire dans la Loi fondamentale, par le biais d'un amendement, ce processus qui est pourtant désormais au cœur du système de désignation, long et complexe, du chef de l'exécutif.

Cinq candidats s'affrontent chez les démocrates, MM. Bill Clinton, Tom Harkin, Robert Kerrey, Paul Tsongas et Jerry Brown. Le favori paraît être M. Tsongas, pourtant atteint d'un cancer, qui vient en voisin, puisqu'il a été sénateur du Massachusetts. M. Clinton a sou-

ffert de ses aventures extra-conjugales supposées. Il reste cependant le candidat démocrate le plus crédible pour novembre.

Chez les républicains, la seule question mardi matin était de savoir combien de voix l'éditorialiste ultra-conservateur Patrick Buchanan réussirait à arracher au président George Bush. S'il dépassait 40 % des suffrages, il mettrait en difficulté, psychologiquement et politiquement, le président sortant. M. Bush est cependant encore, et de loin, le seul candidat sérieux du Grand Old Party à l'élection du 3 novembre 1992.

(Lire page 6 : Points/Les primaires aux États-Unis).

### Paul Tsongas : ce cher professeur...

WASHINGTON

de notre correspondant

« Encore un Grec du Massachusetts », ont lancé quelques cyniques. La formule n'est pas forcément flatteuse. Elle dresse une comparaison entre Paul Tsongas, qui représente effectivement cet État au Congrès, et l'ancien gouverneur du Massachusetts Michael Dukakis, ex-candidat du Parti démocrate, pulvérisé par George Bush lors de l'élection présidentielle de 1988. Mais si les deux hommes sont bien des Gréco-Américains de la deuxième génération, la comparaison s'arrête là : Paul Tsongas n'est pas un candidat démocrate au profil attendu.

Cet ancien diplômé de la faculté de droit de Yale, âgé de cinquante ans, marié, père de trois filles, appartient, comme Bill Clinton au groupe des néo-bourgeois. C'est une famille encore assez marginale dans l'establishment démocrate et tout particulièrement dans celui du Massachusetts ; elle attend et renouvelle la pensée d'un parti quelque peu fossilisé dans la défense d'intérêts catégoriels (les femmes, les Noirs, les travailleurs syndiqués), qui depuis belle lurette ne font plus une majorité présidentielle au pays de la classe moyenne blanche. S'il est dans la ligne du parti sur nombre de questions de « société », la défense du droit à l'avortement par exemple, Paul Tsongas malmène l'orthodoxie au chapitre économique : il se dit résolument « pro-business ».

Il est même franchement hérétique quand il affirme que la priorité de l'économie américaine est de réduire le monstrueux déficit du budget fédéral, là où son parti se présente habituellement comme le défenseur de la justice sociale par l'accroissement des dépenses publiques. Paul Tsongas veut déclarer l'« état d'urgence économique » : gel immédiat des dépenses de l'État fédéral, créa-

tion d'une taxe sur l'essence. Pas question d'alléger la fiscalité pesant sur la classe moyenne comme le suggèrent la plupart des autres démocrates : il propose encore une baisse de l'imposition sur les plus-values en capital (c'est un des dogmes républicains) et des incitations fiscales à l'investissement et à l'épargne. C'est un programme que ne renieraient pas nombre d'industriels américains et qui tranche singulièrement sur l'habituelle plate-forme démocrate.

#### Un discours rigoureux

A l'heure où, du côté démocrate comme du côté républicain, les candidats n'évitent pas toujours quelques facilités populistes (un soupçon de protectionnisme ne fait pas de mal, quelques blagues anti-japonaises encore moins), Paul Tsongas tient un discours rigoureux. Les chroniqueurs politiques le disent un rien sentencieux, moralisateur et formidablement ennuyeux, ce qui lui vaut d'être appelé tour à tour « saint Paul » ou « le professeur ».

Mais le « professeur » force aussi le respect. L'homme, qui n'a jamais perdu d'élection, depuis le conseil municipal de sa ville natale de Lowell jusqu'au Sénat, s'apprête à faire campagne pour un nouveau séjour à la Chambre haute lorsqu'il fut atteint d'un cancer grave. C'était en 1983 ; il lutta plusieurs années, subit une greffe de la moelle, avant que les médecins ne le déclarent guéri en 1990. Mais, bien sûr, le soupçon est là, les questions sur son état de santé affleurent à chaque conférence de presse. Tsongas y répond en plongeant dans la piscine de toutes les villes où il est en tournée ; à cinquante ans, il brasse comme un nageur de compétition.

ALAIN FRACHON

## LE MONDE diplomatique

Février 1992

- **ALGÉRIE** : Le dérapage, par Lahouari Addi. – Dans l'état de la dépendance financière, par Zakya Daoud. – Que veulent les islamistes au Maghreb ? par Jacques Berque.
- **BELGIQUE** : L'extrême droite s'installe dans les coulisses du pouvoir, par Frédéric Larsen.
- **YUGOSLAVIE** : Équilibre précaire en Bosnie-Herzégovine, par Catherine Lutard.
- **GÉORGIE** : Un pays livré aux luttes de clans, par Amnon Kapeliov.
- **EUROPE** : Malaise dans l'Etat-nation, par Alain Bih.
- **TCHAD** : La démocratie introuvable, par Jean-Louis Triaud.
- **CHINE** : Des enfants « illégaux » par millions, par Daniel Stöcklin.
- **ÉCOLOGIE** : Un contrat mondial pour une nouvelle humanité, par Riccardo Petrella.
- **COMMUNICATION** : La télévision karaoké, par Ignacio Ramonet. – Publicité et politique, par Pierre Guislain.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

## NOUVEAUTÉ NANCY 1992

Rayonnement de l'Art Nouveau



304 pages 150 illustr. 290 F  
tirage de tête limité à 650 ex. num.  
papier vergé, coffret reliure 1 390 F  
85 planches couleur collées à la main

G. KLOPP  
82 88 56 18 BP 66  
57102 THIONVILLE



## POINT/LES « PRIMAIRES » AUX ETATS-UNIS

## Un système démocratique unique en son genre

Tous les Américains l'admettent : le processus de l'élection présidentielle est d'une rare complexité, teintée d'une bonne dose d'archaïsme. Parce que les pères de la Constitution de 1787 doutaient que la masse des citoyens fût en mesure de faire « un choix intelligent », ils ont opté pour un système à deux étapes : l'élection, au suffrage universel direct, d'un collège électoral, qui désigne à son tour le président – toujours en vigueur.

On s'interroge depuis des lustres sur l'utilité de ce collège formé de « grands électeurs » mais personne n'a pu ou suffisamment voulu réformer le mode de scrutin. Ce mécanisme obéit, chaque année bisextile, à un calendrier immuable.

Tout commence par la sélection du candidat de chaque grand parti, républicain et démocrate. Entre février et juin, les Etats de l'Union organisent des primaires ou des « caucus », qui élisent les délégués du parti, en fonction du candidat qu'ils soutiennent. Ces délégués – au total 4 284 pour les démocrates et 2 206 pour les républicains cette année – se réunissent ensuite en congrès national appelé convention, afin de désigner le candidat officiel du parti. Ces grands rassemblements sont traditionnellement organisés en juillet pour le parti dans l'opposition (du 14 au 18 juillet à New-York pour les démocrates cette année) et en août pour celui du président sortant (du 17 au 19 août à Houston pour les républicains).

## Nées en 1905

Une primaire a eu lieu pour la première fois en 1905 dans le Wisconsin. La formule s'est progressivement répandue parce qu'elle a été jugée plus démocratique : les primaires permettent au « peuple » – et non pas aux militants ou à l'appareil des partis comme dans les caucus – de désigner les délégués. Elles auront lieu cette année dans trente-cinq des cinquante Etats américains et dans le district de Columbia, où se trouve Washington. Ces primaires seront « fermées » dans dix-sept Etats : le vote est alors réservé aux électeurs ayant déclaré leur affiliation au parti concerné lors de leur inscription sur les listes électorales, ce qui n'implique toutefois ni possession d'une carte, ni paiement d'une cotisation.

Pour les primaires « ouvertes » organisées dans dix-neuf Etats, dont le New-Hampshire, aucune déclaration d'affiliation n'est exigée : un électeur démocrate peut ainsi participer à la désignation des délégués républicains et inversement. Dans certains Etats, comme au New-Hampshire, les électeurs peuvent voter pour une personnalité qui n'est pas candidate. Cette procédure est appelée « write-in », parce que les électeurs doivent écrire à la main le nom du « plébiscité » sur le bulletin de vote.

Les candidats à l'investiture d'un parti sont libres de participer à toutes les primaires, à certaines ou à aucune. Toutefois, au fil des années, les premières primaires, celles de février et de début mars, sont devenues des épreuves indispensables, dont l'importance est amplifiée par les médias. Elles servent à la fois de sondages (sur la popularité des candidats et de leurs thèmes électoraux), d'éliminatoires ou de tremplin (deux ou trois échecs successifs d'un candidat peu connu ou aux idées contestées sont rédhibitoires mais deux ou trois grandes victoires décuplent ses chances). De primaire en primaire, les effets de ralliement augmentent jusqu'à la convention, qui a de plus en plus souvent tendance à ratifier, dès le premier tour de scrutin, un choix déjà évident plutôt qu'à trancher.

Pour recevoir l'investiture de son parti, un candidat doit obtenir la majorité absolue des suffrages des

Les élections primaires américaines sont destinées à nommer les délégués qui, lors des deux grandes « conventions » républicaine et démocrate de l'été, choisiront le candidat de chacun des deux partis à l'élection présidentielle du mardi 3 novembre 1992. Le processus est relativement bien rodé, puisque la première « primaire » a eu lieu en 1905, dans le Wisconsin, et que trente-cinq Etats y ont désormais recours. Les quinze autres préfèrent le système plus ancien des « caucus », qui a un caractère moins démocratique. Le risque est cependant d'épuiser les électeurs comme les candidats, au

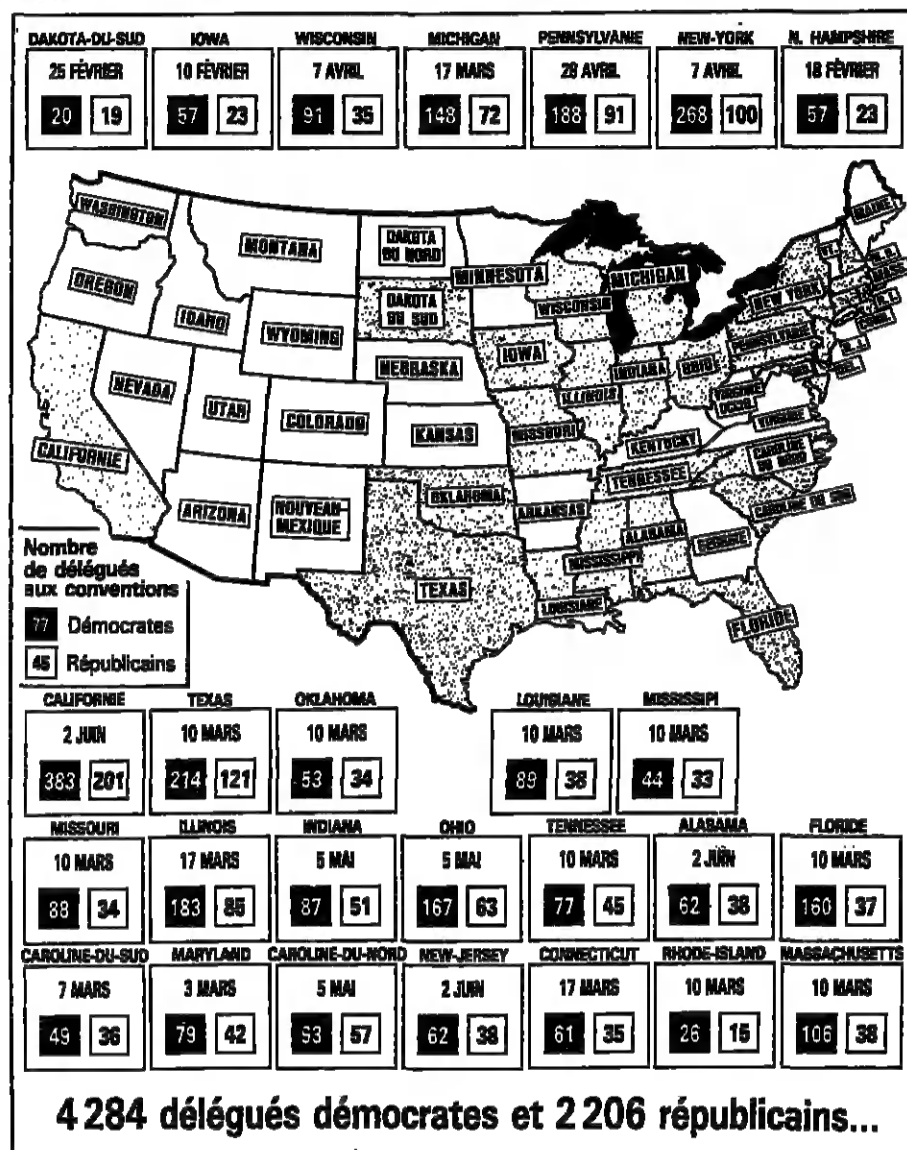
cours d'une « année électorale » qui commence dans les neiges du New-Hampshire, le 18 février, et se terminera, dans la nuit du 3 au 4 novembre, sur les écrans de télévision. Les Américains découvriront ce soir-là le nom de leur nouveau président, qui prendra ses fonctions le 20 janvier 1993. La durée de tout ce processus peut paraître très longue. Elle a pourtant été considérablement abrégée par rapport à ce qui se faisait encore au début de ce siècle.

La Constitution fixe des règles, déroutantes de vétusté, pour le scrutin indirect qui aboutit à l'élection du président, en

décembre, par le « collège électoral » (les cinq cent trente-huit grands électeurs). Il faut aussi compter avec les multiples « trucs » que les « machines » des deux principaux partis, et les candidats eux-mêmes à l'occasion, utilisent pour détourner, à leur profit, le mécanisme des « primaires » dont la Constitution ne souffre mot, et pour cause, puisqu'il date de ce siècle.

Les Etats-Unis ont une démocratie unique en son genre. Une démocratie plus vivante et plus efficace que beaucoup d'autres, mais avec un taux d'abstention de l'ordre de 50 %.

## Complexité et archaïsme



4 284 délégués démocrates et 2 206 républicains...

Les Etats indiqués en gris organisent des « primaires » : les autres organisent des « caucus ». Ces deux types de scrutin sont destinés à désigner des délégués démocrates (chiffres blancs sur fond noir) et républicains (chiffres noirs sur fond blanc). La date des scrutins est indiquée pour chaque Etat.

délégués. Il y a ballottage tant que ce résultat n'est pas atteint. Les délégués sont tenus de respecter le mandat de leurs électeurs au premier tour seulement (1), ce qui autorise ensuite toutes les tractations, au milieu de démonstrations emphatiques et tapageuses. Une fois désigné, le candidat à la présidence choisit, pour former un « ticket », un candidat à la vice-présidence, susceptible de lui apporter les voix qui lui manquent, et les délégués ratifient généralement ce choix sans ciller.

Commence alors la véritable campagne électorale, qui dure jusqu'au scrutin présidentiel, toujours organisé le mardi qui suit le premier lundi de novembre (le 3 novembre cette année). Dans

chaque Etat, les électeurs désignent autant de grands électeurs que leur Etat compte d'élus au Congrès (deux sénateurs et un nombre de représentants proportionnel à la population de l'Etat). Les électeurs se prononcent pour la liste des grands électeurs se réclamant du candidat présidentiel de leur choix.

## Des risques de dérapage

Mais, par convention, si la liste d'un candidat l'emporte, ne serait-ce que de quelques dizaines de voix dans un Etat, celui-ci obtient tous les votes des grands électeurs de cet Etat, ces derniers étant obligatoirement engagés envers le vainqueur.

Ce système accroît considérablement

le poids des Etats très peuplés, comme celui de New-York, de la Californie ou du Texas, sur lesquels les candidats doivent concentrer leur attention durant la campagne, au détriment d'Etats comme le Dakota du Nord par exemple, guère « rentable » avec ses trois grands électeurs, sur les 538 du collège électoral.

Le lundi qui suit le deuxième mercredi de décembre (le 14 décembre cette année), les grands électeurs désignent le président et le vice-président, qui doivent chacun obtenir la majorité absolue, soit 270 voix, pour être élus. En cas d'absence de majorité, la Chambre des représentants départage les trois candidats à la présidence arrivés en tête (ce fut le cas pour l'élection de Thomas Jefferson en 1800), et le Sénat fait de même pour le vice-président.

En général, le vote du collège électoral amplifie la victoire du candidat au scrutin présidentiel. La plus belle illustration de cet effet fut la courte victoire, par seulement 119 000 voix, de John Kennedy sur Richard Nixon en 1960 au suffrage populaire, quand les grands électeurs donnèrent 303 de leurs votes (contre 219) à celui qui fut élu président. Il pourrait très bien arriver que le système dérape et aboutisse à l'élection d'un président qui n'aurait pas obtenu le plus grand nombre de voix de la population. Il y a fort à parier qu'une réforme du mode de scrutin présidentiel serait alors rapidement adoptée.

MARTINE JACOT

(1) Les démocrates ont 262 délégués de droit parlementaires, gouverneurs, responsables du parti) libres de soutenir le candidat de leur choix à la convention.

## La première étape

## Epreuve initiatique

MANCHESTER (New-Hampshire)

de notre envoyé spécial

Sans doute s'agissait-il de donner un peu de « muscle » à sa campagne, qui en a besoin : le président avait choisi d'arpenter, pendant le week-end, les chemins boueux du New-Hampshire en compagnie de l'acteur Arnold Schwarzenegger. Il n'est pas sûr, cependant, que l'improvisé de la vedette hollywoodienne, le M. Gonflette des Terminator et autres films à la gloire du culturisme, ait intimidé les concurrents de M. George Bush ou beaucoup amusé la population locale. On est ici tout au nord de la République américaine, en terrain austère, granitique, dans un Etat dont la population ne se laisse pas facilement impressionner et prend très au sérieux sa mission de faire passer le premier test de la campagne présidentielle.

Il y a les ballons, les orchestres, les badges, les calicots et autres symboles traditionnels de la fête électorale. Mais l'atmosphère est assez lourde et la confrontation intense. Elle a lieu dans un paysage rugueux : vieilles industries papeteries en faillite et plus récentes industries de la défense à leur tour menacées par le fin de la guerre froide ; bourgades-champignons poussées avec le boom spéculatif des années 80, mais aujourd'hui à demi vides, laissant un univers de Pizze Hut, Video Library et McDonald's maintenus par la récession. C'est un microcosme du malaise américain, un résumé des difficultés de l'heure.

## Le plaidoyer de M. Bush

Plus que jamais, les élections primaires du New-Hampshire ont valeur d'épreuve initiatique. Du simple point de vue de l'arithmétique électorale, elles comptent pour rien ou presque : le New-Hampshire ne dépasse pas le million d'habitants. Politiquement pourtant, elles pèsent lourd parce que le New-Hampshire est le premier obstacle dans une course qui va en compter beaucoup d'autres. Les têtes de file vont bénéficier des ingrédients indispensables pour ce long parcours : confiance, argent et attention des médias. Un mauvais départ peut être fatal.

Si l'occupant de la Maison Blanche est, en général, assez bien placé, ce n'est pas forcément le cas du républicain George Bush. A en croire les sondages, le bilan du président est sévèrement jugé. M. Bush est accusé d'avoir été indifférent aux malheurs provoqués par la récession, généreux avec les riches, mais ignorant du sort des autres, insouciant de l'impresionnante dégradation du système scolaire, inactif devant un effondrement urbain qui transforme le cœur de nombre de grandes villes américaines en bidonvilles – le tout sans avoir aucunement entamé le déficit budgétaire, bien au contraire.

Ce dimanche matin, à moins de quarante-huit heures du scrutin, juché sur un tabouret de bar, au centre d'une salle omnisports d'un collège de banlieue chic, le président contre-attaque. Il a l'avantage de l'immense respect entourant sa fonction. Mais il doit renverser la sombre perception que l'opinion a de l'état du

pays. Il développe un plaidoyer à trois : la situation internationale l'a beaucoup occupé, dit-il en substance, et la situation intérieure irait mieux si un Congrès à majorité démocrate ne lui avait constamment mis les bâtons dans les roues. A l'intention d'une opinion qu'il sait déprimée, M. Bush ajoute : « Ne laissez pas les pessimistes vous mettre le moral à zéro ».

## Artilleurs légers

Le féroce Patrick Buchanan, réactionnaire heureux et unique républicain, défie M. Bush sur sa droite pour empêcher l'investiture du parti. Ancien collaborateur des présidents Nixon et Reagan, journaliste, M. Buchanan a tout misé sur le New-Hampshire, où il assène depuis trois semaines, avec talent, une rhétorique ouvertement démagogique : contre les « politiciens de Washington », contre les industriels étrangers qui sapent l'économie américaine, contre l'aide extérieure, qui détourne les ressources qui devraient aller aux déshérités des Etats-Unis, etc.

C'est la version extrémiste du programme « L'Amérique d'abord ». En ces temps difficiles, ce discours-là a trouvé, chez les jeunes chômeurs notamment, pas mal de sympathisants prêts à scander le slogan favori de « Pat » : « George, il est temps de partir ».

Tout est affaire de marge, disent les spécialistes. Si M. Buchanan ne dépasse pas les 30 % de l'électorat américain, il aura du mal à menacer sérieusement le président dans les semaines à venir. S'il frôle les 35 %, voire au-delà, alors la campagne de M. Bush est mal partie : un tel score manifesterait une véritable révolte des électeurs républicains contre l'occupant de la Maison Blanche.

Le camp démocrate, toujours en quête d'un candidat au profil présidentiel, n'est pas plus triomphaliste. La situation économique lui procure de lourdes munitions contre le président, mais il ne dispose que d'artilleurs légers. En tête des cinq prétendants, le respecté Paul Tsongas, ancien élu du Massachusetts, silhouette frêle et grosses lunettes de professeur, mène une campagne de « père la rigueur » et, imperturbable pincés-sans-rire, ne promet que des larmes à ses concitoyens : austerité budgétaire et encore austerité budgétaire... Il a détrôné dans les sondages le candidat le plus en vue, Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, lui aussi un démocrate de la nouvelle génération, mais qui a dû consacrer plus de temps à s'expliquer sur la guerre du Vietnam qu'à détailler son programme. La troisième place, toujours chez les démocrates, devait se disputer entre le sénateur Bob Kerrey, du Nebraska, son collègue Tom Harkin, de l'Iowa, et M. Jerry Brown, ancien gouverneur de Californie.

L'armée d'experts électoraux venue camper entre Manchester et Concord, les deux grandes villes du New-Hampshire, s'est montrée extrêmement prudente. Ici comme dans le reste du pays, le nombre d'électeurs indécis est inhabituellement élevé.

ALAIN FRACHON

سكنا من اهل



## EUROPE

# YUGOSLAVIE : dans le cadre d'un règlement global de la crise La Krajina demande à être traitée sur un pied d'égalité avec les autres Républiques

BELGRADE

de nos envoyés spéciaux

En guerre contre la Croatie, en conflit ouvert avec son allié d'hier, le président serbe Slobodan Milosevic, M. Milan Babic, leader de la Krajina, enclavée serbe rebelle de Croatie, enclavée visiblement un prudent virage et a attendu, lundi 17 février, son opposition au déploiement des « casques bleus » dans les régions sous son contrôle.

Sans accepter pleinement le plan de paix de l'ONU qu'il avait, jusqu'à présent, rejeté, il a souligné qu'il « n'ordonnerait pas une résistance organisée » à la présence des « casques bleus » en Krajina et s'est félicité de ce que, selon lui, le plan des Nations unies avait été « modifié dans le sens des revendications de la Krajina ». Il y a quelques jours encore, l'un des plus proches collaborateurs de M. Babic, M. Lazar Macura, assimilait une éventuelle intervention de « casques bleus » en Krajina à « une invasion et une occupation ».

Estimant toutefois qu'il est « impossible de désarmer les forces présentes en Krajina » en l'état actuel des choses, M. Babic a mis

en garde, dans un entretien au *Monde*, contre une intervention hâtive des « casques bleus », qui ne manqueraient pas, a-t-il affirmé, de « déclencher des incidents » dont il refuse de porter la responsabilité. « Mettez deux armées en présence et vous verrez le résultat », a-t-il dit, insistant à plusieurs reprises sur le fait que « la population [serbe] refuse de désarmer tant que les Croates eux-mêmes restent sur le pied de guerre ». « Il y a une dizaine de jours, raconte-t-il, la police militaire a été jusqu'à refuser l'ordre qui lui était donné de désarmer une unité de réserves ». Il propose donc la création d'une « zone délimitée de part et d'autre de la ligne de front ».

M. Babic pose, en outre, une condition à son acceptation du plan : que la Krajina puisse participer, sur un pied d'égalité avec les autres parties, aux négociations sur un règlement global du conflit. Il justifie cette revendication par la crainte de voir Belgrade et Zagreb conclure un marché aux dépens de la Krajina. M. Babic accuse en effet M. Milosevic d'avoir d'ores et déjà « vendu » la Krajina au président croate Franjo Tudjman et veut pou-

voir empêcher, par sa présence, toute concrétisation de ce « marché ». Pour M. Babic, toute négociation avec les Croates ne peut traiter que des implications d'une séparation – délimitation des frontières – et termes d'une coopération future, la vie en commun étant, à ses yeux, définitivement condamnée.

### Le partage de la Bosnie

L'avenir, aux yeux de M. Babic, réside en un « partage » de la Bosnie-Herzégovine afin de rattacher la Krajina aux territoires à majorité serbe de la République voisine. Cette nouvelle entité serbe formerait une « fédération » avec les régions à peuplement musulman de Bosnie. Quant à l'Herzégovine occidentale – enclavée entièrement entre la Croatie et la République croate de Serbie-Herzégovine – M. Babic l'a déjà attribuée à la Croatie. « L'idéal, estime-t-il, serait que la fédération [serbo-musulmane] se fédère à son tour à la Serbie et au Monténégro ».

Le changement de ton de M. Babic à l'égard du plan de l'ONU survient alors que les pressions exercées sur lui pour qu'il

l'accepte se sont accrues ces derniers temps. Il a ainsi été désavoué par une partie des élus de Krajina qui l'ont « destitué » dimanche pour son opposition au déploiement des « casques bleus », alors que Belgrade ne cesse de dénoncer son obéissance. Pour M. Babic, d'ailleurs, le président Milosevic a directement télécommandé les élus locaux qui ont cherché à l'écarter et qu'il compte « remettre dans le droit chemin » à l'occasion de la session de son « Parlement » qu'il avait convoquée pour ce mardi 18 février. Il espère ainsi réaffirmer son leadership face à Belgrade. M. Babic n'a, en tout cas, pas renoncé au référendum sur le plan des Nations unies qu'il a prévu les 22 et 23 février, alors même que l'opportunité de cette consultation est contestée par une partie des élus locaux. Quoi qu'il en soit, M. Babic entend continuer, affirme-t-il, à se battre pour l'autodétermination de la Krajina, y compris dans le cas où les « casques bleus » seraient déployés sans tenir compte de ses objections.

FLORENCE HARTMANN et YVES HELLER

## UKRAINE

### Kiev prend le contrôle d'une escadre aérienne stratégique de la CEI

L'Ukraine a pris le contrôle d'une escadre des forces aériennes stratégiques de la Communauté des Etats indépendants, a annoncé, lundi 17 février, l'agence officielle ukrainienne Ukrinform. Cette escadre, basée à Ouzine près de Kiev, est la première unité stratégique de la Communauté des Etats indépendants (CEI) dont l'Ukraine prend le contrôle, précise Ukrinform. Le commandant de l'escadre d'Ouzine, le général Mikhaïl Bachkrov, avait récemment été limogé par le commandant des forces aériennes stratégiques de la CEI, le général Igor Kalouguine, puis rétabli dans ses fonctions sur ordre du président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, précise Tass.

Par ailleurs, dans un télégramme à M. Eltsine publié lundi 17 février, M. Kravtchouk a exigé le retour en Ukraine des six bombardiers SU-24 et de leurs équipages russes, qui avaient quitté la République, dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, pour un aéroport militaire proche de Moscou. M. Kravtchouk a qualifié d'acte de « piraterie » et de « crime » la « défection » de ces avions.

Dans le domaine économique, deux délégations russe et ukrainienne de haut niveau seraient parvenues à un accord, lundi

17 février à Bruxelles, sur les modalités de l'introduction, dans le cours de l'année, d'une monnaie ukrainienne et sur le retrait parallèle du rouble. Dans un compromis, l'Ukraine s'est engagée à transmettre aux autres pays de la zone rouble les grandes lignes de sa réforme monétaire, tandis que Moscou reconnaissait le droit pour chaque République d'introduire sa propre monnaie, selon le communiqué signé par les deux pays. Le texte ne constitue pas un accord officiel mais « peut être l'objet d'une signature officielle », a déclaré M. Vladimir Choumeiko, vice-président du Parlement russe. — (Reuter, AFP)

## Rêver à Knin...

KNIN (KRAJINA)

de notre envoyé spécial

« Tout ce que j'aimerais, c'est me réveiller, un matin, en me disant que rien ne s'est passé, que tout est comme avant, que je vais aller me baigner à Sibenik et que ceux d'en bas [les Croates de la côte dalmate] monteront faire du ski, comme d'habitude », Jojevan a dix-huit ans. Il est étudiant. Il rêve.

Le réveil est dur. En fait de plage, il arpente les rues boueuses d'une ville-garrison, grise et kaki, digne héritière de cette Krajina militaire qu'occupent, un temps, Venise et que les Habsbourg utilisèrent, à la haute époque de l'Empire austro-hongrois, comme zone tampon pour endiguer la vague ottomane. Serbe à quelque 80 % aux confins de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine, dans l'une des régions les plus désertées du pays, Knin tient toujours une position stratégique puisque, de ses montagnes dominant la côte adriatique, elle contrôle l'accès à celle-ci et constitue un carrefour ferroviaire de la plus haute importance entre la Dalmatie, la Croatie centrale et la Bosnie.

Mais, aujourd'hui, les voies de chemin de fer rouillent sous la pluie. Une seule ligne fonctionne encore tant bien que mal, ne reliant plus la ville qu'à Bihac,

importante base militaire de Bosnie-Herzégovine située à une centaine de kilomètres au nord de Knin. Des convois entiers de wagons de marchandises n'ont pas bougé depuis des mois, échoués là pour cause de guerre. C'est que les descendants de ces Serbes refoulés de leurs terres méditerranéennes par l'expansionnisme ottoman et réfugiés en Croatie hababourgeoise ont repris les armes. Non plus au service d'une dynastie autrichienne qui leur avait octroyé un statut spécial en reconnaissance de leurs services guerriers, mais pour échapper à une autorité qu'ils récusent et honnissent, celle de Zagreb.

### Entreprendre ailleurs...

Jojevan peut rêver. Autour de lui, ce ne sont qu'uniformes et saïkacs (la célèbre ceinture serbe). Les effets impeccables d'officiers serbes de cuir coiffés des tenues débrillantes de « bidasses » fatigués. Barbes farouches et visages imberbes se croisent dans la grisaille. Bottes et chaussures de marche sont constamment éblouies par les véhicules militaires sillonnant sans cesse la rue principale. Toute vie paraît vouée à la guerre dans ce gros bourg de 12 000 habitants que sont venus rejoindre nombre de Serbes de la côte dalmate,

chassés par les destructions et obligés de reprendre le chemin de leurs montagnes noyées dans la guerre. Rien, ici, n'échappe à la guerre contre les Croates. Jusqu'à la forteresse, dont les vieilles pierres ont dû reprendre du service. Derrière le lion de Venise gardant la triple enceinte de murailles le quartier général de la défense territoriale. Parchés sur son pic d'où elle surveille la ville et les vallées avoisinantes, la citadelle, après avoir perdu ses tourterelles, vient de voir partir ses derniers prisonniers croates. Enfermés dans un petit bâtiment bas, aux murs tristes avaries de lumière, une vingtaine de détenus ont été libérés la semaine dernière seulement, à l'occasion d'un échange auquel ont procédé les deux parties.

Lorsqu'il ne rêve pas, Jojevan a peur de l'avenir. Il n'a aucune prise sur les événements : ni sur le cours de la guerre ni sur les querelles intestines qui déchirent sa « République serbe de Krajina » à propos d'un plan de paix dont il ne sait finalement pas grand-chose. Ce qu'il sait, en revanche, c'est qu'il peut être mobilisé du jour au lendemain. A moins de partir et d'entreprendre ailleurs, des études qui lui permettraient d'échapper à la guerre.

Y. H.

## IRLANDE

### La Haute Cour de Dublin interdit à une adolescente violée de se faire avorter

La Haute Cour de justice de Dublin a confirmé, lundi 17 février, un jugement interdisant à une adolescente de quatorze ans, enceinte après un viol, de se faire avorter en Grande-Bretagne. Les parents de la jeune fille, dont le nom n'a pas été révélé, peuvent encore faire appel devant la Cour suprême irlandaise, mais un jugement en sa faveur pourrait être trop tardif pour un avortement. Ce jugement a relancé la polémique entre libéraux et conservateurs catholiques de la République d'Irlande, où la Constitution interdit l'interruption volontaire de grossesse. Lors d'un référendum en 1983, les deux tiers des électeurs irlandais s'étaient prononcés contre l'avortement. Environ quatre mille Irlandaises vont se faire avorter chaque année dans les cliniques britanniques. L'affaire devait être évoquée, mardi 18 février, devant le Parlement irlandais, à la demande des députés de l'opposition. Le nouveau premier ministre, M. Albert Reynolds, a refusé de statuer sur ce cas, arguant qu'il était du seul ressort de la justice. — (AFP, Reuter)

## POLOGNE : démissionnaire du gouvernement

### Le ministre des finances juge trop laxiste la nouvelle politique économique

Le premier ministre polonais, M. Jan Olszewski, a déclaré, lundi 17 février, qu'il « n'avait pas encore accepté la démission », présentée le même jour, par le ministre des finances, M. Karol Lutkowski (le *Monde* du 18 février). M. Olszewski a indiqué qu'il devait encore « s'entretenir sérieusement » avec l'intéressé, avant d'accepter ou de refuser son départ. M. Lutkowski a remis sa démission en raison, selon un communiqué du ministère des finances, de « divergences croissantes » entre le

ministre et « plusieurs personnalités responsables de la vie économique et politique polonaise ». Il se serait surtout opposé à M. Jerzy Eysymont, ministre du plan, considéré comme le principal responsable de la politique économique. Le gouvernement de M. Olszewski, mis en place fin décembre, vient de soumettre au Parlement un programme économique pour 1992 qui vise à combattre la récession. Selon le quotidien *Gazeta Wyborcza*, M. Lutkowski aurait critiqué de nombreux aspects de ce plan et, principalement, une « injection trop importante d'argent dans l'économie polonaise, des exemptions fiscales trop nombreuses et un déficit budgétaire trop élevé. Ce dernier point, surtout, constituait à ses yeux un écart important par rapport aux engagements pris par la Pologne vis-à-vis du Fonds monétaire international et dont le respect conditionne l'aide financière de ce dernier. Interrogé sur ces accords avec le FMI, le premier ministre a, pour sa part, affirmé qu'il serait « exagéré de parler de leur renégociation ».

o IRLANDE DU NORD : un groupe dissident de l'IRA revendique un assassinat. L'Organisation de libération du peuple irlandais (IPLO), groupe dissident de l'IRA, a revendiqué, lundi 17 février, le meurtre, commis le même jour, d'un jeune protestant de dix-sept ans dans un magasin de Belfast. Cet assassinat est survenu quelques heures après qu'une unité de l'armée britannique eut abattu quatre membres présumés de l'IRA, alors qu'ils attaquaient un poste de police (le *Monde* du 18 février).

## L'organisation Helsinki Watch accuse les extrémistes croates d'avoir commis des crimes de guerre

La Croatie a ouvert une enquête sur des crimes commis contre des civils et des prisonniers serbes et imputés à des extrémistes croates, a assuré, dimanche 16 février, un conseiller du dirigeant croate, M. Franjo Tudjman. Le Helsinki Watch Committee, mouvement de défense des droits de l'homme basé aux Etats-Unis, avait adressé, vendredi, au président Tudjman une lettre réclamant cette enquête. Parmi les crimes de guerre dont l'organisation accuse les extrémistes croates figurent « l'exécution sommaire de civils et de combattants désarmés, la torture ou les sévices infligés à des détenus, des arrestations arbitraires et des disparitions, la destruction de biens civils et l'assassinat de journalistes ».

Selon Helsinki Watch, des gardes croates ont intercepté des camions militaires à bord desquels circulaient des soldats yougoslaves, ils en ont molestés certains et tué trois. Le groupe, qui a envoyé une mission d'enquête en Croatie, a accusé des combattants croates d'avoir battu à mort ou exécuté douze hommes dans le village de Kip, dans l'est de la Croatie.

Il ajoute que, selon ses informations, des Serbes auraient été tués après leur arrestation par les forces croates. Toujours selon Helsinki Watch, on reste sans nouvelles de certains Serbes arrêtés il y a plusieurs mois par les autorités

croates ou enlevés par des extrémistes croates. « Le président a demandé il y a quelques mois au gouvernement d'ouvrir une enquête sur ces cas. Il y aura des procès », déclare M. Mario Nobilo, conseiller de M. Tudjman, en soulignant que son gouvernement n'avait rien à se reprocher. « Ce serait un miracle si, en pleine guerre, il n'y avait pas de cas de ce genre », a-t-il ajouté. Helsinki Watch a le droit de demander au gouvernement croate de prendre au sérieux les actes d'extrémistes. Mais ils ne nous accusent pas de

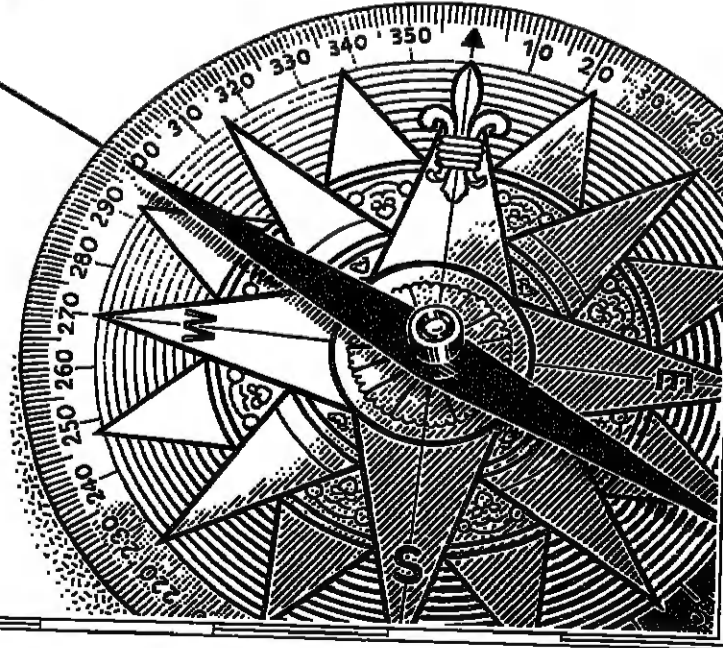
Près de 14 000 « casques bleus » prochainement en Croatie. — Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, recommande, dans un rapport au Conseil de sécurité qui devait être rendu public mardi 18 février, le déploiement de quelque 14 000 « casques bleus » en Yougoslavie, pour au moins un an. La tâche de la force de protection des Nations unies (FORPRONU) sera de faciliter le maintien du cessez-le-feu, pour favoriser une solution politique globale, négociée dans le cadre de la conférence pour la paix de Bruxelles qui est présidée par lord Carrington. La FORPRONU, dont le quartier général sera installé à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), comptera environ 10 000 hommes d'infanterie répartis en 12 bataillons, 2 840 personnels

faire de telles choses intentionnellement en tant que gouvernement ». M. Nobilo a reconnu que des actes répréhensibles avaient été commis par des Croates, mais il les a imputés à des particuliers cherchant à se venger ou à des groupes extrémistes.

Helsinki Watch avait, le mois dernier, publié un rapport accusant des irrégularités d'avoir exécuté sommairement au moins deux cents civils et combattants désarmés au cours de la guerre. — (Reuter)

o La Russie reconnaît la Croatie. — La Russie a reconnu, lundi 17 février, l'indépendance de la Croatie, a annoncé l'agence ITAR-Tass. Le consul général de Russie à Zagreb, M. Iouri Guirénko, a remis au président croate, M. Franjo Tudjman, une note officialisant cette reconnaissance. M. Tudjman a déclaré, selon Radio-Zagreb, que la décision de Moscou contribuerait à trouver une solution pacifique au conflit qui déchire depuis juin dernier l'ancienne fédération yougoslave. — (Reuter)

Enfinement,  
le moyen le plus facile  
de découvrir les Etats-Unis  
c'est de suivre  
la flèche.







## POLITIQUE

### Lorraine : la droite rêve d'une revanche sur M. Rausch

Président du conseil régional de Lorraine depuis 1982, réélu en 1986 avec les voix de la droite, M. Jean-Marie Rausch, désormais rallié à la gauche, tente de conserver sa présidence. MM. Gérard Longuet (UDF-PR) et Julien Schwartz (RPR) sont d'ores et déjà candidats à sa succession.

METZ

de notre correspondant

De quel côté va pencher la Lorraine, région d'ouverture depuis 1988, année où M. Jean-Marie Rausch, maire centriste de Metz et président du conseil régional, a décidé de franchir le pas en entrant dans le gouvernement de M. Michel Rocard ? Cette question, M. Rausch, aujourd'hui ministre délégué aux postes et télécommunications, n'a pas tardé à se la poser. N'ayant pas de réponse toute faite, il a créé son parti, un « parachute », disent ses adversaires.

Ainsi, depuis trois ans, le recteur Pierre Fornari, un de ses fidèles amis politiques, tisse-t-il patiemment pour M. Rausch les mailles de l'Union républicaine lorraine (URL). C'est sous cette bannière que le président sortant du conseil régional se lance dans la bataille. Des listes URL seront engagées dans trois des quatre départements lorrains. La partie est loin d'être gagnée d'avance pour M. Rausch, qui brigue un nouveau mandat de président.

A gauche, le PS ne peut pas l'affronter ouvertement, le maire de Metz étant toujours ministre. M. Jacques Chirac (rocardien), ancien préfet délégué chargé du redéploiement industriel en Lorraine et ancien ministre de l'aménagement du territoire, qui conduisit la liste socialiste en Meurthe-et-Moselle, n'a donc pas les coudées franches. Cette situation l'irrite d'autant plus que, selon sa propre expression, il a été, lui, « viré » du gouvernement, comme M. Rocard, et qu'il estime être celui qui défend avec le plus d'énergie les dossiers lorrains.

#### Solidarité départementale

Du coup, il n'apprécie guère les velléités de son camarade vosgien, M. Christian Pignatelli (fabiusien), député socialiste et maire de Saint-Dié, qui conduit la liste socialiste dans les Vosges et qui met en avant ses propres chances en demandant que le candidat socialiste à la présidence de la région soit celui qui aura obtenu le score le plus élevé.

A droite, les anciens alliés de M. Rausch ne décollent pas depuis qu'il a rallié le gouvernement de gauche, et ils rêvent de revanche. Les quatre présidents de conseils généraux lorrains (deux UDF, deux RPR) ne se sont jamais privés, depuis quatre ans, de lui rappeler leur volonté d'en découdre. Ces joutes ont même

créé une certaine solidarité entre les départements contre la région. Elles ont abouti à l'idée lancée il y a quelques mois par M. Christian Pignatelli (RPR), sénateur et président du conseil général des Vosges, qui a invité ses trois collègues lorrains à conduire les listes d'opposition UDF-RPR pour les régionales.

Mettre son idée en pratique dans les Vosges a été une simple formalité. Son autorité y est incontestée. M. Jean-Pierre Thomas, trésorier du PR, qui avait conduit en 1986 une liste UDF séparée, s'est sagement rangé derrière M. Pignatelli.

En Moselle, M. Julien Schwartz (RPR), président du conseil général, conduira aussi la liste d'opposition RPR-UDF. Mais cette décision est intervenue au terme d'une série de rebondissements parfois rocambolesques. Les parlementaires mosellans de l'opposition (MM. Jean-Louis Masson, RPR, Jean-Marie Demange, RPR, et Denis Jacquet, UDF-PR), sont en effet entrés en lice à l'automne dernier pour ne pas être absents du débat politique, et ils ont même bénéficié pendant quelque temps du soutien officiel des instances nationales avant que ce soutien ne revienne finalement à M. Schwartz. Pour autant, l'opposition ne sera pas totalement unie. Le député et maire d'Amnéville, M. Jean Kiffer (div. d., app. RPR), présentera sa liste sur laquelle figu-

rent plusieurs représentants RPR déçus de ne pas avoir été retenus par M. Schwartz.

Dans les deux autres départements, la stratégie préconisée par M. Pignatelli ne s'est pas concrétisée. M. René Harment, sénateur centriste et président du conseil général de la Meuse, peu intéressé par la région, a laissé la place à M. Gérard Longuet (UDF-PR), qui brigue la présidence du conseil régional.

#### Quatre chances sur cinq

En Meurthe-et-Moselle, l'hypothèse selon laquelle M. Jacques Baudot (UDF-CDS), président du conseil général, pourrait conduire la liste d'opposition n'a pas eu le temps d'être ébauchée. Le député et maire de Nancy, M. André Rossmot (UDF-Rad), ne pouvait pas se résoudre à se cantonner dans un rôle de spectateur, fût-il metteur en scène. Il risquait non seulement de voir s'émousser son autorité sur l'UDF, mais aussi de laisser trop de champ libre à M. Longuet, voire à M. François Guillaume (RPR), député européen, ancien président du comité économique et social de Lorraine, ancien ministre de l'agriculture.

Face à cette offensive, M. Rausch affirme avoir quatre chances sur cinq de rester président. S'il compte sur les divisions de ses opposants, le

maire de Metz, qui a pris grand soin depuis quelques mois d'inscrire l'environnement parmi ses grandes préoccupations, se ménage aussi des alliés chez les écologistes. Certains d'entre eux ont déjà dit être prêts à travailler avec lui. Les Verts et Génération Ecologie présenteront une liste dans les quatre départements.

Le score du Front national sera également de nature à moduler les ambitions, à droite ou à gauche, pour former une majorité. Le parti de M. Le Pen avait obtenu sept sièges sur soixante-treize en 1986.

La bataille régionale se double en Moselle de la compétition ouverte pour la présidence du conseil général, qu'abandonne M. Schwartz. L'opposition RPR-UDF a un candidat : M. Jean-Louis Masson, député RPR, investi officiellement par M. Chirac lors de son récent passage à Metz. Tous n'acceptent pas cet adoubement : en particulier, des centristes amis de M. Rausch, ou encore M. Philippe Leroy (RPR), qui a, tour à tour, été présenté comme le successeur de M. Messmer à la région et de M. Schwartz au département, sans compter MM. Henri Ferret, ancien député UDF, et deux divers droite, MM. Joseph Scheffer et François Lavigne.

JEAN-LOUIS THIS

### La préparation des élections

#### Difficultés persistantes dans plusieurs fédérations socialistes

Deux listes socialistes concurrentes pour les élections régionales ont été déposées, lundi 17 février, à la préfecture du Puy-de-Velay, en Haute-Loire : la liste « officielle » du PS, menée par un ancien député européen, M. Louis Eyraud (fabiusien), avec le soutien du bureau exécutif national, et la liste « dissidente » de M. André Chapaveire (popéreniste). Le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, qui a finalement accepté de mener la liste du Puy-de-Dôme et de conduire la campagne du PS en Auvergne, ne voulait pas de M. Chapaveire comme tête de liste en Haute-Loire, mais la fédération socialiste de ce département avait décidé de maintenir la composition de sa liste.

En Côte-d'Or, la fédération socialiste a proposé à M. Hervé Vuilliot, mauroyiste, maire de Quétigny, ancien député, désigné par le bureau exécutif comme tête de liste, de conduire celle qui avait obtenu l'appui de la majorité des militants. M. Vuilliot a refusé. Deux listes sont donc en présence : celle du bureau exécutif, menée par M. Vuilliot avec M. François Reb- samen, fabiusien, conseiller muni-

cipal de Dijon, en numéro deux, et M<sup>me</sup> Colette Deforet, rocardienne, membre du bureau exécutif, en numéro trois ; celle de la fédération, conduite par M. Michel Neugnot, jospiniste, conseiller régional sortant, suivi de M. Michel Eté- vant, premier secrétaire fédéral, membre du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, et de M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Mutin, popéreniste.

Alors que des difficultés demeurent en Gironde, dans les Hautes-Alpes, dans le Val-de-Marne et en Charente, les dirigeants de la Gauche socialiste, animée par trois parlementaires de l'Essonne (M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann et MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon), ont décidé de retirer leurs candidats dans les départements dont la fédération est conduite par ce courant : l'Essonne, le Jura et la Vendée. Ils entendent protester, ainsi, contre la place qui leur est faite après la rupture de l'alliance qu'ils avaient nouée avec M. Laurent Fabius au congrès de Rennes, il y a deux ans.

P. J.

### PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

#### La foi cathare de Lionel Jospin

Le ministre de l'éducation nationale est convaincu qu'en Midi-Pyrénées le PS résistera mieux qu'ailleurs à la vague de discrédit qui l'affecte

GOURDAN-POUGNAN (Haute-Garonne)

de notre envoyé spécial

La sono joue *Changer la vie*, le tube socialiste des temps de fête, du temps passé. Quelques femmes aux cheveux blancs sous le harnois militant scandent l'hymne en battant des mains, comme autrefois. Mais la salle ne suit pas, son cœur reste en veilleuse. Ils sont pourtant tous là, ceux de Gourdan-Pougnan mais aussi tous les autres élus socialistes et radicaux de gauche du canton de Montréjeau, en ce samedi après-midi 15 février. Tous venus pour serrer les rangs derrière leur candidat, comme au bon vieux temps.

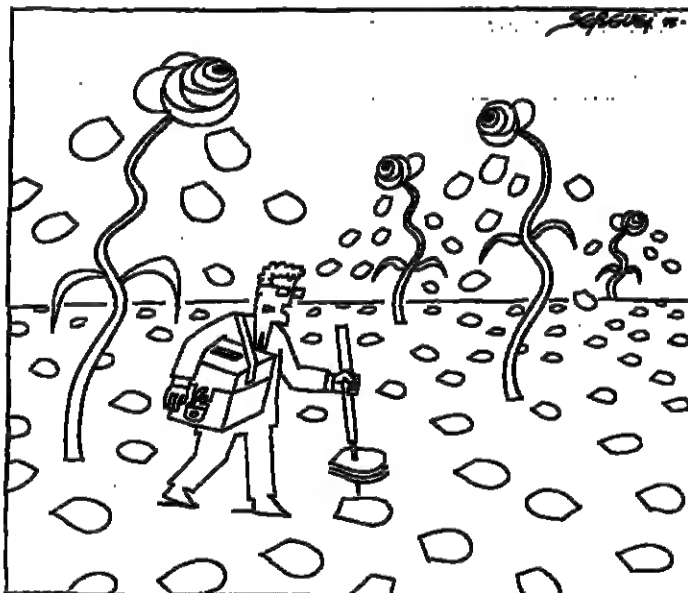
Sur l'estrade, debout devant l'écran géant où l'on va suivre le match de rugby France-Angleterre tant attendu, M. Lionel Jospin, une rose à la main, sourit, lui, comme aux plus beaux jours. Il est heureux, cela se voit partout où il mène campagne depuis trois mois, du jeudi au

dimanche. Car il est vraiment partout, M. Jospin, et pas seulement en Haute-Garonne. Avant-hier, il bravaient en Ségala, dans le sud de l'Aveyron, sur les chasses que veut garder son adversaire direct, le président du conseil régional sortant, M. Marc Censi, maire UDF-PR de Rodez. Hier, il traînait son sillon au cœur du pays MRG, en Tarn-et-Garonne, en compagnie de M. Jean-Michel Baylet, devenu son loyal compère. Aujourd'hui, le revoici en Comminges, chez lui, dans son département d'adoption. Tout à l'heure, rue du Barry, l'artère principale de Montréjeau, il saluait consciencieusement l'épicerie, le boucher, le pâtisseries, le cafetier. Le « ministre-citoyen » Lionel Jospin n'éprouve pas de « trouble existentiel » et cela reconforte ces militants en souffrance qui savent apprécier en connaisseurs la belle ouvrage.

Tout le monde prédit la débâcle ? Raison de plus pour prêcher la reconquête ! En attendant le coup d'envoi du match, M. Jospin mobilise son propre pack : « Au moment où l'on dit que la France est morose et se dégoûte de la vie publique, je suis convaincu que nous pouvons résister, le 22 mars, ce que certains disent impossible. En suis convaincu parce que je crois à la démocratie. Je ne crois pas à la fatalité. Je crois que quand des hommes et des femmes se mettent en mouvement, refusent de rester passifs, ils peuvent modifier le cours des choses. » Il veut faire partager ses convictions : « Je suis sûr que sur cette terre de résistance, de république, de tolérance, d'ouverture, de démocratie, nous pouvons rassembler une majorité... »

#### « Les bases d'une reconquête... »

Il sonne la charge contre la liste de l'UPF — il la soupçonne d'envoyer un arrangement avec le Front national au lendemain du scrutin — et il s'en donne à cœur joie en exploitant les faiblesses d'une droite régionale en proie aux querelles intestines (des listes dissidentes sont annoncées dans plusieurs départements) et animée par un duo Marc Censi-Dominique Baudis, qui lui donne l'occasion d'ironiser sur les ambitions respectives (mais pas toujours convergentes) du maire de Rodez et du maire de Toulouse : « Dans la vie publique, il y a les hommes qui rassemblent et ceux qui divisent. Ici, nous rassemblons. Pour la première fois, en Midi-Pyrénées, socialistes et radicaux de gauche sont réunis. De l'autre côté, je constate que M. Censi divise. Il y a aussi les hommes qui assument leurs responsabilités et ceux qui les fuient. Je suis



à la tête d'une équipe. Or, je constate que M. Censi se réfugie derrière la notoriété de M. Baudis. On ne peut pas prétendre être un leader et s'accrocher comme un wagon passif à une locomotive... »

Mise en condition ? Autosuggestion ? Ce serait mal connaître M. Jospin. Sa foi, en ce pays cathare, n'est pas celle du charbonnier. Les convictions du ministre de l'éducation nationale se fondent sur des données politiques particulières. Ici, en Midi-Pyrénées, sur ce terrain de tradition républicaine, où il pouvait espérer gagner haut la main il y a encore trois ans, le Parti socialiste résistera mieux qu'ailleurs à la vague de discrédit qui l'affecte dans l'ensemble du pays. Parce qu'il a su refédérer ses courants, préserver son exceptionnel réseau d'élus et de sympathisants, conclure une alliance

historique avec les radicaux de gauche, ses anciens rivaux, éviter tout « effet Tapie », c'est-à-dire garder son identité. Il s'est retranché mais n'a pas explosé. M. Jospin veut donc croire qu'à l'inverse de la tendance nationale une dynamique positive peut, ici, prendre corps : « Les bases d'une reconquête existent. »

L'évolution des premiers sondages conforte cette vision optimiste. La première enquête sur les intentions de vote réalisée en Haute-Garonne par l'IFOP à la demande du Parti républicain, en novembre dernier, creusait entre la liste de MM. Censi et Baudis (46 %) et celle de M. Jospin (20 %) un écart irrémédiable (1). Trois mois plus tard, un sondage de la SORIS réalisé pour RMC et la *Dépêche du Midi* réduit cet écart :

la liste de la majorité régionale sortante n'y recueille que 38 % d'intentions de vote tandis que celle du PS et du MRG en obtient 25 % (2). Le fossé reste très large mais M. Jospin veut retoucher qu'il se réduit : « Nous progressons, ils s'affaiblissent, la dynamique va dans notre sens... »

#### Un défi

Sur l'estrade, l'ancien premier secrétaire du PS exhorte les socialistes et les radicaux de gauche à « démultiplier » leur « force collective ». Il réaffirme sa volonté de dialogue avec les Verts : « Je suis sûr que nous nous retrouverons parce que les écologistes savent que je les respecte et que ma démarche à leur égard n'est pas une démarche de récupération. » Il parle de « la droite » et de « la gauche ». De la droite qui croit à un ordre naturel, à la force des hiérarchies, à la fatalité des inégalités... De la gauche qui rêve d'harmonie à conquérir, de société à embellir, d'hommes à transformer, d'inégalités à réduire...

Nostalgie ? Pas simplement. M. Jospin reste fidèle à l'idée qu'il se fait de la politique. Il vient de le rappeler dans un livre (3). Ici, il illustre son propos sur « l'éloge des clivages en politique ». Il aimerait faire la démonstration que le Parti socialiste peut, si ses dirigeants se remettent en cause en se remettant humblement au travail, surmonter la phase d'immobilisme qui le paralyse. Il ne le dit pas mais, loin de Paris, loin de son ministère, loin de la Rue de Solferino, au cours de cette campagne qu'il mène uniquement parmi les siens, c'est un défi à lui-même qu'il s'impose : esquisser dans son propre jardin ce nouveau sillon qui puisse convaincre que « la démocratie ne vit que d'inventer ses possibles ».

Sur l'écran, le match a commencé. L'équipe de France est à la peine. Au pied de l'estrade, une cohorte de militants cheus s'ordonne en mêlée fraternelle autour de « Lionel » pour entonner avec lui le chant des Montagnards : « Halte-là ! Halte-là ! Halte-là !... »

ALAIN ROLLAT

- (1) Sondage effectué du 4 au 7 novembre auprès d'un échantillon de huit cent huit personnes représentatif de la population du département, âgés de dix-huit ans et plus, inscrite sur les listes électorales.
- (2) Sondage réalisé du 6 au 10 février auprès d'un échantillon représentatif de six cents personnes.
- (3) *L'Invention du possible*, Flammarion, 1991.

### VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 3 MARS 1992, à 13 h 30  
**UN PAVILLON à VILLEMOMBLE (93)**  
7, avenue Henry-Dunant  
de 5 pièces et dépendances - LOUÉ  
**Mise à prix : 950 000 F**  
S'adresser à M<sup>me</sup> JANINE PIETRUSZYNSKI, avocat, 28, rue Scandicci, 93500 PANTIN, tel. : 48-43-75-32 ;  
M<sup>me</sup> F.-X. SIMONNET, avocat, 11, rue de Rome, 75008 PARIS, tel. : 43-87-49-66.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 27 FÉVRIER 1992, à 14 h, EN UN LOT :  
**PAVILLON de 7 pièces principales**  
17, rue du Lieutenant-Colonel-Driant  
à RUEIL-MALMAISON (Hauts-de-Seine)  
comp. d'un rez-de-chaussée, 1 étage et grenier perdu. Atelier au fond du jardin.  
**Mise à prix : 500 000 F**  
S'adr. pr. rem. à M<sup>me</sup> DENNERY HALPEN, avocat à BOULOGNE (92), 12, rue de Paris ; à la SCP COURTEAULT LECOQ, RIBADEAU-DUMAS, avocats à PARIS-16<sup>e</sup>, 17, avenue de Lamalle, tel. : 45-24-46-40.  
Tous avocats près le T.G.J. de NANTERRE.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL le JEUDI 27 JANVIER 1992, à 9 h 30  
**PROPRIÉTÉ compr. PAVILLON de 10 P.P.**  
22, avenue Foch  
JARDIN devant et derrière. Dans le jardin PAVILLON de GARDIEN, et garage  
à FONTENAY-SOUS-BOIS (94)  
**Mise à prix : 250 000 F**  
S'adr. pr. tous rem. à M<sup>me</sup> LAURENCE CANTONI, avocat à VINCENNES (94), 44, av. de la République ; à la SCP COURTEAULT, LECOQ, RIBADEAU-DUMAS, avocats à PARIS-16<sup>e</sup>, 17, avenue de Lamalle, tel. : 45-24-46-40.  
Au greffe du tribunal de grande instance de CRÉTEIL.



#### le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

#### LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Envoyer 80 F (timbres à 2,80 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.



## POLITIQUE

### régionales

#### Gard : M. Jean-Marie Cambacères conduira une liste

M. Jean-Marie Cambacères, démissionnaire du PS (le Monde du 15 février), député non-inscrit, a annoncé, mardi 18 février, son intention de présenter une liste pour les élections régionales dans le département du Gard. Intitulée « Agir pour le Gard », cette liste rassemblera, a indiqué M. Cambacères, des candidats « hors partis » se réclamant des « familles social-démocrate, démocrate-chrétienne et écologiste ».

Le courant social-démocrate sera représenté par d'anciens militants du Parti socialiste, du Parti communiste et du MRG, ainsi que par des syndicalistes. La tradition démocrate-chrétienne sera présente à travers des membres du Mouvement des démocrates ou d'animateurs gardois de Forum-Démocratie, tel M. Eric Firoud. La sensibilité écologiste pourrait avoir, elle, pour porte-parole

M. Joël Dombre, avocat, familier des associations de défense de l'environnement dans le département et membre de Génération Ecologie.

Cette initiative a provoqué quelque irritation du côté de Génération Ecologie où l'on n'apprécie que modérément « le côté donneur de leçons » de M. Cambacères, qui a implicitement reproché à M. Lalonde de ne pas être assez « efficace dans la protection de l'environnement » dans le Gard.

En réponse, le ministre de l'environnement a demandé au chef de file d'AGIR d'« illustrer » son « nouvel engagement pour l'environnement » en lui remettant un rapport « d'ici à un mois » sur les problèmes écologiques dans le département.

F. B.

### Hautes-Pyrénées : en rangs serrés

#### TARBES

de notre correspondant

Jamais de mémoire de Sigurdan une telle unité n'avait été constatée : aussi bien à droite qu'à gauche, tout ce que ce département montagnard compte de « têtes » a décidé de se mettre en première ligne et de se présenter en rangs serrés.

L'exemple a été montré par le PS et le MRG. Prenant les autres partis de vitesse, ces deux formations ont scellé, dès octobre 1991, un accord de non-belligérance jusqu'en 1993. Les socialistes, sous l'impulsion de M. Jean Glavany, ancien chef de cabinet de M. François Mitterrand, délégué interministériel aux Jeux olympiques d'Albertville, et de leur secrétaire fédérale, M. Josette Durrien, réconciliés après leurs affrontements de 1988 et 1989, entendent instaurer un rapport de forces qui, leur étant plus favorable, leur per-

mettrait d'espérer conquérir la présidence du conseil général dévolu par M. Hubert Peyou (MRG), sénateur. La droite part au combat derrière M. Philippe Douste-Blazy (UDF-CDS), parlementaire européen et maire de Lourdes, qui a réussi le pari de rassembler derrière lui les présidents départementaux du RPR (M. Roland Castells), du PR (M. Gérard Tremblay) et du Parti radical (M. Jean Journé). En outre, sur sa liste, figure en deuxième position M. José Marthe (RPR), vice-président sortant du conseil régional de Midi-Pyrénées, qui ne désespère pas de ramener à la raison certains gaullistes déçus tentés de constituer une liste dissidente.

Pour ne pas être en reste, les écologistes ont nommé leurs différends. Les Verts et Génération écologie se confondent sous la même bannière unitaire et alternative portée par M. Michel Geoffroy et M. Arlette Dubal.

JEAN-JACQUES ROLLAT

■ Sondage : le PS obtient 25 % des intentions de vote en Haute-Normandie et 22 % en Basse-Normandie. — Deux sondages, réalisés par BVA pour Antenne 2, FR 3, France-Inter, France-Info et Paris-Match, accordent en Haute-Normandie 31,5 % d'intentions de vote aux listes UDF-RPR, 25 % au PS, 18 % aux écologistes (11 % au Verts, 8 % au Front national, 11 % au PC, et en Basse-Normandie 41 % aux listes UDF-RPR, 22 % au PS, 17 % aux écologistes (9 % aux Verts, 8 % au Front national, 7 % au PC). Ces enquêtes ont été menées par téléphone respectivement les 13 et 14 février auprès de huit cent quarante personnes et les 12 et 13 février auprès de huit cent six personnes.

### Les problèmes des anciens harkis

#### Une réponse de M. Cathala à M. Meliani

M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, s'est déclaré « étonné » par les arguments que M. Abdelaziz Meliani a avancés, en critiquant l'attitude du gouvernement, pour expliquer sa démission des fonctions d'intermédiaire pour les anciens harkis (le Monde du 5 février).

Il a notamment indiqué : « Il est apparu que les prétentions et les exigences financières de M. Meliani étaient disproportionnées eu égard à la nature de la mission que le gouvernement lui avait proposée. Sur le fond, il est faux d'affirmer que « les dispositions arrêtées par le gouvernement excluent une partie de la communauté ». Les circulaires des 13 septembre et 11 octobre 1991 élargissent à d'autres catégories de la communauté rapatriée d'origine nord-africaine le bénéfice de dispositions spécifiques. (...) Des actions concrètes pour la création de huit cents emplois, la réservation de quatre cents logements sociaux pour les années 1991-1992 ont été mises en place. (...) »

« En ce qui concerne les jeunes, en plus des mesures spécifiques prévues pour eux par les circulaires précitées concernant l'emploi et la formation, l'éducation, le logement, il convient d'indiquer que les dispositions arrêtées notamment par le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont susceptibles de leur être appliquées en priorité. Le 6 février encore, quatre-vingt-dix représentants des pré-

faits chargés de l'application des mesures en faveur des rapatriés d'origine nord-africaine se réunissent avec le secrétaire d'Etat pour vérifier l'efficacité du dispositif retenu et sa complète application au bénéfice de tous les jeunes de la communauté harkie. »

### L'affaire Habache, la déclaration d'un conseiller général PS sur Israël et les lecteurs de « Vendredi »

#### « Une telle haine »

La déclaration de M. Roland Gabory, conseiller général du Gers, au sujet de l'affaire Habache, communiquée la semaine dernière par son auteur à la presse locale (le Monde du 18 février), avait été adressée par lui à l'hebdomadaire du PS, Vendredi, qui l'avait publiée dans le courrier des lecteurs de son numéro du 7 février.

Ce texte, dans lequel M. Gabory prend la défense de M. Georges Habache et qualifie Israël d'« Etat parasite », intégriste, raciste et expansionniste, qui a accaparé la terre de Palestine au nom de ridicules sornettes bibliques vieilles de quatre mille ans, a provoqué, selon le

### Après l'élection cantonale partielle de Nice

#### La droite et la gauche appellent à faire barrage au Front national

Le bureau politique du Front national s'est réuni, lundi 17 février, pour le résultat obtenu, la veille, par son candidat à l'élection cantonale partielle de Nice (le Monde du 18 février). Arrivé en tête avec 37,9 % des suffrages exprimés, M. Jacques Peyrat sera opposé au second tour à M. Marie-Jeanne Murcia (UDF) qui a totalisé 15,6 % des voix.

Le taux d'abstention a atteint 63,8 %. Selon le parti d'extrême droite, il s'agit d'un « résultat exceptionnel » qui laisse de « belles perspectives » pour les prochaines consultations.

Invité du Club de la presse d'Europe 1, M. Alain Juppé a estimé que « ce n'est pas un bon résultat ». M. Richard Giamarchi, candidat du RPR arrivé en troisième position avec 15 % des voix, avait appelé à voter pour la candidature de l'UDF, dès le dimanche soir.

Pour le secrétaire général du RPR, les résultats démontrent que l'opposition parlementaire « doit être unie pour gagner ». Il en a profité pour lancer un appel à M. Martine Daugreilh, députée (RPR) des Alpes-Maritimes, afin qu'elle renonce à présenter, aux élections régionales, sa propre liste face à la liste officielle de l'UDF conduite par M. Suzanne Sauvaigo, député (RPR) des Alpes-Maritimes et maire de Cagnes-sur-Mer.

M. Juppé a souligné qu'en maintenant sa liste M. Daugreilh risquait « de donner à M. Le Pen la chance de passer en tête aux élections régionales, alors que les son-

### Le Front national et les agriculteurs

#### Une lettre de M. Arette

A la suite de la publication, dans nos éditions du 29 janvier, d'un article consacré à la démission de la présidence du Cercle national des agriculteurs, structure créée par le Front national, nous avons reçu de M. Alexis Arette, une lettre dont voici les principaux extraits :

Avant de répondre à votre journaliste, j'avais tenu par une déclaration préalable à confirmer qu'il n'y avait pas le moindre désaccord doctrinal entre le Front national et le Cercle national des agriculteurs. J'affirmais mon plein accord politique avec le président Jean-Marie Le Pen. Le silence du Monde à ce sujet démentait le sens de ma déclaration. (...) Il est exact que j'ai présenté au président Le Pen le bruit que faisaient courir nos adversaires, à savoir que « le Front national des agriculteurs comme harkis et non pas comme responsables », bien que moi-même, tête de liste dans les Pyrénées-Atlantiques, je fusse la réputation du propos, ainsi qu'Annie Trampou, vice-présidente du Cercle, en très bonne place dans le Nord. Sans doute ces débats s'apprennent-ils dans une organisation que nos adversaires voudraient « totalitaire », mais où j'ai eu licence de toujours librement m'exprimer.

[Tous les propos de M. Arette rapportés dans cet article furent extraits de sa lettre de démission adressée le 26 décembre 1991 à M. Jean-Claude Martinez, député européen du Front national, président fondateur et secrétaire général du Cercle des agriculteurs. Nous donnons acte à M. Arette de sa mise au point, en précisant toutefois qu'il confiait lui-même, récemment, par écrit, à l'un de ses amis de parti : « Je suis accablé et déçu par les attitudes internes du Front national. » — O. B.]

### Les élections cantonales en Haute-Vienne

#### Le PC ne présentera pas de candidats contre ses « dissidents »

#### LIMOGES

de notre correspondant

La fédération du PCF de la Haute-Vienne ne présentera pas de candidat contre ses quatre conseillers généraux « dissidents » soumis à réélection. Ces quatre sortants, MM. René Buxeraud (conseiller général de Saint-Sulpice-les-Feuilles, maire de Mailhac), Jean-Claude Fauvet (conseiller général de Magnac-Laval, maire de Droux), André Leyceure (conseiller général d'Eymoutiers, maire de Nedde) et Roland Mazoin (conseiller général et maire de Saint-Junien, la deuxième ville du département), sont, par ailleurs, candidats aux élections régionales sur la liste « Pour faire du neuf à gauche », conduite par M. Marcel Rigout, face à la liste officiellement présentée par le PCF. Ils se sont ainsi, selon la formule consacrée, « mis d'eux-mêmes hors du parti ».

Pourtant, à la réflexion et malgré l'avis de certains communistes qui voulaient « trancher dans le vif » pour « repartir sur des bases nouvelles », la direction fédérale a choisi, selon les termes de son premier secrétaire, M. Maurice Maron, de « ne pas faire le moindre geste qui consacrerait définitivement la division ». Faisant de l'ancien ministre le digne ex machina de cette « entreprise de division », M. Maurice Maron a exhorté les quatre dissidents « à se raviser ». « Ils peuvent être encore aux régionales les repré-

sentants du PCF comme ils le furent en 1985 », a-t-il précisé.

M. Maurice Maron nous écrit d'autre part, en réponse aux propos de M. Marcel Rigout qui accusait le PCF en Haute-Vienne de vouloir « s'incruster trois de ses quatre conseillers régionaux sortants » (le Monde du 1<sup>er</sup> février), que, dès juin 1991, « le comité fédéral décidait de proposer la constitution d'une liste de large rassemblement de toutes les sensibilités communistes » où les quatre sortants avaient leur chance, car, estime-t-il, « nous pouvions espérer cinq élus compte tenu de l'augmentation du nombre de sièges en Haute-Vienne ». Il souligne que la liste conduite par M. Marcel Rigout « regroupe les sortants en deuxième, troisième, quatrième et septième positions ».

Enfin, toujours en Limousin, le dernier conseiller général communiste de la Creuse, M. Roger Gardet (La Souterraine, non soumis à réélection) a fait savoir publiquement, « afin de lever toute ambiguïté », qu'il n'est plus membre du PCF et que, en conséquence, « il ne saurait s'exprimer en son nom au sein de l'assemblée départementale ». Sans « renier l'idéal embrassé il y a cinquante-cinq ans », M. Roger Gardet estime qu'il faut tenter d'ouvrir une nouvelle perspective à gauche et rechercher les convergences possibles avec tous ceux qui ne se satisfont pas des appareils en place.

GEORGES CHATAIN

### Au « Club de la presse » d'Europe 1

#### M. Juppé accuse M. Charasse d'« égoïsme et de sectarisme personnel »

M. Alain Juppé a estimé, lundi 17 février au « Club de la presse » d'Europe 1, que le ministre du budget, M. Michel Charasse, fait preuve d'« égoïsme et de sectarisme personnel », en refusant de se rendre à la cérémonie religieuse pour les obsèques d'un responsable des douanes à Petit-Couronne (Seine-Maritime) (le Monde daté 16-17 février). Le secrétaire général du RPR a déclaré : « Un ministre de la République doit respecter la famille qui doit dire ce qu'elle souhaite, et il faut s'incliner devant sa douleur et ne pas faire prévaloir sur rapport à cela son sectarisme ou son égoïsme personnel ».

En cas de retour de la droite au pouvoir en 1993, M. Juppé s'est dit partisan d'une cohabitation « plus combative qu'entre 1986 et 1988 », mais il n'a pas exclu que M. François Mitterrand décide finalement de s'en aller. L'ancien ministre du

budget a estimé qu'il fallait provoquer « un double électrochoc pour remédier à la maladie de langueur qui est en train de frapper les Français ». Il s'agit, pour M. Juppé, de changer de politique budgétaire et fiscale, en baissant les charges, et de privilégier la formation.

Le secrétaire général du RPR a énoncé trois conditions sine qua non pour la ratification par son parti des accords de Maastricht : un amendement constitutionnel pour associer le Parlement français au processus de décision communautaire, un réexamen des dispositions sur la monnaie unique et une dérogation excluant le vote des étrangers en France.

A propos de la situation à Nice, après le départ précipité de l'ancien maire, M. Jacques Médéric, en fuite en Uruguay, M. Juppé a indiqué que l'opposition devrait y déléguer « une personnalité nationale ».

**Un vol quotidien Paris-Boston sans escale**

Départ Roissy CDG : 11h55 - Arrivée Boston Logan : 13h35

Northwest Airlines vous emmène sans escale de Paris jusqu'aux USA par Detroit ou Boston : des portes d'entrée qui évitent les dédales des grandes plaques tournantes de New York ou Chicago.

Des vols directs, les Etats-Unis s'ouvrent à vous avec des correspondances immédiates pour 200 villes d'Amérique du Nord, y compris Hawaii et Alaska. Bref, avec Northwest Airlines, vous passerez moins de temps dans les aéroports et plus en Floride ou en Californie.

(Consultez votre agence de voyage ou Northwest Airlines au (1) 42 00 90 00)



## SOCIÉTÉ

## La polémique sur le dysfonctionnement du système transfusionnel

## M. Bruno Durieux : « En aucun cas, je n'ai couvert des importations sauvages »

A la suite de la révélation, par le Monde, de l'existence d'une note adressée le 5 février 1991 par le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, à M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, et qui faisait état des mesures à prendre compte tenu de l'existence d'importations « sauvages » de plasma (nos éditions du 18 février), MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux ont réuni, lundi 17 février, une conférence de presse.

M. Durieux a affirmé qu'il était « inexécutable » d'affirmer qu'il n'avait pas donné suite aux propositions du directeur général de la santé. « En aucun cas, a-t-il affirmé, je n'ai couvert des importations sauvages ». Il a précisé que « contrairement à ce que pouvait laisser entendre l'article du Monde, la sécurité des produits issus de ces importations n'est pas en cause ». « Les techniques d'inactivation des virus et de purification des produits obéissent en effet, a ajouté le ministre délégué à la santé, aux mêmes règles de sécurité, quelle que soit l'origine des plasmas ».

Confirmant ce que nous écrivions, M. Durieux a précisé que, depuis février 1991, les pouvoirs publics ont eu connaissance de deux importations pratiquées à leur insu : 3 000 litres de plasma par le CRTS de Montpellier et 1 400 litres (plasmas anti-HBs) par le CNTS. « Et s'il s'avérait que

d'autres importations ont été effectuées à l'insu des pouvoirs publics, a-t-il ajouté, elles donneront lieu à des sanctions à l'encontre des centres de fractionnement et de leur directeur ».

Concernant les quatre centres ayant effectué des importations non réglementaires, M. Durieux a indiqué que le directeur du CRTS de Lille avait reçu un avertissement, qu'à Nancy la fermeture avait été « immédiatement décidée », qu'à Lyon la spécialisation du centre est devenue effective, et qu'à Montpellier l'agrément du directeur serait examiné lors de la prochaine réunion de la commission consultative de la transfusion sanguine.

## « Aucun danger pour la population »

Au sujet de la nomination d'un chargé de mission pour la réorganisation du fractionnement en France, le gouvernement, a précisé M. Durieux, a estimé nécessaire au préalable de demander à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) (voir d'autre part) et à l'inspection générale des finances (IGF) (rapport de M. Régis Parancque) de réaliser des enquêtes afin de disposer d'une vue d'ensemble des problèmes qui se posent à la transfusion sanguine ainsi qu'aux centres de fractionnement. Ces rapports ont été remis au gouvernement en novembre et en décembre 1991.

(Le texte de l'IGAS que nous publions est extrait d'une « présentation » du rapport qui date, elle, de janvier 1992).

« Aujourd'hui, a indiqué M. Durieux, l'objectif est de mettre un terme à la confusion des missions, à l'absence de coordination et à des choix d'investissement discutables des centres de transfusion et de fractionnement. Un nouveau cadre juridique et d'organisation est en cours d'élaboration pour renforcer l'exercice de la tutelle sur la transfusion sanguine française et préserver les valeurs éthiques qui la fondent. Le gouvernement fera connaître ses décisions en la matière avant la fin mars ».

Le professeur Jean-François Girard a précisé que la décision de fermer le centre de fractionnement du CRTS de Nancy avait été notifiée par lettre à son directeur le 25 février 1991. Estimant que les articles du Monde étaient « graves et injustes », M. Jean-Louis Bianco a souligné que les produits distribués en France « ne présentent aucun danger pour la population ». Il a confirmé que « le problème extraordinairement important » que constitue la réorganisation du fractionnement du plasma ferait l'objet prochainement d'un certain nombre de mesures. Il a toutefois indiqué que le rapport de M. Régis Parancque ne serait pas rendu public.

## L'IGAS presse l'Europe de préserver le bénévolat et la gratuité du don

Un rapport que l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), daté de janvier 1992, consacre à l'organisation de la transfusion sanguine en France, dont nous publions de larges extraits, décrit une situation de crise. Il propose à M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, et à M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, des mesures à prendre sans tarder. L'IGAS souligne, en particulier, que la France prenne l'initiative d'une démarche visant à obtenir de ses partenaires européens que seuls le sang et le plasma provenant de dons volontaires et bénévoles puissent être utilisés dans la fabrication de médicaments dérivés du sang humain.

Le rapport de l'IGAS sur « l'organisation de la transfusion sanguine et la tarification des produits sanguins labiles » est un document de dix-sept pages élaboré par M<sup>me</sup> Catherine Gras et M<sup>me</sup> Alain Piquet, Jean-Pierre Talon et Michel Verney. Il a été rédigé à la demande du ministre des affaires sociales et du ministre délégué à la santé, à l'occasion d'un différend ayant opposé la direction générale de la santé (DGS) à la direction de la sécurité sociale (DSS) à propos de la tarification des produits sanguins pour 1991.

Cette divergence, apparue à la fin de l'année 1990, portait sur les conséquences financières à tirer de la baisse prévue des quantités de produits sanguins qui seraient diffusées en 1991. Schématiquement, la direction de la sécurité sociale (DSS) souhaitait que ces difficultés financières n'entraînent pas un engagement proportionnellement accru de l'assurance-maladie. Selon elle, il appartenait aux établissements de transfusion sanguine (ETS) d'adopter les mesures budgétaires adéquates permettant de surmonter ces difficultés. Mais pour la direction générale de la santé (DGS), il fallait, avant tout, assurer des ressources financières satisfaisantes aux ETS, afin de garantir une politique transfusionnelle de qualité. Il fallut un arbitrage « pragmatique » du cabinet du premier ministre, en février 1991, en faveur du ministre des affaires sociales (et donc de la DSS) pour que ce conflit prenne fin.

D'une manière générale, le rapport de l'IGAS, consacré à l'organisation de la transfusion sanguine, est très critique envers la politique menée par la direction générale de la santé depuis 1986 (date d'entrée en fonction du professeur Jean-

François Girard). Selon les inspecteurs de l'IGAS, la politique tarifaire de la DGS a donné lieu à « une juste critique de la part des transfuseurs », qui mettaient en cause des diminutions tarifaires unilatérales. D'autre part, l'analyse comptable et financière de l'activité des établissements de transfusion sanguine par la DGS est jugée « quasi-inexistante ». En outre, le fait que le CNTS ait été, durant cette période, le seul conseil officiel de la DGS est également regretté par les rapporteurs, qui notent que « la plus grande partie des informations d'ordre économique et financier provenaient par son canal ». Ce qui, du fait de la situation non « désintéressée » dans laquelle était le CNTS, rendait contestables les informations transmises.

Selon les inspecteurs de l'IGAS, « le dysfonctionnement administratif » de la transfusion sanguine est « général ». Il laisse apparaître de graves lacunes parmi lesquelles :

- l'absence complète de participation des services extérieurs de l'administration sanitaire d'Etat;
- l'exercice inadéquat d'une tutelle au demeurant mal définie;
- les faibles moyens dont dispose l'administration centrale (trois personnes, non compris la hiérarchie), ce qui « expose au lobbying de certains transfuseurs ».

## « Contraire à l'éthique du bénévolat »

Comme elle le dit sobrement, la mission de l'IGAS s'est interrogée sur la logique de telles pratiques administratives. En effet, dit-elle, la distorsion tarifaire à laquelle elle conduit « est cause, en partie, de la sous-production de plasma au niveau national et facilite dans certains cas l'accumulation d'excédents financiers excessifs, dus au niveau des tarifs des produits labiles. Par ailleurs, cette distorsion qui a conduit à augmenter les prix des éléments non labiles n'a pas eu de fondement médical, mais un fondement financier ».

Au total, estiment les inspecteurs de l'IGAS, la tarification en vigueur ne « tient plus compte des coûts de revient constatés ». Elle est « de caractère pervers et dangereux », affirment-ils. « Il est regrettable », ajoute l'IGAS, que « vingt-sept ans plus tard [après la promulgation de la circulaire relative aux prix de cession des produits sanguins] l'administration ne soit plus capable de déterminer les prix de revient des collectes ».

Le rapport aborde ensuite les conséquences de l'abandon du monopole de la distribution des produits sanguins stables par les ETS. Cet abandon semble non seulement « contraire à l'éthique du

bénévolat et au principe du non-profit de toute transformation d'un produit d'origine humaine », mais elle entraîne de facto, « la disparition du conseil thérapeutique », en affaiblissant la relation privilégiée transfuseur-prescripteur.

Les rapporteurs tentent ensuite de définir ce que devrait être l'organisation future de la transfusion sanguine à la lumière, en particulier, de la directive européenne du 14 juin 1989, qui prévoit que tous les dérivés du sang, préparés industriellement, prennent le statut de médicament.

La France « pourrait prendre l'initiative », estiment-ils, d'une démarche tendant à obtenir de nos partenaires que seuls le sang et le plasma provenant de dons volontaires et bénévoles puissent être utilisés dans la fabrication de médicaments dérivés du sang humain. Les mêmes obligations devraient s'appliquer aux plasmas importés de pays tiers dans le cas où l'auto-suffisance communautaire ne serait pas assurée.

Outre cette proposition, ils se prononcent également en faveur du maintien du monopole de la collecte, de la préparation et de la distribution des produits sanguins labiles. Ils souhaitent que l'on procède à un regroupement-réduction des ETS à raison d'un par région (« le bon niveau de regroupement semble être celui de la région administrative ») et que tous ces établissements aient un statut unique (association régie par la loi de 1901).

A propos de la tarification des produits sanguins, les inspecteurs de l'IGAS notent que l'un des plus graves défauts du système de tarification est « son aspect quasiment aveugle ». Les tarifs ne sont établis ni en fonction des prix de revient constatés ni en fonction de la situation économique et financière des structures productrices. Les membres de la mission préconisent « un retour à l'esprit de la loi du 21 juillet 1952 », qui fixe les tarifs en fonction des coûts de revient. Ils se prononcent pour un cadre comptable unique pour tous les établissements (comptabilité générale et comptabilité analytique) et la certification des comptes par un commissaire aux comptes. Enfin, pour écarter toute tentation de concurrence sauvage entre établissements, la mission recommande le maintien d'un tarif unique national, déterminé à partir des prix de revient identifiés, certifiés et contrôlés au niveau de chaque région.

J.-Y. N.  
et F. N.

## Intentions sans actions

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

CONTRAIREMENT à ce que déclare M. Durieux, les mesures préconisées par le directeur général de la santé n'ont pour l'essentiel pas été mises en œuvre.

L'argumentation du ministre peut être contestée sur la base de plusieurs documents et rapports officiels. Ainsi, M. Durieux estime que le « désordre » actuel de la transfusion sanguine française « n'a pas d'effet sur la sécurité des produits ». Le directeur général de la santé ne partageait pas ce point de vue lorsque, en octobre 1990, il déclarait devant la commission nationale consultative de la transfusion sanguine être « choqué » par les importations illégales évoquant alors « le risque pris par rapport à un objectif commun largement partagé qui est celui de la santé publique et de servir au mieux les intérêts de nos concitoyens pour ce qui est des malades et de leur santé ».

La note du 5 février 1991, signée du professeur Girard, précisait d'autre part que les réformes à accomplir impliquaient la nomination d'un chargé de mission pour le développement économique du fractionnement français. Celui-ci n'a pas été nommé et, en pratique, rien n'a été mis en œuvre sur les réformes souhaitées par la direction générale de la santé, qu'il s'agisse de la redéfinition de la politique industrielle et commerciale à court et moyen terme ou de la promotion d'une politique nationale de recherche et de développement.

Dans le rapport qu'il avait consacré, en août 1991, aux problèmes financiers de la transfusion sanguine française, M. Laurent Vachey, inspecteur des finances, écrivait : « la réalité a montré qu'il y avait une distance entre les déclarations d'intention des pouvoirs publics et leur mise en œuvre ».

Une autre ambiguïté concerne le centre de fractionnement de Nancy, dont M. Durieux a annoncé que la fermeture avait été « immédiatement décidée » après la note du 5 février 1991. Or le professeur François Streiff, directeur du CRTS de Nancy nous a précisé qu'en février 1991 il avait été seulement informé de l'hypothèse selon laquelle son centre de fractionnement pourrait être fermé. La raison invoquée par la direction générale de la santé était le fait que ce centre, le seul en France à avoir un statut hospitalier d'établissement public, ne pourrait, compte tenu de la circulaire européenne de 1989, avoir un statut d'établissement pharmaceutique.

Tous les éléments contenus dans les notes et les rapports officiels dont dispose M. Durieux montrant plus l'urgence d'une réforme que des adénités.

120 millions de francs pour 80 victimes

## La Grande-Bretagne indemnise des transfusés non hémophiles contaminés par le virus du sida

LONDRES

de notre correspondant

Le gouvernement britannique a annoncé, lundi 17 février, l'octroi de compensations financières pour des malades contaminés par le virus HIV à la suite de transfusions sanguines ou de greffes effectuées dans le cadre du Service national de santé (NHS).

Cette décision concerne environ quatre-vingt malades, ce nombre étant incertain en raison de la longueur de la période d'incubation. La plupart d'entre eux ont contracté le virus avant 1985, année où un dépistage systématique des produits sanguins a été mis en place en Grande-Bretagne.

Les malades ou leurs ayants droit (vingt-cinq personnes contaminées sont décédées) recevront une indemnité s'échelonnant, selon leur situation, entre 21 500 livres (215 000 F) et 80 000 livres

(800 000 F). Les conjoints des malades ou leurs enfants contaminés seront également indemnisés. Le taux de ces indemnités, dont le total atteindra environ 12 millions de livres (120 millions de francs), est identique à celui qui avait été fixé, il y a un an, pour les 1 226 hémophiles contaminés par le virus HIV (le Monde du 20 novembre 1991).

En dépit d'une forte campagne d'opinion menée par des parlementaires de tous les partis, le gouvernement s'était refusé à considérer que la situation des malades non hémophiles était comparable, et leur refusait le bénéfice d'une indemnisation.

Cette position ayant été encore réaffirmée il y a trois semaines, le Parti travailliste a estimé que le revirement du gouvernement était dû à des raisons électorales.

L. Z.

Une lettre de M<sup>me</sup> Dominique Laurent

M<sup>me</sup> Dominique Laurent, directeur du cabinet du ministre délégué à la santé, nous a adressé, à la suite de l'article de Jean-Yves Nau et Franck Nouchi publié dans le Monde du 18 février, la lettre suivante :

L'article de MM. Nau et Nouchi intitulé « Mensonges » laisse entendre que j'aurais nié avoir été informée de l'existence d'importations de plasma en France, alors que treize mois plus tôt, le directeur général de la santé avait adressé au cabinet du ministre délégué une note à ce sujet. Ces importations se rapportaient à l'année 1990, et la note du directeur général de la santé en date du 5 février 1991 avait attiré en son temps toute l'attention du ministre puisque les mesures préconisées par ce directeur avaient été prises, ainsi qu'il a

(Publié)

## les meilleurs escargots de Paris

Ce sont les chroniqueurs gastronomiques qui disent qu'on les trouve à LA MAISON DE L'ESCARGOT. Ayez-en toujours d'avance. Seul le dimanche de 8 h 30 à 20 heures et le dimanche de 9 heures à 13 heures. 79, rue Fondary (15<sup>e</sup>). M<sup>me</sup> Emilie-Zola, bus 80. Tél. : 45.75.31.09.

été rappelé dans le communiqué de presse du ministère en date du 17 février 1992.

La réponse que j'ai faite au journaliste, qui m'a interrogé très brièvement par téléphone mardi dernier, s'appliquait bien évidemment à des importations qui auraient été effectuées postérieurement à l'année 1990 : je confirme qu'aucune importation n'a été portée à ma connaissance. Les problèmes touchant à des importations effectuées par Biostransfusion pour le compte du CNTS, ainsi que par le centre de Montpellier ont été traités, comme il convenait, par le directeur général de la santé.

(Nous avons joint M<sup>me</sup> Laurent à deux reprises, le mardi 11 février dans la soirée et le lendemain matin. Nos interrogations portaient sans aucune équivoque sur l'existence d'importations illégales de plasma quelle qu'en soit la date. Nous demandions au directeur du cabinet de M. Durieux si elle avait été à un moment ou à un autre, informée de ces pratiques. M<sup>me</sup> Laurent, qui ne pouvait nous accorder qu'un bref entretien, s'est bornée à nous déclarer qu'elle « n'avait jamais été informée de l'existence d'importations de plasma en France ». Elle précise aujourd'hui que dans son esprit cette réponse concernait les importations postérieures à l'année 1990 et confirme qu'aucune information n'avait alors été portée à sa connaissance. Le ministre et son cabinet n'auraient donc découvert l'existence d'importations non réglementaires effectuées en 1991 qu'après la publication de nos informations. — F. N.)

## REPÈRES

## FAITS DIVERS

## Drame de l'autodéfense à Montreuil

Un homme âgé de vingt-quatre ans a été grièvement blessé par un commerçant armé, lundi soir 17 février, à la cité des Morillons de Montreuil (Seine-Saint-Denis). La victime, Idr Merhem, atteint d'une balle en pleine tête, a été transporté à l'hôpital de la Pitié Salpêtrière de Paris dans un état grave de coma 3 dépassé, tandis que le commerçant, qui avait tenté de se défendre à la main, était placé en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire de Bobigny. Selon une première version des faits, la victime serait entrée avec un ami dans le magasin et y aurait volé un pack de bière avant de prendre la fuite ; mais selon une seconde version, Idr Merhem, père de famille « connu et estimé », n'aurait rien à voir avec cette histoire. L'émotion est grande dans la cité dont la population a été appelée au calme par le maire, M. Jean-Pierre Brard. Mardi matin 18 février, le commerçant, âgé de cinquante-neuf ans, était toujours en garde à vue.

## Six personnes tuées dans une explosion à Mayotte

Trente-sept habitants de la collectivité territoriale française de Mayotte ont été brûlés par l'explosion d'un mélange de pétrole qui est utilisé pour l'éclairage ou la cuisine. Six personnes, trois Mahorais et trois Comoriens, sont mortes à la suite de ces accidents qui ont débuté il y a six semaines environ. Une enquête a été ouverte par le procureur de la République de Mayotte afin de déterminer les causes des explosions, de rechercher les auteurs d'une manipulation éventuelle du mélange et d'indemniser les victimes. En attendant le résultat des analyses en cours, la vente du produit incriminé a été interdite dans l'île et les habitants ont été invités à remettre leurs réserves au service des hydrocarbures.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

سكنا لول















# Que la bête vive !

427



## L'après-Tapies a commencé

**MADRID** **L'Espresso** *envoyé spécial*

Des Picasso et des Tapis, des restes, ils en auraient voulu un peu. Le premier connaît le monde, que ses contemporains devenus les classiques du siècle : trop de choses à trouver, il ne négocierait plus sur un marché où il y a une affluence. Le second connaît un instant le désaffection: Alors qu'il y a deux ou trois ans il était galiléen, il n'est plus que l'ARCO qui n'avait à proposer un tableau, un peu de la même photographie, un peu de la même sculpture, le tapisme désormais régressé. Les œuvres de son fondateur n'apparaissent plus que de loin en loin sur les cimaises des cent quatre-vingt-treize galeries de la foire. Seize galeries l'annoncent, mais la foire n'est pas la foire, le plus grand des galeries étrangères. Quant à ses disciples, adeptes du croûteux, du dur, et du creux, ils n'ont plus guère

### ***Des sarcasmes sacrilèges nécessaires***

[illegible]

Restent les galeries étrangères. En dépit de la présence du véné-  
rable Leo Castelli, les Américains  
se distinguent par la banalité des  
œuvres exposées. Grâce à Bruno  
Bischofberger, la Suisse occupe une

**PHILIPPE DAGEN**

■ Une étude des « Demoiselles d'Avignon » ■ MOMA. — Une étude préparatoire aux *Demoiselles d'Avignon*, ■ Picasso, a été acquise par le Musée d'Art moderne de New-York (MOMA) lors de ■ vente Raynal ■ Paris en novembre dernier.

## La lumière et la peau

**JEAN-CLAUDE BÉLÉGOU**  
au Centre photographique  
d'Ile-de-France

Six ans plus tard, après quelques expositions en France, il fut accueilli par les institutions (BN, Fond national d'art contemporain, ville de Havre...) et sa réputation sulfureuse liée à leurs recherches sur le corps, l'amour et la mort, le trio, basé à Rouen, continue son chemin à la Noir limite revient à une exposition de Jean-Claude Moulou consacrée aux "visages". Le sien et celui d'une femme, mais toujours pris séparément, accumulés et dans les formats les plus originaux, le lieu élégant du Centre photographique d'Ile-de-France.

Deux visages? Plurôt une soixantaine, tant ■ attitudes ■ la lumière crée des standards distincts, qui vont ■ ■ douleur ■ bonheur. Mais suivant le manifeste de Noir limite, Bélégué s'intéresse d'abord à la matière du corps : « En ■ cas, il s'agit d'un travail de portrait, écrit le photographe, le visage étant matière ■ lumière ■ peau, au même titre que le corps dans ■ antérieurs. » Pour mieux cer-

■ **Jamais il n'y a d'histoire.** ■ *seulement des images* ■ *juste-à-temps...* ■ *soutient* ■ *Belégu*. Difficile pourtant de ne pas imaginer la relation qui unit l'homme et la femme. à travers les sentiments qu'ils expriment. On comprend ce qui a séduit Gilles Mora et Claude Nori - *l'un* ■ *d'un photo littéraire* et autobiographique - dans *travail* qu'ils ont publié aux *Cahiers de la photographie*. Belégu ■ *place* dans une autre tradition, plus plasticienne, mais la force émotionnelle du genre - le portrait - le ramène, malgré lui, ■ *un terrain narratif*.

MICHEL GUERRIN

► Centre photographique d'Ile-de-France, 10 rue de la ville, 77347 Pontault-Combault. Tél. : 04-43-47-10. Jusqu'au 15 mars. « Visages » suivi de « Les amants ». Les Cahiers de la photographie, 90 p., 80 F.

## Déflagrations d'énergie

*Héla Fattoumi et Eric Lamoureux présentent  
leur quintette de la solitude*

**SI LOIN QUE L'ON AILLE**  
ou Théâtre de la 

Husals, qu'ils arrachaient comme leur « Opus 1 » (en réalité, ils s'étaient déjà pris les griffes, de manière confidentielle, dans leur premier « collectif » de recherche chorégraphique), baptisé Urvasz Lerois) avec un duo, puis un trio pour les besoins du spectacle de Bagnolet. Le Fils SACTI est la première œuvre de l'association (c'était en 1990).

Le propos de Si l'on n'est des plus originaux ces temps-ci : « Cinq personnes vont vivre durant un des rapprochements, l'éloignement, perdues qu'elles sont dans leur

On marque les différences entre le plat du dos. Fattoumi et Lamoureux affirment aussi de nouvelles personnes spectaculaires, les deux qui tournent au ras du sol en prenant appui sur une main.

Il **montre** de belles images du spectacle, comme **un** homme horizontal qui se balance sur une longue **table** dans les cintres. Mais trop de silences gestuels vides, des regards vagues, d'errances sans nécessité **—** **un** **sur** la crême **du** **trône** **—** l'incommunicabilité **—** **la** construction. Qu'ils passent ou non, maintenant, **les** **sex-** **u-** **es** **ou** **fat-** **ou-** **es** **lam-** **ou-** **es** **do-** **es** **dom-** **es** **pt-** **es** **com-** **es** **pter** **ces** **deux** **divin-** **ités** **en-** **nem-** **ies** **aux-** **quel-** **les** **con-** **fr-** **on-** **t** **les** **ch-** **or-** **é-** **gr-** **ap-** **hes** **l'** **es-** **pace** **en** **un** **in-** **stant** **de** **temps**.

SYLVIE DE NUSSAC

**Théâtre de la Bastille, jusqu'au 23 février. A 21 heures, dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. 90 F.**

## CONCERTS AU CHÂTELET

Reservations au 40.28.28.40 et sur Minis 36 la Côte d'Azur et

# GITANES JAZZ

# PRESENTE

## DEUX

# GRANDES

## VOIX

# DU JAZZ



**Le 7 mars  
à 20h30**



**Le 10 mars  
à 20h30**



# GITANES

## LE MEILLEUR PROFIL DU JAZZ





## AGENDA

## CINÉMA

## LE CINÉMA THÉÂTRE

## DE TOKYO

## MERCREDI

Le 11<sup>e</sup> (1945), de Jean Cocteau, 18 h 15. Viridiana (1961), v.o. s.t.f., 20 h 30.

## CENTRE

## GEORGES-POMPIDOU

## SALLE D'ARTS (42-78-37-29)

Hommage à la Warner. Le 11<sup>e</sup> (1945), de Jean Cocteau, 18 h 15. Viridiana (1961), v.o. s.t.f., 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, Forum Saint-Gustave, Paris 11<sup>e</sup> Halles (40-26-34-30)

MERCREDI  
Voilà, voilà, voilà : Jeune Publi. Mon Orde (1958) de Jacques Tati, 14 h. Actualité cinématographique mondiale (1940), 16 h 30. Les grands ensembles : Un misanthrope (1986) de Gérard Philp. Le Village (1976) de Jacques Rivette, 18 h 30. Le Séd... : Le Digue (1984) de Jeanne Labrousse, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (42-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-78-23) ; Max Linder, 12 (42-24-84-88) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-60) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

POUR LA DERNIÈRE FOIS AU CINÉMA AVANT LA FIN DU SIÈCLE

UN CLASH DE Walt Disney

**Blanche Neige**  
et les Sept Nains

© 1991 Disney Company  
Distribué par Warner Bros. Pictures

TECHNICOLOR

ACTUELLEMENT

Nous publions **les films qui ont été à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection de films de la semaine et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (date jeudi).**

## LES FILMS NOUVEAUX

AMOUREUSE. Film français de Jacques Rivette. 1 (42-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-78-23) ; Max Linder, 12 (42-24-84-88) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-60) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-55).

ATTENTION ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71) ; Studio Galande, 5 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

AT (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-71).

LE BAL DES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

AMÉLIE (Fr.-Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

L'ANNONCE FAITE À MARI (Fr.-Can.) : Épée, 11 (43-57-51-







## SCIENCES • MÉDECINE

## Les « princes des rochers »

Dans les montagnes du nord du Cameroun de petites sociétés traditionnelles sont sur le point de disparaître. Jeanne-Françoise Vincent étudie leurs extraordinaires et uniques modes de vie.

« Le prince mofu est nommé *bindohana*, littéralement « chef grand », « chef suprême ». Effectivement, les « princes » mofu des « montagnes-iles » du nord du Cameroun jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement des petites sociétés dont ils sont la tête. Ils exercent la plupart des pouvoirs régaliens — politiques et spirituels — même si, nos yeux d'Européens, la superficie de leurs territoires (les « chefferies ») — le nombre de leurs « sujets » paraissent minuscules.

Jeanne-Françoise Vincent, directeur de recherche au CNRS, étudie depuis 1968 les principautés mofu des « montagnes-iles » du nord du Cameroun. Des « montagnes-iles » granitiques, escarpées, isolées, deux plaines, où s'est épanouie, depuis le dix-septième siècle, une civilisation très particulière, très cohérente au point de s'être maintenue jusqu'à présent, dont les membres — donnent à eux-mêmes le nom de *ndo* (hommes) — (des) *ngwa* (rochers, « cailloux »), *ndomangwa* (1).

Ces montagnes ont été habitées depuis fort longtemps, mais que l'on puisse préciser quand sont arrivés les premiers occupants. Mais il est sûr qu'à partir du dix-septième siècle sont venues des populations diverses, originaires aussi bien d'autres massifs montagneux voisins et semblables que des plaines environnantes. Habitants anciens et plus récents se sont fondus dans la civilisation mofu. Cette région, qui ne couvre guère que 600 kilomètres carrés peuplés d'une soixantaine de milliers d'âmes, est divisée, par le relief certes, mais aussi par les conquêtes, en trois « grandes » chefferies (Duvangar, Durum et Wazang) et plusieurs petites.

## Des structures pyramidales

Même les « grandes » chefferies sont modestes selon les normes : Duvangar, la plus importante, compte que 8 000 à 10 000 habitants, la plus petite, Wazang, 6 à 7 000. Mais elles ont une langue commune, alors que les petites chefferies, dont les structures sociales — en général semblables à celles des grandes chefferies, ont souvent des dialectes particuliers.

En outre, à partir du dix-neuvième siècle, la « grande » chefferie musulmane, éleveurs nomades et chasseurs d'esclaves, toutes les chefferies — sont transformées en places-fortes assiégées, d'une donc entourées, chacune, d'une

muraille défensive. Pour les Mofu, le monde des hommes est celui des esprits, des structures pyramidales, haut de la société — hommes et prince. Viennent ensuite les clans nobles, les chefs de quartier (souvent héréditaires). Et, en bas, les « gens de rien », appelés même, parfois, les « chiens », auxquels leur naissance interdira jamais de jouer un quelconque rôle politique.

Les autochtones, c'est-à-dire les descendants des premiers arrivants, ont été privés de leur pouvoir de tout, partie de leurs meilleures terres. Mais si leurs esprits — montagne protecteurs (*mbolom*) — du côté de la prémière, il ceux des envahisseurs, ils ont souvent, tout de même, conservé une importance certaine : un des deux hommes à faire du prince doit appartenir à un clan autochtone, un représentant de dernier joue obligatoirement, dans les cérémonies religieuses, le rôle indispensable, lequel nul noble, ni même le prince régnant, ne peut le remplacer.

Le prince distingue de ses « sujets » de diverses façons. Son « château » — presque toujours perché sur le plus haut piton possible, dominant ainsi l'habitat très dispersé du commun des mortels. Ce « château » est constitué de nombreuses maisons aux murs de pierres taillées, au toit très pointu de chaume : le prince, en effet, pratique la grande polygamie : autrefois, les princes avaient une trentaine ou une quarantaine d'épouses. Or chaque épouse doit avoir sa cuisine personnelle où elle vit avec ses jeunes enfants (fort nombreux le plus souvent).

Il arrivait, d'ailleurs, que la place vint à manquer sur le piton : les épouses devaient alors se contenter d'une cuisine par deux. À ces cuisines s'ajoutent la chambre du prince, l'imposante des greniers qui abrite aussi les autels des ancêtres, principes, salle d'accueil pour les visiteurs, une cour où déroulent diverses cérémonies, une porte, des couloirs, etc.

Le prince a de nombreuses terres cultivables qui sont travaillées par des corvées constituées à tour de rôle par la totalité des hommes d'un quartier de la chefferie, et par des groupes de jeunes selon leur classe d'âge.

Ces classes d'âge — une des institutions les plus originales des Mofu. Tous les quatre — dans les trois grandes chefferies, ont lieu de grandes fêtes — cours desquelles les jeunes garçons de huit à douze ans,



de Wazang : un prince d'âge à réparer d'enceinte.

de treize à dix-sept ans, puis les jeunes hommes (de dix-huit à vingt-deux ans, de vingt-trois à vingt-sept ans) célèbrent les rites qui, à l'unique de ces quatre stades, les intègrent peu à peu à la communauté. Dans ces classes d'âge, se mêlent, pour sans aucune distinction, les du prince, des nobles et des « gens de rien ».

## Maître de la pluie

Dans l'ensemble, les trois plus jeunes classes d'âge et les adultes s'acquittent du « travail » pour le prince sans rechigner. Le prince, en effet, les paie en retour. Non pas en argent ou nature (il y a parfois des distributions de bière de mil faite par les épouses du prince), mais en protection. Le prince est l'intermédiaire obligé entre ses sujets et le monde invisible. Son esprit — montagne (*mbolom*) personnel — le pas sur les esprits de la montagne des « sujets ».

Sans autorisation, nul dans la chefferie ne peut — dans les semences ou les moissons de mil, ni entreprendre la fabrication de la bière. L'imprudent qui braverait ces interdits s'exposerait à de mauvaises récoltes ou à une autre catastrophe majeure.

Le prince est l'intermédiaire

obligé entre, d'une part, le dieu et les esprits, d'autre part, les « sujets ». Mais son autorité vient, tout premier lieu, de ses pouvoirs — la pluie qu'il fait venir — qu'il arrête — le gré grâce à ses nombreuses « pierres de pluie » — l'unique redoutable à pierre de sécheresse (la « pierre » — ciel). Cette capacité de faire pleuvoir — tellement importante — les « pierres de pluie » sont le symbole et le support du pouvoir politique. « Nous avons un bon prince : il a bien plu cette année », disent les « sujets ».

En cas de pénurie de mil — la nourriture de base des Mofu — le prince distribue le grain de ses greniers à ses « sujets » dans le besoin. Mais ceux-ci doivent souvent lui rendre ultérieurement le double de la quantité « prêtée ». Pourtant, si le prince a d'énormes greniers de mil remplis grâce aux corvées, il n'en mange lui-même que très peu : sa nourriture consiste surtout en viande — mouton ou de chèvre, signe — son opulence. Le fait qu'il mil prêt doit être rendu — double — l'empêche — le prince d'être généreux et ressent comme tel. Tout visiteur — nourri et le prince distribue — nourrit — viande — bière. La générosité d'ailleurs une qualité obligatoire pour un prince mofu. Ainsi prend-il

dans son château, pour qu'ils soient élevés, les orphelins — famille —

Seul le prince peut autoriser la recherche — jugement d'un coupable, il — réserve de trancher directement certains — général — l'aide d'assesseurs choisis parmi les anciens dont le rôle n'est pas seulement figuratif. De même, il peut ordonner à ses hommes — faire ou aux — de quartier — « crier » pour dissuader les sorciers d'exercer leur maléfique pouvoir, ou pour marquer le — d'une — grandes — quadriculaires.

Le rôle que le prince doit obligatoirement jouer dans la proclamation — — conduit, il y a une dizaine d'années, à une situation cocasse. Le prêtre de la mission catholique de Duvangar « annonçait » Noël. Les anciens ayant remarqué que « pour le prince, il faut « crier » les fêtes religieuses le premier », le prince de Duvangar — qui n'est pas chrétien — a fait « crier » la « fête de l'année », huit jours d'avance sur Noël.

Avec autant d'hommes, les princes mofu ont forcément — dizaines d'enfants (120, dont 58 en bas — le prince — de Wazang qui — de 1914 à 1980) — la succession va toujours au fils aîné, même si il

anciens de son — doivent donner leur accord, même si la — fille, toujours très jolie, laquelle il — obligatoirement un — moment — au trône — qui s'appelle — l'épouse de pouvoir, lui — donné —

## A moto

La théogonie — Mofu — midale, comme la société humaine. Tout en haut — un dieu unique, grand dieu créateur, prince du ciel, sans l'accord duquel — ne peut — faire, ni les interventions — esprits — la montagne, ni celles — esprits — ancêtres. Bien entendu, l'esprit — la montagne — des ancêtres — prince sont supérieurs à — « sujets », même si l'esprit — la montagne du clan autochtone — conservé un rôle assez important que le prince ne peut négliger.

Les administrateurs — (allemands puis français) n'ont pas compris grand-chose à — mofu — moins qu'ils montraient — dans les montagnes. Depuis l'indépendance, les administrateurs camerounais ignorent — le monde — Mofu. Au point — appellent — les « Noirs ».

Il — honnête — reconnaître que, de leur côté, les Mofu ne connaissent rien du monde — Européens. Au — d'un entrecroisement, Jeanne-Françoise Vincent — par la veuve éplorée : « Tu ne peux pas comprendre. Vous, les — ne muez pas ! Au fil des années, les Mofu se sont pourtant — elle, la la — maintenant comme une véritable —

Tout — en train de changer. Autrefois, les princes mofu ne sortaient pratiquement jamais de — et encore moins de — montagnes, à la grande fureur des administrateurs, — ou noirs, résidant dans la plaine (Maroua). Depuis une trentaine d'années, il — une école religieuse dans chacune des « grandes » chefferies, plus une école laïque à Durum où les fils de princes, il — maintient comme une véritable —

## YVONNE REBEYROL

(1) Jeanne-Françoise Vincent vient de publier les résultats de ses études sur les Mofu : *Princes montagnes du Nord-Cameroun*. Deux volumes (tome I : 250 p., tome II : 170 p.) totalisant 774 pages, édité par L'Harmattan.

## Les dollars de la science

Suite ■ ■ ■ 17

Suivant le principe des vases communicants, c'est donc sur l'exploration spatiale que le bras de fer devrait se jouer. Et la NASA, dotée d'un budget global qualifié d'« extrêmement contraignant » par l'ex-administrateur M. Richard Truly, devra peut-être résoudre à supprimer deux de ses programmes scientifiques : la mission CRAFT (Comet Rendez-vous Asteroid Flyby), prévue pour la fin des années 90, et la mission Gravity Probe B, qui — proposait de vérifier l'aide d'une sonde spatiale certains aspects de la théorie d'Einstein. « Alors même que nous commémorons le premier voyage de Christophe Colomb », sommes peut-être en train de terminer notre exploration planétaire », concluait tristement un chercheur de l'université de Purdue (Indiana), présent au congrès de l'AAAS.

L'année fiscale 1993 démarrait le 1<sup>er</sup> octobre 1992, le vote final du Congrès ne devrait pas intervenir avant septembre. Lors des multiples discussions qui le précéderont, les voix — manqueront pas pour faire accorder à la recherche militaire, — temps d'après-guerre froide, res-

tent très élevés. Un choix d'autant plus critiqué par certains que Maison Blanche prévoit d'accorder sur ce budget rien moins que 5,4 milliards de dollars au programme de défense stratégique IDS, soit une augmentation de 31 % par rapport à 1992.

« En apportant un soutien massif à la recherche militaire au cours de la dernière décennie, le gouvernement a sérieusement négligé la recherche civile. Les résultats de ces déséquilibres se retrouvent dans la balance commerciale, dans le chômage et le déclin du niveau de vie dont souffrent aujourd'hui les États-Unis », a rappelé M. George Brown, responsable à la Chambre des représentants américaine du Comité pour la science, l'espace et la technologie, dans un communiqué diffusé lors du colloque de Chicago. « Comparée à la situation qui prévalait au début des années 80, durant lesquelles 70 % du budget de la recherche étaient destinés à la défense, nous allons assurément dans la bonne direction. Mais la proportion accordée à la recherche civile reste encore largement insuffisante. »

CATHERINE VINCENT

## POINT DE VUE

## L'Europe des laboratoires existe déjà

par Paolo Fasella

L'Europe des laboratoires n'est pas seulement un objectif à atteindre. C'est déjà une réalité. La création du premier Laboratoire européen associé (LEA), récemment saluée par le *Monde* — le titre « L'Europe des labos » de *Monde* du 18 décembre 1991), est une initiative très heureuse, dont — ne peut — féliciter. Mais elle n'apparaît — dans un vide complet. — s'inscrit dans le contexte du renforcement et de la multiplication, depuis plusieurs années, des liens entre laboratoires et entreprises des différents pays européens. Dans — processus, les programmes de recherche de la Communauté européenne jouent un rôle déterminant. Une partie — activités du — LEA s'exerceront d'ailleurs dans — cadre communautaire, puisque — trois partenaires (1) sont déjà associés dans un projet du programme Science.

L'innovation — un phénomène complexe : recherche fondamentale appliquée, développement technologique, besoins économiques et sociaux interagissent et rétroagissent de multiples façons. Pour bien maîtriser, c'est sur l'ensemble de qu'il faut intervenir. Concomitamment au principe dit « de subsidiarité » consacré à Maastricht, le communautaire n'entreprend toutefois que les actions qui ne peuvent être mieux exécutées — un — niveau — c'est-à-dire au niveau national.

La matière de recherche, le potentiel au niveau d'excellence étant — plus — réparti — plusieurs pays, la stratégie que privilégie la Communauté européenne est donc — de la mise en réseaux. Ainsi, les — à venir, sera lancé un grand programme intitulé « Capi-

tal humain et mobilité ». Son objectif essentiel : promouvoir la mobilité des chercheurs européens au niveau post-doctoral. À cette fin, — un système de bourses sera mis — pied. Le programme prévoit aussi la création de nombreux réseaux de recherche, qui impliqueront généralement cinq laboratoires d'au moins trois pays différents.

Dans ce domaine d'intérêt industriel majeur qu'est la biotechnologie, les programmes communautaires — donné lieu à la mise en — d'un concept particulièrement proche, par — esprit, de celui — LEA : — laboratoires européens sans — Ce — le temps — mises en place pour un objectif scientifique particulier, qui — cadres — échanges — données, de personnel et de matériel. Entreprises leur —

L'un de — réseaux, regroupant vingt-huit laboratoires différents placés sous la responsabilité du CNRS de Gif-sur-Yvette, a ainsi — créé pour étudier — les signaux de contrôle de la croissance et de la différenciation — cellules végétales (division cellulaire, formation des embryons, etc.). De — un groupe de trente-cinq laboratoires, coordonné par l'université de Louvain (Belgique) s'est attelé à l'analyse — génome de la levure. Il vient d'achever la séquence intégrale de — chromosome n3. Sous les directions respectives de l'université de Munich et de l'Institut Pasteur, il s'attaque à présent au séquençage des chromosomes — 11 (le génome) — la levure compte 16 chromosomes).

Sur la scène — coopération scientifique européenne, on trouve de nombreux acteurs. Le CERN

(laboratoire européen pour la physique — particules) ou l'ESO (European southern observatory) — quels s'ajoutent bientôt l'ESRF, — européenne du rayonnement synchrotron — prennent en charge l'exploitation d'équipements lourds. Ces grandes installations, qui — permis — l'Europe de se hisser au premier niveau mondial — plusieurs disciplines, peuvent également être combinées — des réseaux — recherche. Un exemple : la fusion nucléaire, thème de recherche — lequel le — par la Communauté repose à — sur le — du Joint European Torus (2) et sur — activités d'une série de laboratoires associés.

Entre l'action — différents organismes européens — toujours un risque de double emploi. Pour le réduire, il faut veiller à optimiser l'utilisation globale — moyens, à privilégier les complémentarités — possibilités de synergie. Par exemple — le programme Eureka et les programmes communautaires, mais — ces derniers — l'action d'autres organisations. Le — jet — de forage dans les glaces du Groenland — ainsi conduit — la double responsabilité — la Communauté — de la Fondation européenne — la science. Le même, le développement de — — données — les séquences — protéines, mené par le Laboratoire européen de biologie moléculaire de Heidelberg (EMBL), s'opère — le cadre du programme communautaire de — technologie.

A mesure qu'elles — multiplient, ces initiatives entraînent une évolution incontestable — mentalités. La coopération — — des autres — européens s'impose aujourd'hui naturellement à l'esprit

des chercheurs. Conformément au — de M. Kourilsky, directeur général du CNRS, les organismes nationaux de recherche sont entraînés dans la — — association — d'autres organismes français de recherche (INSERM, ORSTOM, IFREMER, etc.), le — ainsi mis en place à Bruxelles une antenne — la « Club — organismes — recherche et — (CLORA).

Les cinq conseils de recherche britanniques, le CSIC espagnol, la DFG allemande et le Max Planck Gesellschaft ont fait — même. Entre les représentants de toutes ces institutions s'est — un dialogue permanent. Leur objet premier, ce sont les — communautaires — recherche. Mais il — s'agit là que d'un point de départ, qui — le renforcement de la coordination — activités — organismes nationaux. Rapprochement que la Commission observe avec beaucoup de satisfaction, car il constitue un objectif explicite de la politique — de —

(1) Ce premier LEA, — à l'astrophysique, réunit les — de l'Institut d'astrophysique de Paris (CNRS), de l'Institut d'astronomie de Cambridge (Grande-Bretagne) et de Sterrewacht de Leiden (Pays-Bas).

(2) Ces travaux sont menés à Culham (Grande-Bretagne) et visent à franchir une — la maîtrise — la fusion nucléaire (le — du 12 novembre 1991).

► Directeur général de — science, de la recherche — du développement — la Commission des Communautés européennes.

L'HERMÈS Editeur Tel. (1) 46 34 07 70  
METHODE DE REVISION : 73 72 45 50  
■ Techniques du commerce international  
D. NICOLLE 3ème éd. 1991  
■ Etudes de — de Comptabilité  
N. JOURNO 1ère éd. 1991  
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS



## BILLET

### L'impôt européen

En lançant il y a une semaine dernière l'idée d'un impôt européen, M. Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, n'a sûrement pas cherché à se rendre populaire. La réaction française aura probablement d'exaspération à l'idée qu'un nouvel impôt serait probablement nécessaire à l'avenir pour financer l'Europe. Maastricht, notamment, les dépenses de « cohésion » qu'elle prévoit en faveur de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal, de l'Irlande, puis bientôt des cinq nouveaux Länder allemands. Etait-il bien raison de présenter du fait de la Commission européenne ne sont que des évaluations. On ne peut pas la faire reprocher à la Communauté européenne de fonctionner de façon trop technocratique et s'inquiéter de voir des chiffres rendus publics sans être compris. De même, il est normal que M. Bérégovoy ait exprimé des inquiétudes sur les dépenses européennes à partir du moment où celles-ci augmentent et où ne sont pas l'objet d'un processus véritablement démocratique. Ce sont toujours les Parlements nationaux qui doivent l'impôt, alors même que les dépenses européennes progressent au Parlement de Strasbourg, comme on l'a vu pour l'environnement. Combien de contribuables français savent-ils que, sur 1 100 milliards de francs d'impôts prélevés par l'État, 100 milliards vont à l'Europe, prélevés sur les recettes de TVA, sur les droits de douane, sur les contributions agricoles et sur une contribution calculée en fonction de la richesse nationale ?

La ministre de l'économie et des finances a donc raison de nous le dire : le plat. L'ennui est qu'il risque de fournir des arguments à ceux qui, notamment en Europe, ne sont pas convaincus. A un moment où l'activité économique stagne, où le chômage augmente, l'idée d'Europe et des dépenses qu'elle entraîne n'ont pas bonne presse. M. Bérégovoy a voulu freiner la montée des dépenses européennes en amenant M. Dailly à se prononcer. Ce faisant, le ministre de l'économie et des finances a pris des risques. Pour lui, c'est une question de vie ou de mort pour l'Europe.

ALAIN VERNHOLLES

### Un projet de loi sur la transmission de la propriété

## Naissance de la fiducie

Le droit français de la propriété adopte des mécanismes qui lui étaient jusqu'à aujourd'hui étrangers. Il n'a pas fallu moins de 100 ans de navettes entre le ministère de la justice, celui des finances et le Conseil d'État pour mettre au point le projet de loi sur la fiducie qui sera présenté mercredi 19 février en conseil des ministres et, en principe, au Parlement lors de la session de printemps. Il était temps, notamment pour ceux qui entreprennent ou particuliers aillent chercher ailleurs des mécanismes juridiques qu'ils ne trouvent pas en France.

La fiducie n'intéresse pas uniquement les directeurs juridiques des multinationales. Sous ce terme barbare et peu explicite se cache un aménagement du droit de la propriété. Un moyen de transférer pour un temps la propriété d'un bien déterminé dans des conditions déterminées au patrimoine. Si de nombreux héritiers se disputent la succession de votre entreprise, la fiducie peut exister, si vous voulez assurer l'avenir de votre enfant handicapé après sa mort ou si vous voulez protéger une partie de votre patrimoine d'une éventuelle faillite de votre commerce, la fiducie est pour vous. Elle ne coûte que 3 000 francs de droits d'enregistrement.

### Neutre sur le plan fiscal

La fiducie définitivement un contrat par lequel une personne physique ou morale – le constituant – transfère tout ou partie de ses biens à une autre personne – le fiduciaire. Ce fiduciaire, le personnage central du mécanisme, a pour mission de gérer les biens dans un cadre et pour un temps déterminés par le constituant. Il constitue la « confiance » au latin : « fides », signifie la confiance (« fides » en anglais). Au moment du contrat, le fiduciaire transfère les biens à un ou plusieurs bénéficiaires. Le constituant n'est pas concerné au moment où la fiducie est créée. Il n'est pas désigné à ce moment-là.

et peut ensuite fort bien le refuser. Ce mécanisme juridique nouveau permet de soustraire à la responsabilité des biens transférés, qui deviennent quelque chose de séparé dans le patrimoine du fiduciaire. Celle-ci ne pourra être saisie ni par les créanciers du constituant, ni par ceux du fiduciaire. Attention tout de même : les créanciers du constituant antérieurs au contrat pourront toujours saisir leur droit de suite.

On distingue deux fiducies : si le patrimoine revient au constituant, on parle de fiducie-gestion ; si le bien est transmis à un bénéficiaire, il s'agit de fiducie-transmission. Avec la fiducie-gestion, les choses sont relativement simples. Les entreprises pourront réaliser des transferts de titres ou des opérations d'investissement sur le mode de celle réalisée en janvier 1988 par Peugeot aux États-Unis. Le constructeur automobile avait confié le remboursement d'un emprunt obligataire de 1 milliard de francs à un trust créé à cet effet par une société américaine. Cette opération avait permis à Peugeot de sortir cette dette de son bilan. Quelques mois auparavant, le CCF s'était débarrassé au profit d'un trust domicilié à Jersey de deux tiers de ses créances irrécouvrables. Pour les particuliers, il sera possible de passer sur pied de mécanismes de gestion de biens pour des incapables ou pour le versement de pensions.

Pour ce qui est de la fiducie-transmission, le patrimoine ne revient pas au constituant, les choses se compliquent. Il a fallu accommoder le droit civil et le droit fiscal. Une technique qui lui est complètement étrangère. Le législateur a donc décidé tout simplement de plier la fiducie au droit civil et fiscal existant. Si la fiducie sert à déposséder des héritiers, ceux-ci pourraient la constituer en France. D'autre part, le plan fiscal, qui se propose un avantage particulier. La fiducie-transmission pourra être utilisée dans quelques cas particuliers de succession. Elle pourrait permettre, par exemple, la gestion d'une propriété immobilière familiale en évitant les problèmes d'indivision. On peut imaginer aussi la constitution par son intermédiaire d'un trust pour un conjoint survivant.

S'il s'agit bien d'une petite révolution, il s'agit d'un nouveau chapitre du code civil, le livre de la fiducie.

n'est pas pour autant assuré. C'est un mécanisme abstrait, irrévocable – une fois établi, on ne peut changer le nom du bénéficiaire, – et qui ne bénéficie pas au moindre avantage fiscal. Après les colères du ministre du budget, M. Michel Charasse, et de nombreux aller et retour entre Bercy et la chancellerie, le projet de loi définitif rend la fiducie totalement neutre sur le plan fiscal. Si une société crée une fiducie pour gérer certains actifs, elle devra acquitter l'ensemble des impôts des taxes affectant les revenus. Dans le cas d'une transmission, le bénéficiaire du contrat de fiducie est redevable de tous les impôts. Les spécialistes de la transmission du patrimoine qui réclamaient la réforme de la loi sur la fiducie ont crié pour faire leur deuil : les donations par anticipation, les biens transmis sortent définitivement du patrimoine du constituant. Si le bénéficiaire n'est pas désigné au moment de la création du contrat de fiducie, le constituant doit acquiescer les droits de succession à la signature de la loi.

### Pas d'anonymat

Pour les inconditionnels de la fiducie, ce projet de loi est une étape. Il faut d'abord éviter la multiplication de montages à base de trusts domiciliés à l'étranger. En Europe, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Luxembourg et la Suisse disposent déjà de législations de ce type. La France s'apprête à ratifier la convention de La Haye, signée en 1985, qui lui fait obligation d'autoriser la gestion de biens, d'entreprises ou de patrimoine à partir de trusts créés hors des frontières. Une fois cet objectif atteint, la fiducie de la fiducie pourra peut-être, un jour, être modifiée par une loi de finances.

En attendant, la fiducie en France sera tombée dans le piège de l'anonymat, si utile aux délégués d'initiés et autres montages douteux. Il sera notamment impossible de dissimuler derrière une fiducie l'identité d'actionnaires d'une entreprise. Le fiduciaire devra déclarer le nom du constituant et, éventuellement, celui du bénéficiaire. Les fiducies des trusts domiciliés dans des paradis fiscaux comme les Caraïbes ont encore l'avenir.

PHILIPPE LESER

### Les difficultés de la politique libérale du président Fujimori

## Le directeur général du FMI encourage les autorités du Pérou à la persévérance

Depuis deux mois, les mesures d'austérité exigées par le Fonds monétaire international (FMI) et adoptées par le gouvernement péruvien sont remises en question par le Parlement, qui reflète les inquiétudes d'une population en proie à la misère. M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, venu encourager les autorités à la persévérance.

LIMA

de notre correspondante

Après dix-huit mois d'ajustement structurel draconien dicté par le Fonds monétaire international (FMI), le Pérou, aidé par le coût de la politique économique ultra-libérale, ne va-t-il pas dévaliser le pays ?

Cette question a été posée lors d'un séminaire de quarante-huit heures effectué par M. Michel Camdessus à Lima. Se voulant rassurant, le directeur du FMI a déclaré à ses multiples interlocuteurs : « Vous êtes sur la bonne voie. Il y a de l'espoir (l'hyperinflation mensuelle a été ramenée de 100 % à 3,5 % en janvier 1992). Mais il faut continuer... ». Il a ajouté avec fermeté : « La pauvreté peut être éliminée si chacun s'efforce de lutter contre la misère et le terrorisme, et apporte des contributions qui permettent la modernisation de l'infrastructure du pays. Mais il n'est pas possible que le reste du monde se mobilise pour le Pérou si les Péruviens créent eux-mêmes la misère. » En clair, M. Camdessus attend du Pérou que les entreprises privées passent au moins de 8 % du PIB (produit intérieur brut) en 1991 à 16 % en 1993 pour que le déficit budgétaire soit épongé et que le processus de privatisation des entreprises publiques soit achevé.

La visite de M. Camdessus est plus une visite d'inspection que

C'est ainsi que, dernièrement, le Parlement a déclaré en état d'urgence – pour la première fois – le régime agraire. « C'est une loi inacceptable car elle revient à annuler la politique du régime », a commenté immédiatement le président Alberto Fujimori.

Un autre front s'est ouvert au moment de l'excursion de M. Camdessus à Lima. Le ministre de l'énergie et des mines, M. Jaime Yoshiyama, parti-pourant la politique néolibérale, a demandé une réévaluation du dollar pour sauver son salaire de la chute, car le parité du dollar est maintenue artificiellement à la parité du flux de la cocaïne, ce qui fait que les capitaux étrangers attirés par les banques sont extrêmement élevés.

« Je sais que la situation sociale est dramatique », a reconnu M. Camdessus. Et je le déplore. Mais je dois ajouter que les souffrances de la population ne sont pas la conséquence des politiques adoptées, mais une séquelle des anciennes politiques erronées. » Il a insisté sur le fait que la population ne doit pas subir de sacrifices à la popu-

### Pour lutter contre l'inflation

## La Bundesbank va poursuivre une stricte politique monétaire

Dans le rapport mensuel publié mardi 17 février, la Bundesbank souligne la persistance de tensions inflationnistes qui pèsent sur l'économie allemande. Elles ont, selon l'institut d'émission de Francfort, trois origines : des hausses de salaires trop importantes, un déficit des finances publiques excessif, une augmentation trop rapide de la masse monétaire.

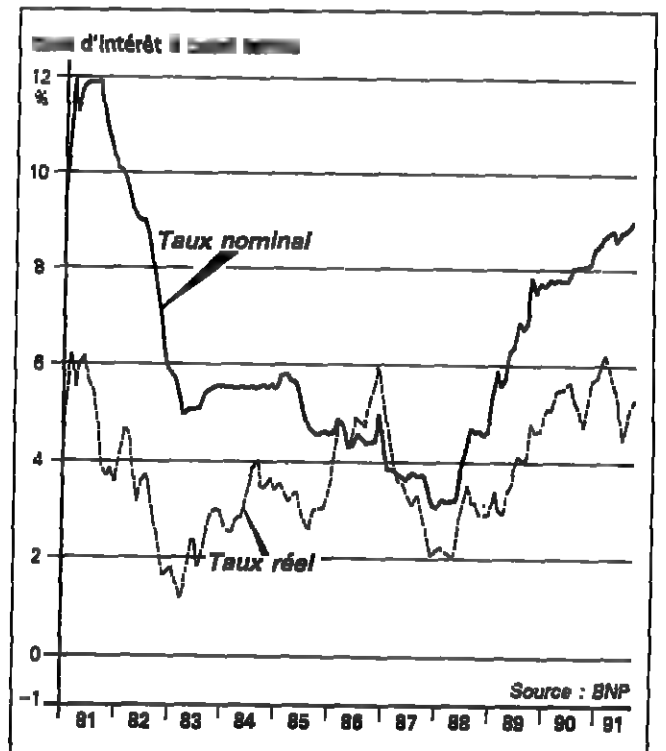
L'objectif prioritaire de la Bundesbank est de lutter contre l'inflation, qui rend impossible une baisse de l'intérêt à court terme. Elle ne pourra donc pas baisser le taux de l'immédiate, malgré le ralentissement très net de la croissance économique en Allemagne. Le PNB (produit national brut) ayant même baissé dans la partie même de 0,5 % au troisième trimestre, puis de 0,4 % au quatrième trimestre, la Bundesbank souligne

que la baisse de l'activité, plus que la baisse des matières premières, n'ont été suffisantes pour freiner l'inflation.

La hausse des coûts de la main-d'œuvre, les augmentations des salaires obtenues par la sidérurgie inquiètent la Bundesbank, qui demande que les prochains accords soient conclus sur des bases plus modérées : des revendications de 10 % font courir l'économie allemande à des risques considérables, seulement pour l'évolution des prix également pour la croissance de l'emploi. Avertissement qui vaut pour les nouveaux Länder.

Pour les mêmes raisons, la Bundesbank critique la politique budgétaire du gouvernement, les déficits risquant de s'accroître l'année.

### Ni hausse ni baisse



Pas de baisse des taux d'intérêt en vue en Allemagne et sans doute pas de hausse : telle est l'une des conclusions contenues dans le rapport mensuel de la Bundesbank. Les tensions inflationnistes persistant, la Bundesbank estime nécessaire de poursuivre une politique monétaire restrictive.

### Les états généraux de l'emploi

Tout au long du mois de février, M. Martine Aubry, ministre du travail, a reçu les partenaires sociaux en série de consultations qui ont abouti le 17 février à la CGT et s'achèvera le 21 février avec la CNPF. Le ministre du travail donne ainsi suite à l'accord de principe du premier ministre, M. Edith Cresson, qui avait accepté le 3 février l'idée d'états généraux de l'emploi, lancée

par la CFDT le 12 septembre 1991. A l'issue de ces discussions, le gouvernement déterminera la forme du calendrier de la manifestation, qui pourrait avoir lieu au printemps. La FEN, la CFTC et la CGC s'étaient associés à la CFDT pour adresser une demande au premier ministre. FO et la CGT ont lancé une initiative que la CNPF a accueillie avec enthousiasme.

### M. Jean-Louis Bianco conteste l'accord entre l'assurance-maladie et la CSMF

Comme prévu (le Monde du 18 février), M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, a exprimé, dans une lettre adressée lundi au président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, M. Jean-Claude Mallet, les réserves du gouvernement sur un éventuel accord pour la maîtrise des dépenses de santé. Accueillies avec satisfaction par la Confédération des syndicats médicaux français, les propositions jugées « inacceptables » par les pouvoirs publics, qui ont qualifié l'effet « régulateur ».

Ce texte devrait pourtant être adopté, le 18 février, par le conseil de la CCG, au soutien du CNPF. En revanche, la CFDT, la Fédération nationale des médecins français demandent des négociations de « résultat », considèrent que M. Mallet a « outrepassé » le mandat de ses administrateurs.

**CONGRÈS INTERNATIONAL**

**Cancer, SIDA Société**  
Intégrer science, pratique médicale et politique de santé

**du 23 au 25 mars 1992**  
**UNESCO - PARIS**

Inauguré par  
**M. François MITTERRAND**

Cancer-sida : les leçons de l'histoire. Les nouvelles tensions de la politique de santé. Pour une approche globale de la santé.

Avec le patronage de la CCE, de l'OMS, de l'UNESCO

clôturé par  
**M. Jacques CHIRAC**

Pour s'inscrire : Tél. (1) 45 88 15 15  
Fax. (1) 45 88 50 72

**Enrichissez-vous avec le déjasser.**

Un entraînement à la **DIRECTION GÉNÉRALE** conçu et animé par des dirigeants et experts reconnus.

**CPA PARIS.**

Programme annuel de perfectionnement permettant une activité professionnelle ininterrompue. Deux formules au choix : deux jours ou début de semaine ou fin de semaine.

Prochaine session : Décembre 92. Inscriptions en cours.

Catherine JACOB vous renseignera au (1) 47.54.65.84

**CPA**  
CENTRE DE PERFECTIONNEMENT AUX AFFAIRES  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



## ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

Selon le bilan 1991 de l'ANVAR

## Les entreprises maintiennent leurs efforts d'innovation

L'effort en faveur de l'innovation dans les petites entreprises françaises est resté fort en 1991, malgré un contexte économique difficile. M. Henri Guillaume, président-directeur général de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR), dresse le bilan de l'activité de l'agence pour l'année écoulée. Le montant total des aides à l'innovation accordées par l'ANVAR, toutefois resté quasiment stable en francs constants, atteignant 1,430 milliard de francs en 1991, en progression de 2,5 % l'année précédente.

Contrairement à une idée répandue, ce ne sont pas les secteurs de haute technologie qui ont monopolisé l'essentiel des

aides. Au contraire, 60 % des dossiers relèvent de secteurs traditionnels. La conjoncture n'a pas non plus ralenti l'enthousiasme des créateurs d'entreprise : 37 % des interventions de l'agence leur ont été destinées. Autre constatation : il semble que les petites entreprises commencent réellement à intégrer la dimension internationale dans leur projet d'innovation : 10 % des aides à service de l'innovation (c'est-à-dire des aides attribuées pour la réalisation d'études de marché par exemple) concernent des projets tournés vers l'exportation. Enfin, les petites entreprises font de plus en plus appel au partenariat avec des laboratoires de recherche ou avec d'autres entreprises.

De nombreux projets présents dans le bilan de l'ANVAR devraient être concrétisés en 1992. Le budget de l'agence, ainsi qu'il ressort de son bilan, a progressé sensiblement (+ 9 %). Cette année devrait en voir la naissance de la société de courtage de technologie destinée à transférer l'industrie les travaux de recherche effectués dans les laboratoires publics. Un réseau des agences européennes de l'innovation devrait être mis sur pied. Enfin, à partir du 22 mai prochain, la France assurera la présidence de la recherche européenne Euréka, mais on sait qu'il fonctionne en étroite synergie avec l'ANVAR depuis bientôt trois ans.

## La Caisse des dépôts financera les PME

Suite de la première

La Caisse des dépôts va apporter au CEPME 500 millions de francs de capitaux frais, devenant ainsi son actionnaire numéro un avec 38 % du capital. M. Lion a hâte de souligner : « Nous sommes très ambitieux, nous n'avons aucune envie d'être partenaire dormant et voulons devenir un actionnaire de référence, vigilant et exigeant : nous ne voulons pas payer idiots ! »

Cette augmentation de capital en vue de la négociation à l'objectif de renforcer la structure financière de la Caisse des dépôts, d'apporter un soutien particulier à ses interventions en fonds propres, notamment à travers ses filiales d'investissement Avenir-entreprise et Avenir-tourisme, en y ajoutant un rapprochement de son réseau avec celui des caisses d'épargne, sous réserve de l'accord de ses dernières. En outre, la caisse renforcera ses activités de capital-investissement exercées déjà, soit directement (via CDC-participations, avec 350 millions de francs placés dans cent PME), soit indirectement (avec 380 millions de francs engagés dans trente-deux fonds d'investissement).

## L'insuffisance des transactions

Enfin, la caisse, déjà premier intervenant en fonds propres (220 millions de francs) dans les sociétés de développement régional et les structures régionales et locales de capital-investissement, augmentera son apport en les incitant à devenir plus entrepreneuriales.

Pour sa contribution au renforcement des fonds propres des entreprises ayant accès au marché boursier, la caisse, à l'absence de

fonds de pensions en France qui puissent investir comme les fonds américains (de 50 à 60 % de leurs actifs), va augmenter ses placements dans ce genre de titres, déjà portés de 2,6 milliards de francs par an en 1987 à 6 milliards de francs en 1991 dans la section générale et qui devraient, si les conditions boursières le permettent, atteindre 11 milliards de francs en 1993. Mais, le portefeuille des fonds d'épargne devrait fortement progresser.

## Résultats stables en 1991

Plus généralement, selon M. Lion, la Caisse « une responsabilité dans le renforcement de l'intermédiation nationale et internationale sur la place de Paris ». Allusion à l'insuffisance des transactions sur cette place, pourtant dotée d'un remarquable outil de gestion, et à la très vive concurrence de la Bourse de Londres.

Quant aux retraites, étudiées par une commission créée au sein de la caisse, il faut, selon M. Lion, examiner deux grandes voies. En premier lieu, remettre en cause les régimes de répartition. La caisse est prête à apporter son expertise pour la création de réserves destinées à « lisser » dans le temps la charge financière supplémentaire liée aux déséquilibres dans l'avenir.

En second lieu, la modélisation consisterait à créer un fonds unique d'actifs (immobiliers ou industriels), géré en tunnel jusqu'à 2010 de façon à faire face à l'alourdissement des charges des régimes de retraite à cette époque.

L'ancien ministre des finances du gouvernement de cohabitation, M. Edouard Balladur, on le sait, envisage d'y affecter une partie des privatisations qu'il préconise (il faudrait, bien entendu, que l'Etat

s'abstienne dans l'intervalle de ponctionner les fonds, mais M. Chirac, ministre du budget, sur les caisses qui ont été constituées dans le passé, y compris la Caisse des dépôts).

Pour 1991, les résultats des activités de la caisse sont sans surprise : les capitaux gérés sont stables, à près de 300 milliards de francs, le résultat brut, toutefois, augmentant de 12 %, à 4,76 milliards de francs, grâce notamment à la baisse des taux à court terme, qui a réduit le coût des refinances.

Mais le résultat net sera du même ordre : l'an dernier, soit 3,45 milliards de francs environ, en raison d'une forte augmentation de la contribution volontaire versée à l'Etat (1,28 milliard de francs, contre 0,8 milliard de francs en 1990).

Le problème du financement du logement social devient de plus en plus aigu, à cause de la persistance de la diminution de la collecte sur les livrets A des caisses d'épargne : 51 milliards de francs en 1991, après 50,6 milliards de francs en 1990, le recul le plus (-21 milliards de francs) étant le fait de la Poste, dont le produit à revenu garanti (EVOLYS) a fortement concurrencé le livret A. Résultat : pour financer 8 milliards de prêts au logement social, la Caisse n'a pu disposer, sur les dépôts du livret A, que de 5,5 milliards de francs, après rémunération du réseau (11,2 milliards de francs) et 25 milliards de francs de versements à l'Etat.

Pour le solde, elle a anticipé des remboursements de prêts et, tout, « étiré », c'est-à-dire mis sur le marché boursier pour 15 milliards de francs de créances des HLM. Cela coûte cher et ne saurait durer plus que quelques hivers.

FRANÇOIS

## ETRANGER

En Afrique du Sud  
EDF a signé  
un accord  
de coopération  
avec Eskom

JOHANNESBURG

de son correspondant

Le projet fut scrupuleusement gardé. Jusqu'au dernier moment, les milieux économiques bruisaient depuis longtemps de la trêve de la France et son alter ego sud-africain, Eskom, qui, bon. Les deux sociétés n'ont qu'à se signer, lundi 17 février, l'accord de coopération négocié au cours de l'année écoulée. Il s'agit, selon M. François Ailleret, directeur général délégué d'EDF, d'un accord de partenariat entre deux entreprises chargées d'une mission de service public qui a un grand nombre de points communs.

La question, pour l'instant, d'engagements financiers. Mais les membres de la nombreuse délégation d'EDF ont insisté sur le caractère exceptionnel de la relation avec Eskom, une société qui fournit chaque année 150 milliards de kilowattheures, soit environ 10 % de l'électricité produite en Afrique du continent africain, qui emploie quelque cinquante mille personnes et réalise un chiffre d'affaires de 4 milliards de dollars. Les liens entre les deux entreprises sont solidement cimentés depuis la construction de la centrale nucléaire de Koeberg, en 1976. EDF avait largement contribué à la réalisation du projet, et les experts de la disposition de Framatome, une cellule d'ingénierie regroupant les entreprises françaises Alstom, CGE-Alstom et Spie-Batignolles.

Le projet, à Eskom, EDF a continué d'assister son partenaire sud-africain, aussi bien dans les domaines techniques que dans la formation des personnels exploitant la centrale, y compris pendant la période où la communauté internationale imposait des sanctions à l'Afrique du Sud, coupable d'apartheid. M. Ailleret a précisé que le contrat d'assistance avait été « signé avant l'application des sanctions » et n'y avait donc pas été assujéti.

L'accord de coopération ouvre un large champ allant de l'échange d'informations à l'action commune dans des pays tiers africains. Mais il concerne aussi l'électrification de l'Afrique du Sud, où les deux tiers de la population n'ont toujours pas accès au réseau électrique.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## COMMUNICATION

Future chaîne européenne d'information en continu

## Euronews choisit Lyon

Réunis lundi 17 février à Genève, les membres du conseil d'administration d'Euronews Development ont choisi Lyon pour implanter la chaîne européenne d'informations en continu. Le projet pourrait commencer à diffuser ses programmes au début de 1993, en cinq langues.

LYON

de son bureau régional

Bien sûr, à Lyon, lorsque les représentants des douze chaînes publiques qui portent aujourd'hui le projet Euronews (1) ont voté pour Lyon, ils ont voté pour une agglomération qui possède jusqu'à présent le Centre international de la presse, mais qui n'est pas le siège d'Interpol, mais qui est le siège de la future banque centrale européenne, c'est une reconnaissance de la présence à être une capitale européenne. D'autant que les prétendants étaient nombreux au départ : pas moins de quinze métropoles, dont Berlin, Barcelone, à la fin de l'année, le 30 janvier, quatre candidats avaient maintenu leur candidature : Munich (Allemagne), Charleroi (Belgique), Valence (Espagne) et Lyon. Celle-ci avait obtenu sept voix sur dix, contre six à sa rivale directe, Valence.

Le dossier de Lyon ne manquait pas d'atouts. Un réseau de communication, une région active, un environnement politique et économique favorable, un dossier présenté par France Télévision, qui avait joué un rôle fondamental dans la mise en place de services destinés à recevoir quotidiennement des heures de magazines d'informations en continu.

trente-sept chaînes de télévision de l'Union européenne de radiodiffusion (UER) pour rediffuser dix-huit heures de programmes en cinq langues (anglais, allemand, espagnol, français et italien).

Le budget de fonctionnement est chiffré à 30 millions d'euros (2), dont un peu plus de la moitié (54 %) serait prise en charge par la douzaine de chaînes publiques qui composent Euronews. Un quart des dépenses pourrait provenir des abonnements et de la publicité. Le reste serait assumé à différents niveaux : européen, d'abord, puisque le Parlement a les responsables du programme Euronews, mais aussi d'y participer, apportant, dès la première année de préfiguration, 10 millions d'euros chacun. L'Etat français, ensuite, qui, dans le cadre du logement, les primes de la DATAR, apporterait 4 millions d'euros. Les collectivités territoriales - région, département, et Communauté urbaine de Lyon - seraient sollicitées à hauteur de 1,5 million d'euros.

Les techniciens peuvent commencer à installer les paraboliques à 100 kilomètres de la Communauté urbaine de Lyon, propriétaire depuis quelques jours d'un bâtiment de 30 mètres carrés dans un parc de 7 hectares, 37 hectares, à l'ouest de la ville, et destinés à installer Euronews.

BERNARD ELIE

Le respect des quotas par les chaînes de télévision

## Le CSA tance M6 et Dorothee

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient de saisir le Conseil d'Etat au sujet des quotas de diffusion d'œuvres françaises et de programmes pour jeunes. Contrainte de diffuser en 1991 10 % d'œuvres originales d'expression française et une heure et demie d'émission musicale pour jeunes en fin d'après-midi, M6 n'aurait pas respecté ces quotas. Le CSA a donc saisi le Conseil d'Etat, qui remettra un rapport proposant le respect de ces quotas.

Le CSA a, d'autre part, saisi Dorothee, responsable du programme jeunesse du TF1 et animatrice de ses propres émissions,

pour « avoir fait part du caractère inadmissible de l'appel qu'elle a lancé à l'antenne le 1er janvier ». Dorothee avait invité les jeunes téléspectateurs à protester contre la déprogrammation de séries enfantines « faisant référence à la prétendue décision du CSA ». Le CSA affirme que les changements à la programmation du TF1 et que les quotas relèvent de la loi, laquelle ne rentrent en application le 1er avril 1992. La manifestation qui serait parvenue au CSA celle d'une classe réclamant avec son professeur la suppression de séries américaines et japonaises.

## INDICATEURS

## FRANCE

● Prix des matières premières importées : - 9 % en un an. Les prix des matières premières importées par la France exprimés en francs ont baissé de 0,8 % en un mois (janvier par rapport à décembre) et de 9 % en un an (janvier 1992 par rapport à janvier 1991). Les prix des matières premières alimentaires (denrées tropicales et oléagineux) ont baissé de 0,9 % en un mois mais augmenté de 2 % par rapport à janvier 1991. Les prix des matières premières industrielles (organiques et minérales) ont, elles, fortement baissé : de 0,8 % en un mois et de 11,6 % en un an.

● aux ménages : + 1,7 %. - L'activité des services aux ménages a progressé de 1,7 % en octobre 1991 par rapport à septembre, selon l'INSEE. Elle reste néanmoins en retrait par rapport à la moyenne du troisième trimestre (-1,9 %) et données corrigées des variations saisonnières. Pour sa part, l'activité des hôtels, cafés et restaurants a diminué en octobre 1991 au niveau moyen enregistré au cours du troisième trimestre (-3,7 % en données corrigées) tandis que l'activité du secteur des services divers marchands progresse de + 3,7 %.

## JAPON

● Production industrielle : + 2,1 % en 1991. - La production industrielle japonaise a augmenté de 2,1 % en 1991 par rapport à 1990. Ce résultat marque un net ralentissement par rapport à 1990 (+ 4,8 %) et 1989 (+ 6,2 %). En décembre, l'indice de la production industrielle avait nettement reculé par rapport à novembre (-1,3 %), mais par rapport à décembre 1990 (-1,9 %). La baisse est surtout le fait du quatrième trimestre 1991 (-1,1 % par rapport à troisième trimestre).

L'HERMÈS Editeur  
L'essentiel sur  
**ECONOMIE GENERALE**  
par Gérard DUBOUCHET  
Diffusion MÉDILIS SA ■ rue Séguier 75006 PARIS

## Thomson lance de nouveaux téléviseurs au format cinéma

Tandis qu'on voit en France les premières retransmissions publiques de télévision haute définition, le français Thomson s'apprête à étendre la télévision CinémaScope, c'est-à-dire au format 16/9 (actuellement 4/3). Après l'onéreux Space System (35 000 francs) doté d'une diagonale de 93 cm lancé en février 1990, il commercialisera en un nouvel appareil une diagonale d'écran de 111 cm à moins de 20 000 francs.

Des groupements de distribution, tels que GITEM, FNAC, Darty, en ont déjà commandé plusieurs milliers. Début novembre, Thomson mettra sur le marché un appareil encore plus petit : une diagonale de 70 cm pour moins de 12 000 francs. Inconvénient de ces téléviseurs : l'inverse du Space System, ils ne pourront jamais recevoir la haute définition quand les décodeurs HD-Mac apparaitront sur le marché. Thomson entend en effet jouer à court terme à petits prix la carte du format 16/9 au détriment d'une meilleure qualité d'image. Son argument est aussi qu'au-dessous de 93 cm de diagonale, la haute définition n'apporte plus rien au téléspectateur. Est-ce bien sûr ?

A. D.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE NATIONALE  
DES AUTOROUTES  
GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Emprunt Février 1992

2 milliards de Francs  
soit 400 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission : 1 979 F

Taux nominal : 8,70 %

Taux de rendement actuariel brut : 8,76 %

1<sup>er</sup> coupon payable le 2 Mars 1993 pour un montant de 435 F

Durée : 12 ans

Amortissement : totalité le 2 Mars 2004

Jouissance, règlement : 2 Mars 1992

Souscription auprès des Banques,  
de la Poste, des Caisses d'Épargne Boursières, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor.  
Une fiche d'information (vis C.O.B. N° 92-053 du 10/02/1992) peut être obtenue sans frais auprès de la  
CNA, 11, rue Saint-Dominique - B.P. 140-07 - 75326 PARIS Cedex 07  
et des établissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA  
pour l'alimentation du réseau national des autoroutes.



# DOSSIER

## Comment calculer vos impôts sur les revenus de 1991



Quel montant d'impôt paierons-nous cette année sur les revenus de 1991 ? La loi de finances pour 1992 publiée au « Journal officiel » daté du 30 décembre 1991 permet théoriquement à chaque contribuable de calculer son impôt, puisqu'elle contient notamment le barème de l'impôt sur le revenu (article 2-1 de cette loi). Mais ce barème (pour deux parts) est difficilement utilisable. Outre que le calcul de l'impôt nécessite la décomposition du revenu en tranches, il n'intègre pas des modifications importantes de la législation comme le plafonnement des effets du quotient familial.

Le tableau que nous présentons ci-dessous permet, lui, un calcul simple de l'impôt intégrant les effets de plafonnement du quotient familial pour les contribuables domiciliés

à métropole. En revanche, les effets de la minoration, comprise selon le cas entre 11 % et 3 %, ne sont pas intégrés dans le calcul, ni évidemment les réductions des dépenses faites pour les intérêts des emprunts logement.

les assurances-vie... De même, la décade dont peuvent bénéficier tous les contribuables aux revenus modestes doit être calculée distinctement. Les chiffres de revenus indiqués qui permettent le calcul de l'impôt sont des revenus imposables, c'est-à-dire après déduction des 10 % et 20 % auxquels vous avez droit (plus les déductions spéciales pour certaines professions) et après arrondissement à la dizaine de francs inférieure. Si vous avez plus de huit parts si vous êtes domicilié(e) dans les DOM, une autre formule vous permet de calculer votre impôt. Mais cette formule ne tient pas compte du plafonnement du quotient familial (nous vous donnons les moyens d'en tenir compte dans un deuxième temps).

**BARÈME POUR CALCULER VOTRE IMPÔT :** recherchez dans la colonne qui correspond à votre nombre de parts et à votre situation le montant de votre revenu imposable et appliquez alors les opérations indiquées dans la colonne gauche.

Vous avez	1 part	1,5 part	2 parts	2,5 parts	3 parts	3,5 parts	4 parts	4,5 parts	5 parts	5,5 parts	6 parts	6,5 parts	7 parts	7,5 parts	8 parts	Exemple :
<b>I. • VOUS ÊTES MARIÉ(E)</b>																Exemple : • Vous êtes marié(e), 1 part, revenu imposable de 320 000 F : votre impôt est égal à : (320 000 F x 38,4 %) - 51 534 F = 71 346 F (tableau I). • Vous êtes marié(e), 1 part, revenu imposable de 320 000 F : votre impôt est égal à : (320 000 F x 43,2 %) - 23 770 F = 146 470 F (tableau II). • Vous êtes marié(e), 1 part, revenu imposable de 320 000 F : votre impôt est égal à : (320 000 F x 38,4 %) - 51 534 F = 71 346 F (tableau I).
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	19 530	29 290	39 050	48 810	58 570	68 330	78 090	87 850	97 610	107 370	117 130	126 890	136 650	146 410	156 170	165 930
- Multipliez R par 1 % et déduisez	195	292	390	488	585	683	780	878	976	1073	1171	1268	1366	1464	1561	1659
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	19 335	28 998	38 660	48 322	57 985	67 647	77 309	86 971	96 633	106 295	115 957	125 619	135 281	144 943	154 605	164 267
- Multipliez R par 9,6 % et déduisez	1 854	2 792	3 729	4 667	5 604	6 542	7 479	8 417	9 354	10 292	11 229	12 167	13 104	14 042	14 979	15 917
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	17 481	26 206	34 931	43 656	52 381	61 106	69 831	78 556	87 281	96 006	104 731	113 456	122 181	130 906	139 631	148 348
- Multipliez R par 14,4 % et déduisez	2 602	4 190	5 588	6 986	8 384	9 782	11 180	12 578	13 976	15 374	16 772	18 170	19 568	20 966	22 364	23 762
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	14 879	22 016	29 343	36 670	44 000	51 327	58 654	65 981	73 308	80 635	87 962	95 289	102 616	109 943	117 270	124 582
- Multipliez R par 19,2 % et déduisez	3 546	5 564	7 582	9 600	11 618	13 636	15 654	17 672	19 690	21 708	23 726	25 744	27 762	29 780	31 798	33 816
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11 333	16 452	21 761	27 070	32 379	37 688	42 997	48 306	53 615	58 924	64 233	69 542	74 851	80 160	85 469	90 778
- Multipliez R par 24 % et déduisez	3 500	5 250	7 000	8 750	10 500	12 250	14 000	15 750	17 500	19 250	21 000	22 750	24 500	26 250	28 000	29 750
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	7 833	11 202	14 761	18 320	21 879	25 438	29 000	32 559	36 118	39 677	43 236	46 795	50 354	53 913	57 472	61 031
- Multipliez R par 28,8 % et déduisez	5 400	8 100	10 800	13 500	16 200	18 900	21 600	24 300	27 000	29 700	32 400	35 100	37 800	40 500	43 200	45 900
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	2 433	3 602	4 771	5 940	7 109	8 278	9 447	10 616	11 785	12 954	14 123	15 292	16 461	17 630	18 799	19 968
- Multipliez R par 33,6 % et déduisez	6 300	9 450	12 600	15 750	18 900	22 050	25 200	28 350	31 500	34 650	37 800	40 950	44 100	47 250	50 400	53 550
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 533	2 292	3 051	3 810	4 569	5 328	6 087	6 846	7 605	8 364	9 123	9 882	10 641	11 400	12 159	12 918
- Multipliez R par 43,2 % et déduisez	840	1 260	1 680	2 100	2 520	2 940	3 360	3 780	4 200	4 620	5 040	5 460	5 880	6 300	6 720	7 140
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	693	1 032	1 371	1 710	2 049	2 388	2 727	3 066	3 405	3 744	4 083	4 422	4 761	5 100	5 439	5 778
- Multipliez R par 52,8 % et déduisez	1 020	1 530	2 040	2 550	3 060	3 570	4 080	4 590	5 100	5 610	6 120	6 630	7 140	7 650	8 160	8 670
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	573	861	1 149	1 437	1 725	2 013	2 301	2 589	2 877	3 165	3 453	3 741	4 029	4 317	4 605	4 893
- Multipliez R par 57,6 % et déduisez	1 120	1 680	2 240	2 800	3 360	3 920	4 480	5 040	5 600	6 160	6 720	7 280	7 840	8 400	8 960	9 520
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	453	682	911	1 140	1 369	1 598	1 827	2 056	2 285	2 514	2 743	2 972	3 201	3 430	3 659	3 888
- Multipliez R par 62,4 % et déduisez	1 210	1 815	2 420	3 025	3 630	4 235	4 840	5 445	6 050	6 655	7 260	7 865	8 470	9 075	9 680	10 285
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	273	402	531	660	789	918	1 047	1 176	1 305	1 434	1 563	1 692	1 821	1 950	2 079	2 208
- Multipliez R par 67,2 % et déduisez	1 310	1 965	2 620	3 275	3 930	4 585	5 240	5 895	6 550	7 205	7 860	8 515	9 170	9 825	10 480	11 135
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	173	252	331	410	489	568	647	726	805	884	963	1 042	1 121	1 200	1 279	1 358
- Multipliez R par 72 % et déduisez	1 400	2 100	2 800	3 500	4 200	4 900	5 600	6 300	7 000	7 700	8 400	9 100	9 800	10 500	11 200	11 900
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	253	372	491	610	729	848	967	1 086	1 205	1 324	1 443	1 562	1 681	1 800	1 919	2 038
- Multipliez R par 76,8 % et déduisez	1 480	2 220	2 960	3 700	4 440	5 180	5 920	6 660	7 400	8 140	8 880	9 620	10 360	11 100	11 840	12 580
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	343	512	681	850	1 019	1 188	1 357	1 526	1 695	1 864	2 033	2 202	2 371	2 540	2 709	2 878
- Multipliez R par 81,6 % et déduisez	1 560	2 340	3 120	3 900	4 680	5 460	6 240	7 020	7 800	8 580	9 360	10 140	10 920	11 700	12 480	13 260
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	413	592	771	950	1 129	1 308	1 487	1 666	1 845	2 024	2 203	2 382	2 561	2 740	2 919	3 098
- Multipliez R par 86,4 % et déduisez	1 640	2 460	3 280	4 100	4 920	5 740	6 560	7 380	8 200	9 020	9 840	10 660	11 480	12 300	13 120	13 940
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	513	752	991	1 230	1 469	1 708	1 947	2 186	2 425	2 664	2 903	3 142	3 381	3 620	3 859	4 098
- Multipliez R par 91,2 % et déduisez	1 800	2 700	3 600	4 500	5 400	6 300	7 200	8 100	9 000	9 900	10 800	11 700	12 600	13 500	14 400	15 300
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	653	942	1 231	1 520	1 809	2 098	2 387	2 676	2 965	3 254	3 543	3 832	4 121	4 410	4 699	4 988
- Multipliez R par 96 % et déduisez	2 040	3 060	4 080	5 100	6 120	7 140	8 160	9 180	10 200	11 220	12 240	13 260	14 280	15 300	16 320	17 340
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 113	1 632	2 151	2 650	3 149	3 648	4 147	4 646	5 145	5 644	6 143	6 642	7 141	7 640	8 139	8 638
- Multipliez R par 100,8 % et déduisez	2 120	3 180	4 240	5 300	6 360	7 420	8 480	9 540	10 600	11 660	12 720	13 780	14 840	15 900	16 960	18 020
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 173	1 722	2 271	2 750	3 229	3 708	4 187	4 666	5 145	5 624	6 103	6 582	7 061	7 540	8 019	8 498
- Multipliez R par 105,6 % et déduisez	2 200	3 300	4 400	5 500	6 600	7 700	8 800	9 900	11 000	12 100	13 200	14 300	15 400	16 500	17 600	18 700
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 253	1 842	2 431	2 970	3 509	4 048	4 587	5 126	5 665	6 204	6 743	7 282	7 821	8 360	8 899	9 438
- Multipliez R par 110,4 % et déduisez	2 280	3 420	4 560	5 700	6 840	7 980	9 120	10 260	11 400	12 540	13 680	14 820	15 960	17 100	18 240	19 380
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 313	1 942	2 571	3 150	3 729	4 308	4 887	5 466	6 045	6 624	7 203	7 782	8 361	8 940	9 519	10 098
- Multipliez R par 115,2 % et déduisez	2 360	3 540	4 720	5 900	7 080	8 260	9 440	10 620	11 800	12 980	14 160	15 340	16 520	17 700	18 880	20 060
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 373	2 022	2 671	3 250	3 829	4 408	4 987	5 566	6 145	6 724	7 303	7 882	8 461	9 040	9 619	10 198
- Multipliez R par 120 % et déduisez	2 400	3 600	4 800	6 000	7 200	8 400	9 600	10 800	12 000	13 200	14 400	15 600	16 800	18 000	19 200	20 400
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 403	2 072	2 741	3 350	3 959	4 568	5 177	5 786	6 395	7 004	7 613	8 222	8 831	9 440	10 049	10 658
- Multipliez R par 124,8 % et déduisez	2 480	3 720	4 960	6 200	7 440	8 680	9 920	11 160	12 400	13 640	14 880	16 120	17 360	18 600	19 840	21 080
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 453	2 142	2 831	3 450	4 069	4 688	5 307	5 926	6 545	7 164	7 783	8 402	9 021	9 640	10 259	10 878
- Multipliez R par 129,6 % et déduisez	2 560	3 840	5 120	6 400	7 680	8 960	10 240	11 520	12 800	14 080	15 360	16 640	17 920	19 200	20 480	21 760
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 513	2 202	2 891	3 510	4 129	4 748	5 367	5 986	6 605	7 224	7 843	8 462	9 081	9 700	10 319	10 938
- Multipliez R par 134,4 % et déduisez	2 640	3 960	5 280	6 600	7 920	9 240	10 560	11 880	13 200	14 520	15 840	17 160	18 480	19 800	21 120	22 440
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 573	2 282	2 971	3 590	4 209	4 828	5 447	6 066	6 685	7 304	7 923	8 542	9 161	9 780	10 399	11 018
- Multipliez R par 139,2 % et déduisez	2 720	4 080	5 440	6 800	8 160	9 520	10 880	12 240	13 600	14 960	16 320	17 680	19 040	20 400	21 760	23 120
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 633	2 342	3 031	3 650	4 269	4 888	5 507	6 126	6 745	7 364	7 983	8 602	9 221	9 840	10 459	11 078
- Multipliez R par 144 % et déduisez	2 800	4 200	5 600	7 000	8 400	9 800	11 200	12 600	14 000	15 400	16 800	18 200	19 600	21 000	22 400	23 800
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 693	2 402	3 091	3 710	4 329	4 948	5 567	6 186	6 805	7 424	8 043	8 662	9 281	9 900	10 519	11 138
- Multipliez R par 148,8 % et déduisez	2 880	4 320	5 760	7 200	8 640	10 080	11 520	12 960	14 400	15 840	17 280	18 720	20 160	21 600	23 040	24 480
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 753	2 462	3 151	3 770	4 389	5 008	5 627	6 246	6 865	7 484	8 103	8 722	9 341	9 960	10 579	11 198
- Multipliez R par 153,6 % et déduisez	2 960	4 440	5 920	7 400	8 880	10 360	11 840	13 320	14 800							



## VIE DES ENTREPRISES

Forte baisse des résultats du groupe

## La restructuration de la British Petroleum s'avère insuffisante

Rude réveil pour la British Petroleum. Il y a deux ans, le président, M. Robert Horton, promettait de transformer la vénérable maison d'un faire « une compagnie pétrolière ayant le plus de succès au monde ». Le pari était ambitieux. Il n'a pas été tenu. En fait de succès, la BP collectionne les contre-performances, en particulier sur le plan financier.

Rendus publics en fin de semaine dernière, les résultats du dernier trimestre 1991 de la troisième compagnie pétrolière internationale sont médiocres. Le bénéfice net a chuté de plus de 50 %, passant de 456 millions de livres (4,47 milliards de francs) un plus tôt à 72 millions. Sur l'ensemble de l'exercice (et hors effet de la dégringolade du résultat atteint 14 %, passant à 1,2 milliard de livres à 1,03 milliard.

Sanction logique de la baisse des résultats, la Bourse a chahuté le titre de la compagnie, déjà passablement malmenée par les derniers temps. Comparée à ses concurrents internationaux cotés, BP a perdu près de 20 % de sa valeur depuis la mi-1990.

Peu de chances que la situation s'améliore à court terme, a admis M. Horton, qui a incriminé les « faibles prix [du pétrole] à court terme ». Résultat, le groupe prépare un nouveau plan de réduction des coûts : son cortège de suppressions d'emplois : près de 400 sur un effectif total de 2 000, qui touchera le centre de recherche londonien du groupe. Mais, au total, selon certains analystes, la BP pourrait séparer de 10 % de ses effectifs (100 personnes). Dans le même temps, la cession de certains actifs à l'étude (la division

alimentation, pourtant rentable, se retrouve en première ligne).

Le coup particulièrement humiliant pour M. Horton ? L'équipe de jeunes têtes qui l'entourent. La « révolution culturelle » qu'ils avaient lancée en 1990, le nom de la BP « une entreprise plus flexible, capable de réagir, pour faire face aux changements et surprises... »

En fait de changement, le prochain pourrait être M. Horton lui-même. Certains actionnaires institutionnels cachent pas leur souhait : rogner les ailes de « Robert-la-Hachette », qui a conservé plus que la fonction de directeur général de la compagnie, la présidence étant confiée à un président plus souple.

J.-P. T.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## RÉSULTATS

PMU : une année de transition. — Alors qu'en 1991, le pari mutuel urbain (PMU) tablait une croissance de 4 % minimum, les effets de la guerre du Golfe, puis un ralentissement des enjeux, ont réduit la progression de son chiffre d'affaires (34,737 milliards de francs) à 2,69 %. Les prévisionnistes envisagent pour 1992 un chiffre d'affaires de l'ordre de 36 milliards, en augmentation de 3,7 %. Les effectifs, qui avaient ramené de 6 000 salariés (dont 3 000 vacataires) l'information, en 1984, à 2 259, devraient être réduits par départs volontaires ou préretraites, dans le cadre d'un plan social financé en grande partie par la caisse dite des « impayés ».

Ciments français : chiffre d'affaires en hausse. — Le chiffre d'affaires de Ciments français s'est élevé à 16,5 milliards de francs en 1991, en hausse de 6,5 % sur l'exercice précédent. En revanche, les profits du cimentier ont baissé de 59 %, s'élevant à 11 millions de francs environ.

Alcatel Alsthom accroit son chiffre d'affaires. — Alcatel Alsthom a réalisé un chiffre d'affaires provisoire hors de 159,9 milliards de francs en 1991, en hausse de 11 % sur celui de 1990 (144,1 milliards de francs). Le secteur des télécommunications a connu la plus forte hausse (109,684 milliards de francs, soit + 17,7 %), suivi de l'énergie et des

transports (25,887 milliards de francs, soit + 16,4 %), de l'ingénierie électrique (15,924 milliards de francs, soit + 4,26 %). En revanche, le secteur des accumulateurs est en baisse (3,482 milliards de francs, soit - 35 %), ainsi que les autres activités du groupe, qui totalisent 6,925 milliards de francs (- 33,6 %).

Yves Saint Laurent : hausse de 2 % du CA en 1991. — Le groupe Yves Saint Laurent a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 3,061 milliards de francs en 1991, une hausse de 2 % sur celui de 1990. Le chiffre d'affaires des parfums a augmenté de 2,8 %, à 2,502 milliards de francs et celui de la couture a reculé à 0,6 %, à 558,1 millions de francs.

27 millions de francs pour Desquenne et Giral. — C'est un bénéfice de 27 millions de francs, comparable à celui de l'année précédente, que l'entreprise de travaux publics Desquenne et Giral a réalisé en 1991. Le chiffre d'affaires, augmenté de 100 millions de francs pour s'élever à 1 350 millions de francs. Le groupe dispose d'un carnet de commandes de plus d'un milliard de francs et estime pouvoir tablir, en 1992, une progression de son chiffre d'affaires de son résultat malgré une conjoncture difficile.

## CAPITAL

TEA-France : salariés de la compagnie aérienne veulent un RES. — Les salariés de la compa-

gnie aérienne charter TEA-France, qui connaît de graves difficultés, cherchent depuis plusieurs mois un repreneur. Ils ont annoncé leur intention de procéder eux-mêmes à la reprise de leur société. Trans European Airways-France avait obtenu, la fin janvier, un ultime sursis de trois mois du tribunal de commerce de Corbeil (Essonne), quelques jours après que la décision de liquidation avait été officiellement prononcée. Pour mener à bien leur projet, les salariés de TEA-France ont constitué une société anonyme et appelé au poste de président un spécialiste des compagnies charter et des affaires aériennes dont ils n'ont pas précisé l'identité.

Paribas injecte 603 millions de francs dans la SCOA. — Lancée en décembre dernier, l'augmentation de capital « de la dernière chance » de la SCOA, portant sur 924 millions de francs, est bouclée. Mais pour arriver là, Paribas, actionnaire à 29,4 %, la SCOA, a dû verser plus de 65 % de l'opération. Du coup, Paribas possède maintenant 49,9 % du capital de la SCOA et a obtenu une dérogation auprès du CBV (Conseil des Bourses de valeurs) pour ne pas être obligé de lancer une offre publique après avoir franchi le seuil du tiers du capital. Les 924 millions de francs d'augmentation de capital vont être entièrement consacrés au démantèlement de la SCOA. L'objectif fixé par les dirigeants est de parvenir à l'équilibre au cours d'année 1992 après une perte de l'ordre de 200 millions de francs en 1991.

## VENTE

Hachette vend Kramers aux États-Unis. — Le groupe Livre Hachette vient de vendre Kramers Communication, une filiale de l'éditeur américain Grolier, propriétaire d'Hachette depuis 1988. Kramers spécialisée dans l'édition et la vente par correspondance de publications médicales, avait été rachetée en 1987 par Grolier, qui voulait se diversifier. Hachette veut aujourd'hui recentrer Grolier sur l'édition et le marketing direct d'encyclopédies et d'ouvrages de référence pour la jeunesse, aux États-Unis dans le monde. Grolier vend près de 50 millions de volumes par an et a réalisé un chiffre d'affaires de 387 millions de dollars en 1991 (2 milliards de francs). La vente de Kramers suit celle de Mystic Color Lab, filiale de développement photographique, et devrait aider Hachette à résorber son endettement.

## CONTRATS

Elf Aquitaine signe un accord pétrolier avec le Kazakhstan. — Le groupe Elf Aquitaine a signé, mardi 18 février, un accord d'exploration et de production pétrolière avec la République du Kazakhstan. Du type « partage de la production », le contrat porte sur une zone de vingt mille kilomètres carrés, située au sud-ouest de la ville d'Aktjubinsk. Opérateur unique, le groupe pétrolier français « envisage d'investir plusieurs millions de dollars » sur le site. La mise en production d'une éventuelle découverte de pétrole pourrait intervenir dès 1995. Le 18 février dernier, Elf Aquitaine avait signé un contrat identique avec la République de Russie.

## MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cibles	2871	2880	LP.B.M.	88	...
Assiut Assoc.	282	...	Loca invest.	198	...
B.A.C.	72	...	Locom.	75	...
Banque Paribas	800	...	Mara Comm.	111 90	110
Boroni (Lyon)	385	385	Motex	185	...
Boussat (Lyon)	248	...	Publi-Financière	350	350
C.A.I.-de-Paris (C.C.U.)	770	778	Razet	800	...
Cashinvest	385	...	Rhone-Alp. Eau (Lyon)	325 80	...
Cardif	793	798	Select Invest (Lyon)	85 80	85 50
CEGEF	180	...	Serbis	320	...
C.F.P.A.	270	...	S.M.T. Group	130	...
C.N.I.M.	885	...	Sopra	274 90	...
Conforam	1082	...	TFI	378 90	377
Dagblé	185	...	Thomson H. (Lyon)	325	...
Danone	380	...	Unilog	217	...
Delaunay	1125	...	Viel et Cie	185 80	...
Delaunay Worme Ca.	345	...	Y. St-Laurent Group	848	880
Develley	205	...			
Devil	205	...			
Dokso	128	...			
Edipac	185	...			
Edipac Bouffard	281	...			
Europ. Propriété	110	...			
Europ. (Lyon)	110	112			
Grand Livr.	385	...			
Gravograph	194 90	...			
Gutwin	771	...			
Kianova	84	...			
Immo. Hémisph.	1015	...			
Immo. Computer	151 10	...			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Nordional 100 % - Cotation en pourcentage du 17 février 1992  
Nombre de transactions : 73 252

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	107,26	109,14	109,12
Précédent	107,70	109,10	109,44

Options sur Nordional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 92	Juin 92	Mars 92	Juin 92
108	0,16	1,51	0,41	0,55

## CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Février			
	1991	1992	1993	1994
Dernier	1 801	1 915	1 919	1 918
Précédent	1 875	1 892	1 892	1 918

## CHANGES

Dollar : 5,55 F ↑  
Mardi 18 février, le dollar poursuivait sa progression. Les échanges interbancaires s'élevaient à 1 400 milliards de francs, contre 1 300 milliards le 17 février. Les opérateurs craignent une éventuelle intervention des banques centrales. À Paris, le billet vert a ouvert en hausse à 5,55 F contre 5,5275 F le 17 février, la cotation officielle à la veille.

FRANCFORT	17 fév.	18 fév.
Dollar (en DM)	1,6240	1,6285
Yen (en francs)	167,10	167,10
Dollar (en yen)	167,10	167,10

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	17 fév.	18 fév.
Paris (18 février)	9 116-9 118	9 118-9 120
New-York (17 février)	1 118	1 118

## BOURSES

(INSEE) 100 : 31-12-91	17 fév.	18 fév.
Valeurs françaises	107,20	107,70
Valeurs étrangères	104,30	104,30
(BSIF, base 100 : 31-12-91)		
Indice général CAC	107,20	107,70
Indice CAC 40	107,20	107,70

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert
\$ E-U	5,5275	5,5295
Yen (100)	167,10	167,10
Yen (100)	167,10	167,10
Deutschmark	3,4022	3,4022
Franc suisse	3,7783	3,7783
Livre sterling (1000)	4,5383	4,5383
Livre sterling	9,8185	9,8185
Peseta (100)	5,4297	5,4352

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS	TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	4 3/8	4 1/8	4 3/16	4 3/16
Yen (100)	5 3/8	5 1/8	5 3/16	5 3/16
Yen (100)	5 3/8	5 1/8	5 3/16	5 3/16
Deutschmark	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8
Franc suisse	9 5/8	9 5/8	9 5/8	9 5/8
Livre sterling (1000)	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8
Livre sterling	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16
Franc (100)	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués fin de matinée par la Salle des Bourses de la BNP.

Le Monde-RTL  
ENTREPRISES  
à 22h15 sur RTL

Mardi 18 février :  
M. Claude Charbonnaud  
Président de l'Union nationale  
des professions libérales.  
« Le Monde Initiatives » daté du  
19 février publie une enquête sur  
les professions libérales.

Mercredi 19 février :  
Edouard Obadia,  
directeur médical  
de TMS Assistance.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## Chiffre d'affaires consolidé de Peugeot S.A. au 31 décembre 1991

Au quatrième trimestre 1991, alors que le marché automobile en Europe reculait d'un peu plus de 6 %, Peugeot et Citroën ont amélioré leurs positions. Après les lancements de la Peugeot 106 et des versions diesel de la Citroën ZX, le groupe PSA Peugeot-Citroën a immatriculé 390 000 voitures particulières, se positionnant ainsi au rang de deuxième constructeur en Europe avec une part de 13,7 % du marché.

Le chiffre d'affaires consolidé du trimestre a ainsi atteint 41 milliards de francs, en hausse de 8,7 % sur celui du dernier trimestre de 1990.

Après le recul de 6,3 % du chiffre d'affaires constaté au 30 juin, la suite des opérations de réduction des stocks commerciaux, cette performance a permis au groupe de réaliser sur l'ensemble de l'exercice un chiffre d'affaires consolidé de 160 171 millions de francs, légèrement supérieur à celui de 1990.

(En millions de francs)	1991	1990	Variation en %
Activité automobile :			
• Branche Peugeot	91 279	93 134	- 2
• Branche Citroën	61 019	59 441	+ 2,7
• Divers	379	281	+ 34,9
Total	152 677	152 856	- 0,1
Activités mécaniques et de services	7 494	7 120	+ 5,3
Total PSA	160 171	159 976	+ 0,1

La part des ventes réalisées à l'étranger s'est accrue en passant de 53,5 % en 1990 à 53,7 % de l'ensemble en 1991. Celles-ci portent sur 213 millions de francs, soit 4,2 % de plus qu'en 1990. Elles ont été réalisées, pour les principaux pays, en Espagne pour 15 940 millions, en Grande-Bretagne pour 15 569 millions, et en Allemagne pour 14 856 millions, où elles ont crû de 41 %.

Les exportations réalisées par les sociétés françaises du groupe ont porté sur 71 157 millions de francs, un niveau quasiment identique à celui de l'année précédente.



## Cours relevés à ■ h ■

36-15

t de  
la  
t de  
cins  
tion  
ités,  
at à  
isci-  
' est  
s la  
pas  
doc-  
éné-  
vail  
' sor-  
spa-  
' me  
fes-  
i de  
de  
lent  
ton  
lent  
ité,  
lau-  
on-  
cré-  
lic.  
non  
rais  
eur  
l'a  
une  
' de-  
vus  
ma  
r à  
sait  
u'il  
ent,  
vés,  
ent

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - M : marché connu

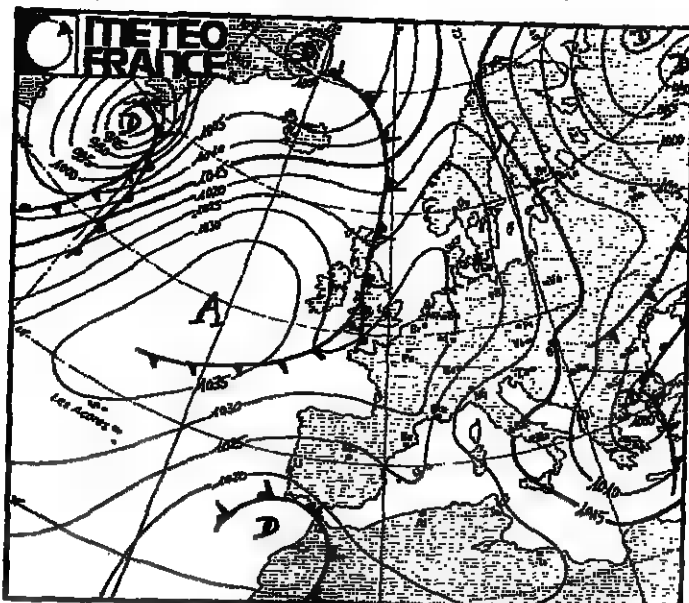




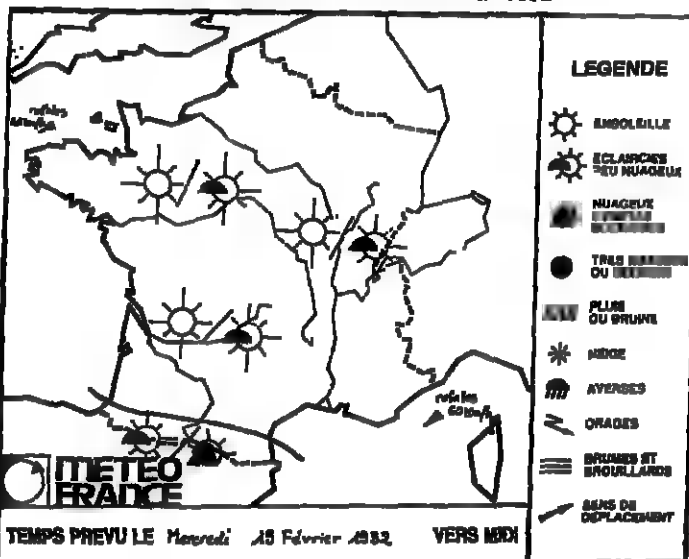


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18 FÉVRIER A 11 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 19 FÉVRIER 1992



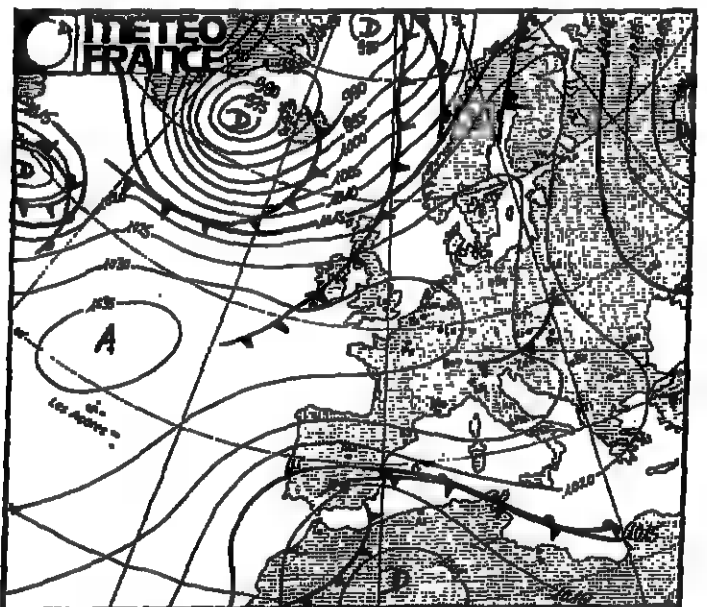
Mercredi : une belle journée d'été. La journée sera généralement ensoleillée, avec un ciel bleu parsemé de nuages. Des brumes, voire des brouillards, pourraient néanmoins persister dans les vallées au matin. Ce beau temps égarerait les régions. Quelques nuages pourraient néanmoins les frontolines nord le matin, en soirée, la situation se dégage. Des averses orageuses sont même possibles sur le sud de l'Aquitaine. Le vent, du nord-est, soufflera modérément. Les températures atteindront néanmoins des pointes de 15 à 20 degrés.

60 kilomètres/heure sur la Corse et le continent, et de 40 kilomètres/heure sur les côtes de la Manche.

C'est le sud qu'on doit attendre d'air plus continental et froid. Il gèlera pendant la nuit et le matin sur le littoral méditerranéen. Le mercure pourra descendre jusqu'à moins 11 degrés dans certaines vallées du Massif central.

Les températures resteront négatives toute la journée sur le nord-est de la France. Les maxima oscilleront de 1 degré à 5 degrés au-dessus de zéro, mais les dépassements seront rares.

PRÉVISIONS POUR LE 20 FÉVRIER 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé			
le 17-2-1992 à 18 heures TU et le 18-2-1992 à 6 heures TU			
le 18-2-92			
FRANCE			
ALGER	17	8	D
ANGERS	11	4	D
ARLES	14	5	D
BARCELONE	13	4	D
BELLEVILLE	11	4	D
BELGRADE	11	4	D
BERLIN	11	4	D
BRUXELLES	11	4	D
COPENHAGUE	11	4	D
DAKAR	28	18	D
DELHI	23	9	D
DJIBOUTI	28	18	D
GENEVE	11	4	D
HONGKONG	16	15	C
ISTANBUL	14	9	C
JERUSALEM	13	9	C
LISSABON	12	10	C
LONDRES	7	1	D
LOS ANGELES	18	12	C
LUXEMBOURG	11	4	D
MADRID	12	4	D
MARRAKECH	23	11	N
MEXICO	21	11	N
MILAN	11	4	D
MONTREAL	1	-7	C
MOSCOW	-9	-14	C
NAIROBI	-	-	-
NEW-YORK	11	3	C
OSLO	-3	-11	N
PALMA-DE-MAJORQUE	13	6	N
PARIS	10	4	N
PARIS-MONTMARTRE	10	4	N
ROME	15	6	D
SINGAPOUR	31	22	C
STOCKHOLM	-3	-7	C
TOKYO	11	4	N
TUNIS	16	6	D
VARSOVIE	-2	-8	D
VENISE	8	1	D
Vienne	4	-3	C

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi sur le support technique spécial de Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

Le Monde - Mercredi 19 février 1992 25

2 III

## IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Les fiancés du cristal

TF1 les avait promis, ses fiancés. Les derniers jours, n'avaient qu'une longue bande-annonce en temps réel. Papa Duchesnay, presque anonymes dans la foule d'Albertville, Paul, Paul et Isabelle, l'entraînement, le bus, l'hôtel, le chaillat, le rabibochant, le chat, le soir.

Autant dire que l'on redoutait le pire, les fiancés, la caisse, les déguisements publicitaires. Divine surprise : les reportages d'accompagnement furent percutants, instructifs, et la pub

dit sagement à la nation. On commençait à trouver là, deux Russes échappés de quelque film d'anticipation galactique, un couple Français. Pendant ce temps, en coulisse, les fiancés de la belle Duchesnay, derniers ins- truments du trac.

Et soudain tombèrent du ciel Sergueï Marina, Ponomarevko et Kirnova, deux parties, aigles royales, bagages, voyageurs hymne ni drapsu, dès les premières notes, une révélation implacable, la glace. Deux fiancés de montagne, deux vives, ruptures et retrouvailles,

petites et renaissances, s'enchaînaient une limpidité. Ce fut simple et déchirant, une rafale de brûlures volées plus intimes tragédies. Tout fut du bonheur et la douleur d'aimer.

« Le patinage le plus pur qu'il m'ait été donné de voir », soupire, un cœur gros comme ça, Alain Calmat. Oui. On vit y croire Sergueï emporter Marina - pour dérober à quels périls ? - deux corps s'émousser en d'indéchiffrables fiançailles de cristal, et aussitôt ce corps unique se dé- rier sans pudeur et destinés contraires. La gorge se tordait, la passion dans la honte. On aurait voulu qu'ils ne s'arrêtent jamais.

Après ce poème, ce duo limpide, que pouvaient Duchesnay, nos Duchesnay ? Ils battaient bien, ils furent virtuoses, professionnels, admirables. Mais, enfermés dans une froide technique, ils ne surent forcer les portes de l'émotion. « On avait hâte de voir le terme », dit Paul Duchesnay, soulagé après l'épreuve, qu'Isabelle toussait à l'âme. Et, navrés d'avance pour les épuisés à leur place de d'inutile vaillance, hélas, hélas, ils admirent aussi.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du dimanche-lundi. Signification des symboles : \* signalé dans le Monde ; \*\* à éviter ; \*\*\* On peut voir ; \*\*\*\* Ne pas manquer ; \*\*\*\*\* Chef-d'œuvre ; \*\*\*\*\* classique.

## Mardi 18 février

- TF 1**
- NOUVEAU SUR MINITEL** Tous les programmes du câble. Composez et tapez 36.15 777
- 20.50 **Cinéma** : La Marginal, o. Film français de Jacques Deroy (1983).  
21.40 **Magazine** : Ciel, mon mardi !  
22.00 **Magazine** : Club J.O.
- A 2**
- 20.50 **Cinéma** : L'Amour maudit de Laisenhog. Film français de Jacques Deroy (1976).  
22.20 **Diversité** : Rire A 2. Les sports en série.  
23.15 1. 2. 3. Théâtre.  
23.20 **Magazine** : La 25e Heure. A l'antenne au plus vite, d'Andréa Dessen.
- FR 3**
- 20.45 **Téléfilm** : L'Amour maudit de Laisenhog.  
22.20 **Journal** et **Météo**.

- J.O.**
- 23.10 **Magazine** : Ticket (retransmission).  
23.40 **Club** : Gabriel (retransmission).
- CANAL PLUS**
- 20.35 **Cinéma** : Outrages, o. Film américain de Brian De Palma (1989).  
22.20 **Flash d'informations**.  
22.30 **Sport** : Football. Match amical : Angleterre 8-France 0 à Londres.  
0.15 **Cinéma** : Stanley en Irlande. Film américain de Martin Ritt (1989) (v.o.).
- LA 5**
- 21.50 **Cinéma** : Le Retour des mousquetaires. Film franco-espagnol de André Huneault (1989).  
22.40 **Magazine** : Ciel Cinq.  
22.55 **Cinéma** : R. A. I. Film français de Yves Boisset (1972-1973).  
0.45 **Journal** de la nuit.
- M 6**
- 20.40 **Téléfilm** : Papa épouse maman.  
22.20 **Téléfilm** : Pour l'amour de Lisa.  
22.55 **Documentaire** : Les secrets de Cuba.  
0.00 **Six heures d'informations**.

- LA SEPT**
- 21.00 **Documentaire** : Jean Nouvel portrait d'un voyeur.  
21.00 **Danse** : Le Diable à quatre.  
21.40 **Théâtre** : Appel à la personne.  
23.15 **Documentaire** : Océanorientales.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.00 **Archipel science**.  
21.30 **La France au souffrance**. L'oubli des campagnes.  
22.40 **Nuits magnétiques**. L'immeuble, l'histoire.  
0.00 **Du jour au lendemain**.  
0.00 **Musique** : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 21.00 **Concert** : 25<sup>e</sup> anniversaire de la Cité internationale des arts. Memento pour piano, baroque, guitare, contrebasse et batterie, de Catherine La Dite, Habanera, de Ravel ; Waiting for you pour piano, Barlowe our Hearts pour piano, de Garner ; Concerto pour orgue op. 4 n° 2, 1<sup>er</sup> mouvement, de Handel ; Concerto pour flûte, piano et cordes en ré mineur, finale, de Beethoven.  
22.30 **Concert** : Livre.  
23.10 **Ainsi la nuit...**

## Mercredi 19 février

- TF 1**
- 13.40 **Série** : Les Fugitifs. Film français de Claude Lelouch (1979).  
14.20 **Club** : D'été.  
17.30 **Série** : Charbon s'en charge.  
18.00 **Série** : Premiers secours.  
18.25 **Jeu** : Une famille en or.  
18.40 **Feuilleton** : Santa Barbara.  
19.20 **Jeu** : La Roue de la fortune.  
19.30 **Tirage** du Loto (à 20.45).  
20.00 **Journal**, **Résumé** des J.O., **Temps** et **Météo**.  
20.50 **Sport** : Football. Match amical : Angleterre 8-France 0 à Londres.  
21.40 **Magazine** : Ciel Cinq.  
22.00 **Magazine** : Club J.O.
- A 2**
- 13.40 **Documentaire** : Opération Terre. (1) ; Les secrets de la vie.  
14.20 **Série** : Les deux font le pair.  
15.55 **Jeu** : Les chiffres des lettres.  
16.15 **Magazine** : Giga.  
18.10 **Série** : L'homme qui tombe à pic.  
19.00 **Journal** des J.O.  
19.30 **Diversité** : La Roue de la fortune.  
19.40 **Journal** du trot et du **Météo**.  
20.20 **Téléfilm** : Le Diable à quatre.  
20.40 **Documentaire** : Les secrets de la vie.  
21.40 **Magazine** : Ciel Cinq.  
22.00 **Magazine** : Club J.O.
- FR 3**
- 13.00 **Sport** : J.O.  
13.40 **Série** : Les Fugitifs. Film français de Claude Lelouch (1979).  
14.20 **Club** : D'été.  
17.30 **Série** : Charbon s'en charge.  
18.00 **Série** : Premiers secours.  
18.25 **Jeu** : Une famille en or.  
18.40 **Feuilleton** : Santa Barbara.  
19.20 **Jeu** : La Roue de la fortune.  
19.30 **Tirage** du Loto (à 20.45).  
20.00 **Journal**, **Résumé** des J.O., **Temps** et **Météo**.  
20.50 **Sport** : Football. Match amical : Angleterre 8-France 0 à Londres.  
21.40 **Magazine** : Ciel Cinq.  
22.00 **Magazine** : Club J.O.

- M 6**
- 13.40 **Série** : Les Fugitifs. Film français de Claude Lelouch (1979).  
14.20 **Club** : D'été.  
17.30 **Série** : Charbon s'en charge.  
18.00 **Série** : Premiers secours.  
18.25 **Jeu** : Une famille en or.  
18.40 **Feuilleton** : Santa Barbara.  
19.20 **Jeu** : La Roue de la fortune.  
19.30 **Tirage** du Loto (à 20.45).  
20.00 **Journal**, **Résumé** des J.O., **Temps** et **Météo**.  
20.50 **Sport** : Football. Match amical : Angleterre 8-France 0 à Londres.  
21.40 **Magazine** : Ciel Cinq.  
22.00 **Magazine** : Club J.O.
- LA 5**
- 13.40 **Série** : Les Fugitifs. Film français de Claude Lelouch (1979).  
14.20 **Club** : D'été.  
17.30 **Série** : Charbon s'en charge.  
18.00 **Série** : Premiers secours.  
18.25 **Jeu** : Une famille en or.  
18.40 **Feuilleton** : Santa Barbara.  
19.20 **Jeu** : La Roue de la fortune.  
19.30 **Tirage** du Loto (à 20.45).  
20.00 **Journal**, **Résumé** des J.O., **Temps** et **Météo**.  
20.50 **Sport** : Football. Match amical : Angleterre 8-France 0 à Londres.  
21.40 **Magazine** : Ciel Cinq.  
22.00 **Magazine** : Club J.O.

- LA SEPT**
- 17.35 **Série** : Drôles de gens.  
18.00 **Série** : Flipper, le dauphin.  
18.00 **Série** : La Fille dans la prairie.  
19.00 **Six heures d'informations**.  
19.30 **Série** : Madame et ses secrets.  
20.00 **Surprise-partie**.  
20.40 **Théâtre** : La Double vie de M. de M. le juge. Deux femmes et un enfant à charge !  
21.30 **Téléfilm** : Illusions perdues.  
21.55 **Magazine** : Vénus.  
0.30 **Six heures d'informations**.
- FRANCE-CULTURE**
- 17.10 **Magazine** : Météo de tempête.  
18.00 **Magazine** : Météo.  
18.10 **Documentaire** : Histoire parallèle (v.o.).  
19.00 **Documentaire** : Tours du monde, tours du ciel. 4. Tour de la Terre, tour du ciel, 1000-1800.  
21.00 **Documentaire** : Le syndrome d'Exxon-Valdez.  
21.40 **Cinéma** : L'Enigme de Kaspar Hauser. Film allemand de Werner Herzog (1976).
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 **Concert** (donné le 14 septembre 1991) : Duo pour violoncelles, piano et orgue op. 17, de Tchaïkovski ; Mère l'oye pour orchestre, de Ravel ; L'Oiseau-bleu, de Stravinsky, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Carlo Maria Giulini.

**RETROUVEZ TEARS FOR FEARS**

TEARS ROLL DOWN (GREATEST HITS 82-92)

INCL. 1. I DROPPED A Bomb 2. I Wanna Be A Star 3. I Wanna Be A Star 4. I Wanna Be A Star

13.30 **Madame** : Madame.  
14.00 **Madame** : Madame.  
14.45 **Magazine** : E = mc².  
15.15 **Magazine** : Culture pub.  
15.45 **Magazine** : Flashback.  
16.15 **Magazine** : Nouna.  
17.15 **Musique** : Machine.

- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 **Concert** (donné le 14 septembre 1991) : Duo pour violoncelles, piano et orgue op. 17, de Tchaïkovski ; Mère l'oye pour orchestre, de Ravel ; L'Oiseau-bleu, de Stravinsky, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Carlo Maria Giulini.
- 22.00 **Concert** (donné le 14 janvier à Radio-France) : Duo pour violoncelles, piano et orgue op. 17, de Tchaïkovski ; Mère l'oye pour orchestre, de Ravel ; L'Oiseau-bleu, de Stravinsky, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Carlo Maria Giulini.
- 23.10 **Concert** : Duo pour violoncelles, piano et orgue op. 17, de Tchaïkovski ; Mère l'oye pour orchestre, de Ravel ; L'Oiseau-bleu, de Stravinsky, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Carlo Maria Giulini.
- 0.30 **Dépêche-notes**.  
0.35 **L'Heure bleue**.







**Alain Lebaube**  
Lire notre                             

LES CENTRES CITCOM : NANCY - LIBOURNE - MADRID - SOPHIA ANTIPOLIS - LYON -  
NANTES - DUNKERQUE - MONTPELLIER - TOULOUSE - KARLSRUHE - PARIS.

# EuroMaster

# ESSEC

**SIMEN**  
STÉPHANE AD







# Le débat sur les ordres

Malgré les critiques, ces structures spécifiques subsistent

« Les métiers seront organisés en ordre », disait s'exprimant en octobre 1940, le maréchal Pétain. A cette date, les ordres des professions existaient déjà en barreaux autonomes. La loi du 7 octobre 1940 créait l'ordre des médecins. Tous les autres ordres naquirent au cours des années suivantes, ou juste à leur suite : ordres des chirurgiens-dentistes, des pharmaciens, des sages-femmes, des vétérinaires, des architectes, des experts-comptables et comptables agréés et des géomètres-experts.

Marqués du sceau de Vichy, qui dissout les syndicats professionnels et confie leurs ordres, ces derniers survivront tout à la Libération, mais ils ne seront pas reconnus. Conquis à l'origine pour sous-tendre une idéologie corporatiste, ils chercheront ensuite à remplir une mission de service public, qui, par le contrôle de l'exercice de la profession, garantira la qualité des prestations à la clientèle. Les ordres survivront à l'élection du candidat Mitterrand, qui avait pourtant inscrit, parmi ses cent dix propositions, la suppression de l'ordre des médecins. Tout comme Roger Quilliot, alors ministre de l'urbanisme et du logement, annonça, en 1982, de l'ordre des architectes. Seul le dernier connu sous sa réforme en 1977, des projets de loi sur les professions libérales et les experts-comptables furent prochainement devant le Parlement.

Deux missions essentielles : la mission de discipline et la mission administrative. C'est l'inscription obligatoire au tableau des professionnels répondant aux critères de qualification et de moralité, à savoir ne pas avoir été condamné sur le plan de la vie profession-

nelle que privée. La cotisation annuelle à l'ordre, fixe pour les professions (1 franc chez les médecins, 4 francs chez les experts-comptables, par exemple), proportionnelle au chiffre d'affaires ou, comme dans les ordres des avocats (1 à 3 %), un obligation. Mais, depuis une loi de 1985, son non-paiement ne peut plus déboucher sur la radiation du professionnel de l'ordre.

L'autre mission disciplinaire. Les chambres de discipline ont, pour certaines professions, le pouvoir de prononcer des sanctions, voire plusieurs magistrats, pour le non-respect du code de déontologie. Les peines vont de l'avertissement à la radiation définitive. Mais, « contrairement au droit pénal, les ordres ne disposent pas d'une sanction pénale », souligne Jean-Louis Lascombe, professeur de droit à l'université de Lille-II et auteur d'une thèse intitulée « Les ordres professionnels ». « C'est l'un des reproches essentiels qu'on peut faire aux ordres », contribue à donner une mauvaise image. Enfin, les ordres s'occupent de tâches sociales, de l'information du public sur les professions et de la formation perma-

L'ordre des experts-comptables, par exemple, qui finance une partie des études des futurs diplômés, a été des banques de données, tandis que les pharmaciens ont lancé, avec le ministère de la santé, une campagne d'information sur la dro-

Placés sous tutelle ministérielle, qui consulte sur tout ce qui touche à la législation professionnelle et à l'exercice du métier, les ordres sont composés de membres élus au scrutin majoritaire, à savoir aux élections locales.

ceux-ci élitant des conseillers nationaux où siège un représentant du gouvernement. « Avec un tel mode de scrutin, il est impossible que le Conseil national illustre toute la diversité de la profession », estime le docteur Philippe Sopéna, vice-président du syndicat des médecins généralistes, MG France. Et ce que l'on peut reprocher à l'ordre, c'est d'être la prison de la profession de parler au nom de la profession.

La critique d'ailleurs pour les ordres, qui ont tendance à se clore, est que, par obligation - tous les praticiens cotisent, l'instance est fortement représentative de la profession tout entière. De plus, les élections connaissent des

participation très variables : en 1986-1987, les électeurs avoisinaient 70 % chez les vétérinaires et les pharmaciens, ils n'étaient que de 30 % chez les architectes et 40 % chez les médecins.

Manque de représentativité, cotisations parfois trop élevées, prises de position réactionnaires, gérontocratie : les griefs faits aux ordres. Mais, au loin aujourd'hui les ordres ont guéris pour la dissolution des ordres.

Ce relatif consensus n'empêche pas des polémiques très vives. En témoigne le cas de l'actuelle cam-



S. PIERRE

pagne électorale chez les architectes. Aux côtés des candidatures individuelles, une seule liste en Ile-de-France : « Enjeu : 66 000 000 », présentée par l'Union nationale des syndicats français d'architecture (UNSA). dernière fédération encore en vie. Entendez : 11 millions de francs, budget prévisionnel de l'ordre pour 1992. « Allons-nous signer un nouveau chèque en blanc », titrait le journal de l'UNSA, qui appelle à adhérer à la grève partielle des cotisations et demande un audit des activités ordinaires. Maisons de l'architecture, expositions, magazines haut de gamme, campagnes de promotion, formation permanente, etc. « Petit à petit, l'ordre s'installe, déplore

Alain Huber, président de l'UNSA. L'ordre cherche plus à défendre les intérêts de la profession que l'intérêt général ; il devient un syndicat, tout en disposant de recettes parafiscales (les cotisations) et du soutien de la tutelle. C'est intolérable. » Paranoïa, rétorque l'ordre. Nous essayons de favoriser le débat culturel, de créer une demande d'architecture de qualité. Querelle de famille : deux tendances autrefois amies, diront certains leaders de l'UNSA. Ne sont-ils devenus des responsables de l'ordre après la loi de 1977 pour laquelle le syndicat s'est battu ?

Les architectes ont d'ailleurs par les seuls à vivre en confusion des rôles. Chez les géomètres-ex-

perts, par exemple, le président de l'ordre est le même que celui de la Fédération syndicale. Le projet de réforme de l'ordre des médecins prévoit, quant à lui, l'interdiction des cumulés. Parmi les nouveautés, le projet place aussi un magistrat à la présidence des chambres de discipline régionales. « Cette réforme a été très discutée localement, mais la commission nationale n'y est pas favorablement hostile », déclare le docteur Olivier Dubois, secrétaire général du Conseil national. Il y avait des accusations de copinage, désormais il y a plus de transparence. Ce projet, par la même occasion, dotera les professions paramédicales d'instances de type ordinal. Ainsi, loin de disparaître, les ordres semblent chercher un nouvel élan. Le projet, moins brutal qu'il ne paraît, prouve leur quête de légitimité. Conscients du doute de leur mauvaise image auprès des professionnels, ils ont manqué de crédibilité auprès du public. « Théoriquement, l'ordre fait pas pour protéger les médecins des malades, explique le docteur Sopéna, de MG France. Il ne l'a pas fait. Cela a plutôt été une institution d'autodéfense des médecins qui a plus désigné les déviants idéologiques que les crapules. A la connaissance, quand un malade a un problème de médecin, il sait bien que c'est l'ordre qu'il doit aller plaindre. » Décidément, les ordres sont toujours critiqués, mais personne ne veut vraiment comment les remplacer.

Francine M... ..

## L'éventail des revenus

**VOLONTIERS** : caritative, l'image que l'on a des professions libérales est associée à une certaine éthique financière. Pourtant, le revenu est beaucoup plus subtil. Qu'y a-t-il de commun entre les honoraires judiciaires qui déclarent un revenu moyen de 221 000 francs en 1987 et l'enseignement artistique dont le revenu moyen est qu'à peine de 47 000 francs ?

Cette année-là, la dernière exploitée par les statistiques du ministère des Finances - les revenus moyens des professions libérales ont été de 221 000 francs. Si les professions juridiques (avocats, notaires, huissiers, syndics...) ont gagné un million plus du double (488 000 francs), les médecins ont également bien fait leur épingle de jeu (221 000 francs en moyenne), mais 235 000 francs pour les

généralistes, devançant les professionnels paramédicaux (229 000 francs). A cette catégorie de professionnels s'ajoutent les analyses (200 000 francs de résultat) y compris les pédiatres (187 000 francs).

En revanche, les activités d'étude et de conseil (agents d'assurance, architectes, représentants...) ont perçu 178 000 francs, donc moins que la moyenne, bien que dans cette catégorie, les experts-comptables et les juristes juridiques franchissent aisément la barre des 200 000 francs.

Quant ce tableau, les professions artistiques et l'enseignement font incontestablement figure de parents pauvres (70 000 francs en moyenne), même si les auto-écoles

(95 000 francs) gagnent plus du double de l'enseignement technique.

Si le revenu des professions libérales dépend bien de l'activité exercée, l'implantation géographique compte parfois un autre critère déterminant. Ainsi les notaires parisiens affichent des résultats trois fois supérieurs à ceux de leurs collègues exerçant dans le Limousin. Un décalage identique sépare d'ailleurs les revenus fiscaux parisiens de leurs homologues lorrains. En revanche, un généraliste installé dans la capitale gagne sensiblement moins que son collègue picard.

Si les revenus des professions libérales représentent à peu près le double des salaires nets du secteur privé, ils sont un tiers comparables aux salaires nets

(232 000 francs en 1990).

La fin des années 80 ne leur a pas été défavorable. Selon le CERC (Centre d'études des revenus et des coûts), les professions médicales et paramédicales qui constituent les deux tiers des professions libérales ont vu leurs revenus nets croître de 11 % par an de 1987 à 1990. Pendant ce temps, le pouvoir d'achat moyen des ménages aurait progressé d'environ 0,5 % par an pour les ouvriers et les cadres et d'environ 1 % pour les employés et les professions intermédiaires. Des chiffres qui le gouvernement et la Sécurité sociale ne se privent pas de rappeler discrètement à leurs interlocuteurs médicaux.

Frédéric Lemaître

## Des débuts onéreux

Investissements et intérêts financiers rendent les installations difficiles

« AUTREFOIS, les professions libérales se pratiquaient à domicile. Un simple aménagement de la maison familiale suffisait pour qu'un jeune s'installe sans charges importantes. Aujourd'hui, le jeune professionnel doit lancer dans une surenchère permanente sur la qualité des locaux et des services. » Vétérinaire depuis plus de vingt ans, le vétérinaire a récemment installé à Paris après de nombreuses années d'exercice en province, Philippe Marcelland n'hésite pas à tirer de sa propre expérience des réflexions générales sur les difficultés d'installation des jeunes des professions libérales.

Cependant, le démarrage pose des problèmes spécifiques selon chaque profession. « Contrairement au médecin généraliste, le métier de vétérinaire implique des investissements lourds, souligne-t-il. Un appartement et un bureau peuvent suffire. Location ou achat d'un local, commercial ou un minimum de 350 000 francs d'investissements en matériel pour assurer le large éventail de services - radio, chirurgie, réanimation, soins dentaires, etc. » La possibilité d'acheter le matériel d'occasion des

cliniques est la fois rare et aléatoire, précise Jean-Pierre Kieffer, président du Syndicat des vétérinaires de la région parisienne (SVRP). Restent le capital personnel et les emprunts aux banques.

Les intérêts des emprunts sont élevés, mais le syndicat des vétérinaires, par exemple, a conclu des accords particuliers avec certaines banques, mais dans ce domaine, dans d'autres, on prête qu'aux riches », souligne Marie-Jo Augé-Caumon, présidente de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF). Car les jeunes pharmaciens subissent également la sélection de l'investissement initial : selon des statistiques fournies par l'ordre des pharmaciens, par trente-neuf officines créées en 1990, pour un chiffre d'affaires moyen de 4 millions de francs, les prix de vente ont été négociés entre 1,26 fois la somme - soit un coût de 5 millions de francs.

Il y a vingt ans s'installait avec peine dans une officine. A présent, les emprunts des jeunes pharmaciens sont beaucoup plus faibles », déclare Marie-Josée Augé-Caumon. La rentabilité des

pharmacies est néanmoins largement « protégée » par un nombre croissant de difficultés, de nombreux jeunes diplômés, résistants à la « sécurité » offerte par la situation de salarié, préfèrent « galérer plusieurs années » pour devenir leur propre patron.

### Les contraintes du marché

A l'inverse, les clauses des vétérinaires s'applique à la seule formation initiale. Malgré la formation minimum de gestion et de marketing, destinée à aider les futurs praticiens à mieux connaître les « régions porteuses », les jeunes vétérinaires font rage. Et des bureaux d'études spécialisés ont récemment constitué - l'initiative, souvent, d'anciens vétérinaires, - un projet de loi sur le marché aux confrères, quête d'un lieu « potentiel » de clientèle.

Les professions libérales ont donc, au moins, à s'adapter à des difficultés, précise Claude Chambonnaud, président de l'Union nationale des associations des professions libérales (UNAPL). La patrimonialité

des cabinets (la possibilité d'acheter tout ou partie des parts d'un cabinet) et le développement des stages rémunérés facilitent un plus large accès des jeunes tout en leur laissant une période d'adaptation plus grande. Cette formule séduit les jeunes diplômés - à récents - à lancer trop vite.

Car, malgré la dure sélection financière et la pression exercée par le nombre croissant des jeunes prétendants - variable selon les professions - ces métiers restent fortement sensibles aux desiderata personnels, reconnaît Philippe Marcelland. L'éventail des débouchés est beaucoup plus large qu'auparavant (notamment dans l'industrie) donnant « plus de facilité pour monnayer un diplôme », précise Alain Vaconsin, architecte. Et ceux qui désirent une indépendance sont souvent du « mode de vie » traditionnellement associé à leur métier. Ces aspirations réservent une large place aux considérations de « qualité de la vie », parfois, à des priorités, qu'il faut pourtant mettre en équation avec les contraintes du marché.

Olivier P...

## Les 3èmes Cycles de Management

IGS enseignement supérieur

Ressources Humaines et Communication  
Finance et Contrôle de Gestion  
Qualité totale et Gestion de projet

10 mois de formation  
1 mois de mission et reprise

JOURNÉE  
PORTES OUVERTES  
JEUDI 27 FÉVRIER  
À PARTIR DE 14 H

Admission :  
Diplômes de l'enseignement supérieur  
(écoles d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise...) qui souhaitent se préparer à des postes de manager spécialisés.  
Concours : Sessions 1992, Avril, Juin, Septembre.  
Renseignements : tél. : (1) 47 57 31 41  
IGS 120, rue Danton 92300 Levallois-Perret  
Établissement d'enseignement supérieur privé

Je souhaite recevoir une documentation détaillée des 3<sup>èmes</sup> Cycles de Management : Ressources Humaines et Communication

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

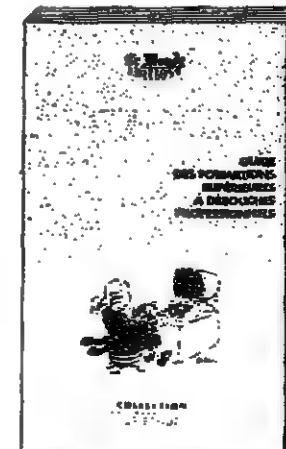
Niveau d'études : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

IGS 120, rue Danton 92300 Levallois-Perret - Tél. : (1) 47 57 31 41

Le Monde  
ÉDITIONS

LE GUIDE DE VOS ÉTUDES JUSQU'À BAC + ... X



De plus en plus, les études, universitaires, professionnalisantes, les guides aussi... Sous la direction de Frédéric Gausson, la collection "Vos études" est à la disposition de le savoir accumulé des spécialistes du Monde. Déjà parus : La gestion, L'informatique

EN VENTE EN LIBRAIRIE



## PROGRÈS

## Le système Vico

Dix-huit jeunes se sont intégrés grâce à une opération de qualification

DANS le pays, le département de l'Aisne, on ne dit pas Vico, mais «la» Vico. La coopérative agricole, créée en 1955, est une entreprise du territoire. Les fermes du plateau avoisinent et les entreprises d'exploitants prennent le chemin de la vallée pour y chercher du travail. Vico a deux usines : Vic-sur-Aisne et Braine. C'est le trajet le plus direct, celui déjà emprunté par un oncle, un frère, ou un ami.

Ce «la» Vico, de l'entreprise qu'évoque l'émotion Bernard Jouglard, le directeur général de Vico, membre de l'équipe fondatrice, qui, lui aussi, aime parler de cette famille-là : «Nous sommes partis au début des années 60 vers l'Etat-Unis pour y acheter une friterie industrielle. Je traduisais le mode d'emploi en direct : deux techniciens qui cherchaient à mettre en marche.»

Aujourd'hui, Vico, si elle est une PME, est aussi le seul industriel français à tenir tête, le géant international de l'agroalimentaire, essentiellement Nestlé à Cain. La moitié de sa production de chips alimente le marché français, où elle occupe la deuxième place, comme pour les surgelés d'ailleurs, derrière Findus (Nestlé).

En 1965, Vico réalisait un chiffre d'affaires de 165 millions de francs. Un résultat multiplié par quatre aujourd'hui. Prochaines étapes : le milliard de francs et l'augmentation des parts à l'exportation.

Ce développement n'est pas sans bouleverser la PME du Nord, l'étranger dans ses habits traditionnels. «Nous n'avons pas le droit de dévaloriser une seule machine», dit Bernard Jouglard. Cela implique une politique de qualité et de certification des produits.

L'opération «Nouvelles qualifications», initiée en mars 1989, s'inscrit dans le cadre d'un schéma directeur des ressources humaines. Au départ, donc, un dispositif devenu presque un classique depuis les expérimentations lancées en 1985 par Bertrand Schwartz, l'équipe. A l'arrivée, une véritable révolution dont des intervenants ne doutent pas : «L'opération

«Nouvelles qualifications» a permis à Vico d'ancrer l'âge de la formation régionale. Fonds d'assurance-formation salariés de la coopérative agricole FASCA, maître d'œuvre du projet. Un délégué s'est produit pour les prolongements étonnants. «Les salariés ont travaillé ont changé», ajoute Richard Kowalski, responsable des ressources humaines. «D'habitude, remarquait-il, le souffle formation passe d'abord par la hiérarchie, qui ensuite met le savoir aux ouvriers aux employés. Chez nous, c'est l'inverse qui s'est produit. C'est la base qui a été le moteur du processus. Quelle importance ? L'essentiel est bien de faire efficace, de faire pragmatique.»

## Diversité des profils

La «base», ces dix-huit jeunes, tous saisonniers Vico, qui ont été choisis pour suivre l'opération «Nouvelles qualifications». Un seul site concerné, celui de l'usine de Braine, spécialisée en fabrication de surgelés, récemment modernisée grâce à l'achat de nouvelles machines qui bouleversent les pratiques professionnelles habituelles. «Nous avons pour objectif», explique Bernard Lefavrais, coordinatrice du dispositif et depuis peu nommée responsable de la formation chez Vico, de prendre une équipe de jeunes de qualification et de les former à la polyvalence d'agents de fabrication en produits surgelés, donc capables d'intégrer l'aspect qualité et d'effectuer une maintenance de premier niveau des machines. En bout de course, deux diplômes obtenus, soit totale soit par unités capitalisables, un CAP industrie agro-alimentaire du ministère de l'Agriculture et un CAP conducteur machines automatisées du ministère de l'Éducation nationale.

Rien de facile, en somme, pour dix-huit élus qui ont dû à la fois assimiler la formation théorique de mille heures (mathématiques, français...) et une formation pratique de deux mille heures en entreprise sous



la responsabilité des tuteurs, les agents de maîtrise. Parmi les jeunes recrutés, toutes origines, Braine ou de ses environs, se trouvent dans le milieu scolaire. Pour certains, l'assistance d'une orthophoniste est nécessaire, afin de lever les blocages à l'écriture. D'autres suivront plus facilement en raison de leur expérience antérieure peu lointaine. Parmi les profils, il y a un BEP de mécanique, Arnaud, un CAP de construction en bâtiment, Bruno, un CAP de peintre. «C'est la preuve», explique Maryse Vassout, que le marché de l'emploi n'offre pas de réponse adéquate et que l'ico apparaît comme le seul régional.

Les jeunes les ont vus s'accrocher. Un seul abandonnera, remplacé par un autre. L'expérience commence à porter ses fruits : «Je peux intervenir tout seul en cas de problème technique», dit un jeune. «Je ne suis pas sûr sur tous les postes», dit un autre. «Je ne suis pas sûr sur un produit mauvais, et je ne suis pas sûr sur la responsabilité, c'est plus intéressant.»

Du côté des tuteurs, des agents de maîtrise, on commence à s'inquiéter. «On les voit progresser, témoigne l'un d'eux. Ils bougent, nous rien. On stagnait. En plusieurs mois, ils acquièrent des notions de métier, nous avions mis plusieurs années à bien posséder. Ça

nous avait maîtrisé. Il fallait maintenant les dépasser.»

Jean-Marie Catoire, le directeur de l'usine de Braine, et Richard Kowalski saluent l'opération. Un an après le début de la formation des jeunes, et en parallèle avec l'équipe «Nouvelles qualifications», ils organisent des stages pour quinze salariés déjà en place et qui préparent aujourd'hui en six semaines des CAP par unités capitalisables. «Vous vous rendez compte du temps gagné», remarque Richard Kowalski, «le temps qu'il aurait normalement fallu pour décider des salariés à entrer en formation ? Les convulser ? Là, on a dix-huit preuves vivantes que les salariés et leur font comprendre que si eux ne se bougent pas, ils pourraient bientôt ne plus être remplaçables.»

bles. Ce qui est formidable, c'est que la réaction des salariés en place a été positive. Certains auraient pu braquer. Non, au contraire, ils ont voulu relever les manches. Avec plus de motivation pour l'entreprise. C'est une meilleure qualification, la polyvalence des hommes, l'organisation du travail elle-même, la trouvée : élaboration de fiches techniques de production, meilleur contrôle qualité. Des gains de productivité évidents.

## Le SMIC sur dix-sept mois

Le succès de l'opération repose aussi, il ne faut pas l'oublier, sur des motivations financières qui sont positives. Vico, ne pouvant pas payer le SMIC, devient un atout à part entière de l'entreprise et, tenu d'une politique salariale historiquement généreuse, familiale, veut faire passer le SMIC, sur dix-sept mois au moins. «Le salaire de base est de quarante mois, explique Richard Kowalski. A cela, il faut rajouter l'intéressement, une prime de vacances, de panier, de poste... Les salariés les plus bas ici sont de toute façon calculés sur dix-sept mois au minimum s'ils n'y ont pas accoutumés.»

Le dispositif «Nouvelles qualifications» aura donc 3 ans. La France à l'entreprise, sans parler de la formation des tuteurs. Mais personne ne se souvient de discuter le prix de l'addition. Surtout pas la direction générale qui, déjà, élabore d'autres projets : lancement de nouvelles campagnes de formation pour d'autres saisonniers et pour le personnel en place, création avec d'autres entreprises de la région d'un bac professionnel. L'obstacle n'est plus celui des mentalités : psychologiquement, les barrières sont tombées. Les seules difficultés possibles pourraient venir d'un ralentissement de l'activité, une perte de rentabilité. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, au contraire.

M.-B. B.

## NÉGOCIATIONS

## Le syndicalisme en accords

Dans une entreprise bretonne, la CFDT impose une politique de formation

LA crise du syndicalisme ? Dans le groupe agroalimentaire Even, le site de Ploudaniel (Finistère), 75 % de syndiqués, ne connaît pas. Cet héritage que le transfert de génération à la section CFDT lui permet de

de réelles négociations avec la direction.

Lorsqu'elle se crée en 1961, sous le sigle de la CFDT, qui deviendra CFDT en 1964, elle compte déjà 82 syndiqués parmi les 97 salariés.

Aujourd'hui, Ploudaniel emploie près de 600 personnes, parmi lesquels 600 salariés. Aucun autre syndicat n'est vu. Cette hégémonie ne se retrouve cependant pas dans les entités du groupe, qui compte 1 200 salariés, répartis dans cinq quantités de sociétés.

A la filiale Régilait, en Saône-et-Loire, la direction

humaines du groupe prétend s'être «débrouillée» pour que le délégué

CFDT, qui n'était pas dans la ligne de la CFDT nationale, soit «vite» de l'entreprise. En revanche, elle «vit bien» avec ses «partenaires» de Ploudaniel. Des partenaires très organisés.

Le conseil syndical, qui réunit tous les mois, rassemble 40 délégués, soit un élu par service. Une assemblée générale des adhérents tient chaque année. Quant au comité d'entreprise, il comprend 5 commissions : économique, formation, emploi, classifications, loisirs.

Ainsi implantée, la section CFDT a pu créer deux postes à demi permanents, payés à parts égales par le CE et les cotisations des adhérents. «La CFDT ne fait pas peur», dit Jean-Yves Madec, le DRH du groupe. «Tenir son poste à un partenaire qui a une position économique réaliste, constructive, on peut être d'accord avec des sujets, mais on saura toujours s'en expli-

quer. Les syndicats ont les patrons qu'ils méritent et vice versa», conclut-il. Ce qui fait doucement sourire la CFDT. «Devant un rapport de force aussi énorme, la direction n'a pas le choix.»

## 1 200 crêpes à l'heure

Il est vrai que les accords d'entreprise ne manquent pas. A Ploudaniel, on travaille 38 heures par semaine depuis 10 ans. Qu'un accord ait permis la titularisation de personnel temporaire, l'obtention d'une date de signature ouvrant un crédit individuel, le fait que vient s'ajouter au plan de formation de l'entreprise. Son but : «Que chaque salarié puisse élaborer un projet individuel de formation pour qualifier en vue de nouveaux emplois internes à l'entreprise ou éventuellement externes». Il n'y a pas d'accord.

A l'origine, un constat, dressé par la CFDT : entre 1983 et 1988, Ploudaniel a perdu 47 emplois net, touchant les plus niveaux de qualification. Ce qui, par le jeu des rachats, sociétés, pond en fait à la suppression de 150 postes, liés notamment à la modernisation des matériels, à l'application des quotas laitiers.

«De licenciements jusqu'à des départs en retraite», dit le directeur. En 1976, par exemple, la CFDT a négocié la perte d'emplois à l'atelier de yaourts contre la création d'une unité de fabrication industrielle de crêpes, en plein développement. Une unité qui d'ailleurs, aussi, appelée à transformer un jour. Car aujourd'hui, la sortie machines, ouvriers trient à la main 1 200 crêpes à l'heure. «Un projet ambitieux» d'automatisation permettrait

d'accroître la capacité, à créer de nouvelles lignes, avec, à la clé, la création de nouveaux emplois. En attendant, les conducteurs de machine, il convient donc de s'y préparer.

À l'usine de fabrication de produits laitiers. Aujourd'hui, les manutentionnaires n'accomplissent plus la main les vannes des circuits de lait. L'ensemble est désormais piloté à distance par un opérateur dans une salle de commande. Alors, au lieu de savoir s'il faut ouvrir ou fermer, il doit maintenant «imaginer» ce qu'il passe sur le site, projeter sur le terrain, comme l'explique Jean-Jouan, directeur technique de l'usine laitière. Il a fallu beaucoup de formation.

Face à toutes ces évolutions, la CFDT a voulu en 1987 «tirer le maximum» d'alarme, explique Jean-Yves Madec, permanent chez Even. «Notre rôle est de former longuement les salariés qui passent dans l'entreprise à côté, de leur dire : «Attention, aujourd'hui vous travaillez la chaîne. Mais que demain si les tâches sont robotisées ? Il y a une urgence de l'information.»

Après 3 ans de négociations avec la direction, la formule a été trouvée : le «trois plus deux», un crédit-formation de 3 jours par an et par personne, cumulable sur 3 ans. Trois jours à la charge de l'entreprise, 2 à celle du salarié, la direction finançant la formation. Un stage est alors défini : à base de logique, maths et connaissances de l'entreprise. «Il permet de lever le pied à l'étrier», explique Jean-Yves Madec, «sinon les gens ne sont pas capables de suivre d'autres formations.»

La CFDT envoie un courrier personnel à 200 salariés de la produc-

tion, les plus exposés aux changements. L'entreprise lance une campagne d'affichage sur le thème : «La formation, c'est champion !» illustrée par la course du lapin et de la tortue. 80 salariés. Un premier groupe de 20 a pu être formé dès septembre 1991 ce stage de 5 jours. «Cela m'a permis de suivre d'autres stages», dit Catherine, manutentionnaire depuis 15 ans, 5 700 francs net par mois, prime de panier incluse. Elle n'avait jamais suivi de stage. «Si mon atelier se modernise, il faudra que je sois capable de le faire», dit Jean, manutentionnaire également, 6 300 francs net, 18 ans de maison, se rend compte, avec la logique, que j'étais capable de réfléchir ment.»

## Difficultés pour l'encadrement

Il fait, «chaque stagiaire» revenu avec une nouvelle demande de formation professionnelle, se réjouit Jean-Yves Madec. Paris, donc, qui, devrait déboucher d'autres stages, inscrits cette fois dans le plan de formation, mais après que chaque stagiaire aura dressé un bilan personnel avec les formateurs et bâti un projet professionnel.

Dans les services, en revanche, les réactions de l'encadrement n'ont pas toujours été à la hauteur de l'enjeu. «Depuis le stage, j'ai un peu plus envie de parler à mon chef, mais le dialogue n'est pas évident avec lui, regrette Jean. Il a des attitudes qui me font mal. Même amercume chez mon chef, m'a posé aucune question sur le stage. Ça me déçoit un peu. Déjà, quand

je me suis mis à l'entraînement, il m'a répondu que ça n'était pas la peine...» Certains cadres n'ont pas joué le jeu, déplore Jean-Yves Madec. «Ils ne comprennent pas pourquoi les ouvriers viennent leur poser des questions sur le travail, au lieu de le faire eux-mêmes. Aussi, nous devons leur enlever les stagiaires pour qu'ils gardent le contact jusqu'à leur prochaine étape formation ou discuter avec les responsables du service.»

L'encadrement venait pourtant de suivre une formation à management participatif. «En termes humains, il faut du temps pour que les choses changent», dit Jean-Yves Madec, le DRH. S'il y a des comportements mal adaptés, nous ferons des plaques de rappel. Ces résistances ne sont pas durables. L'exercice du pouvoir hiérarchique, ce n'est plus ça. Mais il faudrait aussi que le salarié change le regard qu'il porte sur son chef, qu'il le reconnaisse comme animateur. Au total, je me demande si le terme de contre-pouvoir syndical n'est pas aussi dépassé que celui de hiérarchie. Réponse lors de l'examen du prochain dossier : la mutation d'une vingtaine de salariés de Ploudaniel vers un autre site.

A cette occasion, ils devraient changer de convention collective, ce qui entraînerait une perte de salaire de 800 à 1 000 francs. Une baisse que ni les salariés ni la CFDT ne sont prêts à accepter. «Là-dessus, assurent les militants, on ne sera pas capoté» avec la direction.

F. A.

Le Monde ÉDITIONS

## LE DROIT

Guide des formations supérieures à débouchés professionnels

Collection «Vos Études» dirigée par Frédéric Gausson

EN VENTE EN LIBRAIRIE



par Philippe Pinglin

Tout le monde s'accorde pour dire que la réconciliation des ~~activités~~ **acteurs** leurs organisations syndicales est une urgence. Le ~~des~~ **des** syndical y contribuera s'il permet de responsabiliser les partenaires sociaux devant les salariés, s'il ~~est~~ **est** compatibles activité sociale ~~des~~ **des** l'entreprise ~~et~~ **et** activité professionnelle, ~~et~~ **et** enfin ~~la~~ **la** reconnaissance du ~~des~~ **des** syndical devient une réalité. ~~Des~~ **Des** moyens matériels supplémentaires ~~se~~ **se** résoudre ~~ont~~ **ont** rien la situation actuelle. La division

**D**ans un ensemble, le **syndicat** est un groupement professionnel ou corporatif qui a pour but de défendre les intérêts communs de ses membres. Le **syndicat** est bien souvent le lieu de rassemblement autour de lui un maximum de compétences. Or, dans la majeure partie des cas, le droit **syndical** est attaché à la personne. On tient alors le **syndicat** d'heures = d'une élection = d'une désignation = son **syndicat**. Cela nous permet (ou peut le) d'associer personnellement le **syndicat** aux individus. Les **syndicats** sont donc les salariés extérieurs = nous militons. D'ailleurs, le patron, malgré son discours sur la nécessité des **syndicats** forts, sait jouer de cette situation en isolant le « corps militant » et ne reconnaît pas le **syndicat** comme un **syndicat** qui entre une fonction **syndicale** = une activité professionnelle valorisante. Une plus grande souplesse dans l'utilisation des heures **syndicales** (une partie du **syndicat** sur la disposition de la section **syndicale**) pourrait répondre à une nécessaire adaptation.

Revaloriser la fonction contractuelle  
■ également un élément pour redonner  
■ l'acteur syndical toute ■ place dans  
l'entreprise. Or, sur ce point, la législa-

Cette disposition a plusieurs avantages : d'abord d'obliger les syndicats ■  
■ à mettre d'accord pour déga-  
■ majorité et neutraliser le jeu patronal  
■ constant à opposer les syndicats entre  
■. Le poids des organisations réelle-  
■ ment représentatives est renforcé, mais,  
■ dans ■ même temps, elles sont devant  
■ leurs responsabilités : prendre la déci-  
■ sion qu'un accord soit appliqué ■  
■. Cela ne peut que renforcer la qualité  
■ des arguments ■ syndicats auprès  
■ salariés, en évitant au maximum les  
■ jeux tactiques et les refus de principe.  
■ Enfin, les accords ■ corporatistes ■  
■ confortant les droits d'une minorité ris-  
■ quent fort d'être plus difficiles ■  
■ conclure.

**L**es particularités liées aux patrons syndicaux, en France, font prendre au stade de l'adaptation des rapports sociaux, mais essentiellement, le patronat considère le syndicalisme d'entreprise comme inutile et nuisible à son fonctionnement et à l'entreprise. Cela explique les situations pénalisantes, sur les salaires et les progressions de carrière, pour nombre de syndicalistes. Jusqu'à un passé récent, le syndical ne s'est construit que sur la contestation. Ces comportements, outre qu'ils affaiblissent le mouvement syndical, compromettent le développement des rapports sociaux, la reconnaissance du syndical dans l'entreprise, avec de réelles possibilités d'influer sur l'emploi, les conditions de travail ou l'évolution des qualifications, à gagner. Réhabiliter la fonction

- Instaurer ■■■ véritable formation continue pour les représentants du personnel, y compris en prévoyant ■■■ cycles universitaires. Le patronat qui ■■■ bien compris ■■■ nécessité pour lui-même ■■■ tout particulièrement ■■■ priorité ■■■ la formation de ■■■ DRH (directions ■■■ relations humaines). Audelà du discours patronal ■■■ la nécessité ■■■ d'interlocuteurs compétents ■■■ ou de « syndicats forts », une disposition de ■■■ type marquerait incontestablement ■■■ volonte de voir l'acteur syndical occuper ■■■ place plus importante ■■■ l'entreprise.

- Enfin, définir l'entreprise d'un point de vue des représentants du personnel. L'objectif principal ne serait pas de les protéger, mais de les reconnaître comme un maillon indispensable et naturel de l'entreprise. La formation, l'évolution de carrière, l'activité professionnelle doivent être définies dans le statut.

LES évolutions dans l'organisation des entreprises et l'imbrication de plus en plus forte des économies européennes nécessitent de nouveaux lieux de négociations, de nouveaux lieux de confrontation. Les comités du groupe européens répondent en partie à cette situation. Mais, une fois de plus, les quelques expériences qui existent dans ce domaine heurtent les réticences patronales, notamment en France. Mis à part la nécessité d'influer sur les véritables lieux de décision, c'est une chance pour le syndicalisme français que de décou-

Les pronostics sur les chances de survie du syndicalisme français sont à la mode. Il ne s'agit pas ■ nier ■ difficultés actuelles (10 ■ de salariés syndiqués ! ) ni ■ rejeter les responsabilités ■ d'autres, mais de relativiser l'état de santé du mouvement syndical. La CFDT, qui s'est lancée dans une opération vérité, annonce 550 ■ cotisants réguliers. C'est au minimum cinq fois plus d'adhérents que n'importe quel « grand » parti politique français, dont certains ■ vocation à gérer (ou gérer) ■ affaires de ■ France. Pour l'ensemble des syndicats, sur les 2 millions d'adhérents qu'ils totalisent, un sur cinq environ ■ un mandat ■ représentation.

**INCONTESTABLEMENT.** c'est un atout. La véritable réforme du droit syndical ne passera ni par plus de droit ou plus de protection pour les représentants du personnel, mais par la possibilité qu'ils auront de s'affirmer comme acteurs indispensables dans le fonctionnement de l'entreprise. Cela demande une évolution importante des comportements, nous pourrions que syndicaux. A l'heure où nous démocratiser s'assouplit par peur du chômage, par l'absence de perspectives offertes aux Français, mais aussi par le refuge dans les valeurs de consommation individuelle, la place du syndicalisme dans notre société mérite bien un statut national.

■ **Philippe Pinglin** ■ secrétaire général ■ l'UD-CFDT ■ Hauts-de-Seine.

Contrat de travail, rémunérations, frais professionnels, congés, formation, chômage : la réglementation n'est pas simple dans ce secteur professionnel artistique. Cet ouvrage collectif, écrit par des spécialistes du droit et de la fiscalité, comprend les textes les plus indispensables.

Cet éditeur a aussi publié deux autres ouvrages consacrés à l'audiovisuel : *Finance, banque audiovisuelle* et *Questions de droit*.

Le Fondé des **Ateliers** de terrain, son ouvrage veut faire une analyse « un bilan de cette **crise** tellement à la mode **de** dix dernières années », dit le monde du management. Les **Ateliers**, par contre, HEC, préfèrent parler de « changement culturel plutôt que de culture. De même qu'ils s'attachent à la définition des concepts de culture, ils ont créé une **évaluation** de la qualité des projets d'entreprise sont les moyens utilisés par les entreprises et les **facteurs** qui retiennent les auteurs qui ont écrit le livre. Les auteurs ont remarqué que les entreprises ont obtenu un succès, un échec, un succès ou trois sont ambigus. Dans leur conclusion, les auteurs dégageant l'importance de la culture, les lecteurs ont le sentiment que les entreprises, les entreprises.

■ Il ne suffit pas d'être embauché, encore faut-il l'entreprise et faire

Durée : 12 mois. Ind. : 6 200 F. Pro-  
gramme : Comptabilité, gestion.  
Missions : Participer à la division finan-

Lieu : Lyon + International. **Pre** :  
immédiat. **Durée** : 2 mois. **Ind.** : **Non**

chefs blancs, chef produit; suivi administratif.

au sein du département 24963.



## Rhône-Alpes

Un des plus Grands Cabinets d'Avocats de Grenoble  
(anciens conseils juridiques et fiscaux)  
recherche un

## Fiscaliste d'Affaires Expérimenté

### Grenoble

En contact direct avec les associés et en parfaite synergie avec les collaborateurs juridiques du cabinet, vous aurez principalement pour mission d'apporter un conseil fiscal (montages, contentieux, assistance ponctuelle) auprès de la clientèle du cabinet (groupes, PME/PMI...).

Votre esprit d'initiative et votre aptitude à développer une clientèle propre vous permettront à terme de créer votre département fiscal et d'évoluer vers une association.

Agé de 35 ans environ, vous êtes doté d'un solide bagage fiscal et nanti d'une expérience complète de la fiscalité française. Des connaissances de la fiscalité internationale seraient un atout supplémentaire. Vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et commerciales dans une structure souple et évolutive.

Contactez Liz Salter (1) 42.89.30.03  
■ adressez CV + photo + rém. actuelle  
à Michael Page Tax & Legal  
10, rue Jean Goujon 75008  
Paris, sous réf. LS7832MO.



**Michael Page Tax & Legal**

Spécialiste ■ Juridique et Fiscal

Lyon

## Responsable juridique - h/f -

Notre société a acquis une position leader dans le domaine du matériel médical de haute technologie et est fortement implantée sur le marché mondial (300 personnes, 250 MF CA). Elle est au second marché à Paris.

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, vous jouez un rôle d'assistance et d'étude auprès de l'ensemble des Directeurs opérationnels en France et à l'étranger.

Vos domaines d'action seront variés : opérations de secrétariat juridique, gestion des contrats commerciaux et scientifiques, règlement des litiges, suivi du titre et communication financière...

Vous serez la protection juridique de la société et enfin sur toutes les questions juridiques de la société (assurance, baux commerciaux...).

Vous devez avoir une formation juridique (maîtrise + DEA, DES ou équivalent), vous possédez 2 à 3 ans d'expérience acquise dans une entreprise ou un cabinet fortement orienté vers l'international.

Votre anglais est excellent. Vos qualités de diplomatie, de disponibilité et d'autonomie vous permettront de réussir ce challenge.

Merci d'adresser votre dossier et candidature, sous réf. R/J/M, à l'Agence Conseil ICS, 31 rue Grenette, 69621 Lyon.

ICS

## ASSISTANT JURIDIQUE POUR SON SERVICE JURIDIQUE

**FOURNIER**  
2 200 personnes, 1,9 milliard de CA

"De la pharmacie à la Chimie Fine et aux Adjuvants Industriels" au Grand Public : La Diversification réussie d'un Groupe à vocation internationale.

**LABORATOIRES FOURNIER**

Diplômé(e) de 3e cycle en droit Affaires, formation incluant notamment la propriété industrielle, le droit du commerce international et des connaissances approfondies en droit des contrats et en droit de la concurrence. Vos qualités d'analyse et de synthèse vous permettent de traiter avec rigueur des problèmes variés, et vos qualités relationnelles d'être un interlocuteur direct des équipes opérationnelles. Vous avez de préférence une première expérience (1 à 2 ans) en entreprise en cabinet. Votre excellent niveau anglais, peut-être aussi dans une autre langue, vous qualifie pour travailler à l'échelle internationale. Vous êtes disponible pour vous baser à Dijon. Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions sous réf. MN/UM1/92.

Laboratoires Fournier - Service Ressources Humaines - 50, rue de Dijon - 21121 Dijon.

RHÔNE-ALPES

## Votre métier : la communication

Pour communiquer au plus près du terrain, notre entreprise étoffe ses entités locales et recherche pour ses établissements rhône-alpins une(les) chargé(e) de communication.

Vous développerez une relation régulière avec les supports médiatiques de la région, vous assurerez une représentation régionale de la société lors de manifestations publiques. Vous réaliserez des reportages pour les médias internes et vous participerez à l'élaboration de ces journaux vidéo-cassettes.

Attachée(e) de presse, journaliste ou responsable de communication, Rhône-Alpes, région, espace de vie et de travail. Les professionnels apprécient vos talents et vous voulez exercer votre métier en entreprise... faites part de votre motivation et de vos réalisations à notre conseil. Il vous parlera de la société où la pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier + photo, s/réf. 116/M à RSCG CARRIERES - 2, rue Rouget de Lisle 92130 ISSY LES MOULINEAUX qui vous répondra.

LA QUALITÉ TOTALE PAR LES RESSOURCES HUMAINES

## RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Cette PME (90 salariés), de service industriel, est la leader mondiale dans le traitement des catalyseurs d'hydro-raffinage. Cette entreprise en plein développement, elle a des filiales en C.A. à l'export et possède plusieurs filiales à l'étranger.

Poste au Directeur Général, responsable du service de direction, responsable des ressources humaines à un double objectif :

• Optimiser la gestion des ressources humaines en intégrant l'ensemble des aspects économiques, juridiques, administratifs et sociaux.

• Mettre en place et suivre la démarche qualité pour la norme ISO 9002.

Le poste s'adresse soit à un professionnel des ressources humaines qui a eu l'occasion de conduire une démarche qualité totale, soit à un ingénieur chimiste, responsable qualité, qui connaît la fonction ressources humaines.

Déménagement possible à Montélimar. Anglais nécessaire.

Olivier RANDON vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV + photo sous réf 35.02 D/LM BOSSARD CARRIERES Tour du Crédit Lyonnais 170 Servient LYON

**BOSSARD CARRIERES**

**IRS**  
INFRA ROUGE SYSTEM

Spécialiste des biens d'équipements industriels novateurs (transfert thermique par infra-rouge), notre entreprise connaît une très forte croissance

## Ingénieur de projets

De formation ingénieur, à 30-35 ans, vous êtes un passionné. Votre curiosité technique et votre goût pour l'innovation sont les moteurs de votre motivation. Vous avez nécessairement exercé vos compétences professionnelles au cours d'une expérience significative acquise idéalement dans l'industrie.

Entièrement responsable de projets, vous les gerez en toute autonomie de définition à la réalisation en opérant un suivi rigoureux.

Votre excellent sens relationnel et votre envergure personnelle vous donnent les atouts pour exceller dans les contacts de haut niveau.

Bilingue anglais, de fréquents déplacements sont à prévoir. Contactez-nous (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions) à INFRA ROUGE SYSTEM, 4, rue Pierre Mandès France, 69120 VAULX-EN-VELIN.

## VIVEZ LA PASSION EN TEMPS REEL

Groupe SILCOMP est la holding de OMNIS, SILCOMP INGENIERIE, PERIPHERIQUE ASSISTANCE, INFORMATIQUE.

Mettez en œuvre votre expérience, votre croissance forte, vos domaines de compétence tournés vers l'avenir : le développement de matériels et logiciels, la formation dans l'informatique scientifique, industrielle, et Temps Réel.

Pour poursuivre leur expansion française et internationale, les sociétés du groupe recrutent des femmes et des hommes passionnés et à fort potentiel pour Grenoble, Paris, La Seyne sur Mer, Forney Voltaire.

### JEUNES INGENIEURS

Vous êtes une formation grandes écoles (Supélec, Sup-aéro, Télécom, Ensimag, Enserg...) spécialisés en informatique Temps Réel, vous êtes créatifs et enthousiastes, responsables et aux autres.

Vous trouverez chez SILCOMP la puissance d'un groupe, la responsabilisation et la formation qui vous permettront d'épanouir vos talents dans le développement de logiciels et de matériels, pour des projets de réseaux industriels et d'informatique Temps Réel.

Vous êtes débutants, bénéficiez d'une première expérience (1 à 2 ans), sur les standards de l'industrie (systèmes Unix, VMS - moniteurs PSOS, VRTX - réseaux MAP - langages C, ADA), ou en développement de matériel.

### CHEF DE PROJETS

Un diplôme d'ingénieur grandes écoles, confirmé par 5 à 10 ans d'expérience professionnelle, vous a permis de pratiquer la conception, les connaissances en informatique Temps Réel, en réseaux industriels et passionné d'Unix. Vous voulez évoluer vers un poste de chef de projet et le dynamisme de nos équipes de développement.

Pour nous rejoindre, envoyez candidatures, à Groupe SILCOMP.

195, Lavoisier BP 1 - ZIRST 38330 MONTBONNOT

36, rue des Etats Généraux - 38000 GRENOBLE

SILCOMP

**ECCO PHARMACIE CHIMIE**  
TRAVAIL TEMPORAIRE

Cadres, Techniciens supérieurs et Techniciens en Chimie, Parachimie - Biochimie - Biologie

Pharmaciens, Ingénieurs, DUT, BTS Bac F6, F7, F7'...

RECRUTEMENT de PERSONNEL de LABORATOIRE et de PRODUCTION par des SPÉCIALISTES de votre PROFESSION

62, Gambetta, 69007 LYON Tél. : (16) 78-58-99-15  
11, rue du Jura 75013 PARIS Tél. : (1) 45-35-21-21  
Télécopie : (16) 78-58-98-93 Télécopie : (1) 43-36-55-60

QUI PEUT REMPLACER ECCO ?

ECCO



## Rhône-Alpes

Pour la région Rhône-Alpes où Hewlett-Packard a choisi de concevoir et fabriquer sa gamme d'ordinateurs personnels de bureau, nous recherchons des ingénieurs généralistes ou spécialisés en électronique ou informatique ayant une première expérience de 3 à 4 ans.

Selon vos compétences et votre expérience, vous nous rejoindrez comme : Ingénieurs de développement pour les moniteurs vidéo ; Ingénieur composants (OEM) dans le domaine des mémoires de masse et alimentations ; Acheteurs composants (OEM) pour les mémoires de masse et alimentations ainsi que pour les moniteurs vidéo ; Ingénieur en informatique industrielle ; Ingénieur industrialisation mécanique.

Si vous partagez notre souci de la qualité, si vous souhaitez travailler dans un environnement qui vous permette de vous exprimer en toute autonomie, si vous avez un sens relationnel développé, nous sommes faits pour nous rencontrer.

Pour tous ces postes basés à l'Isle d'Abeau, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste choisi à Béatrice Jouanneau - Service Recrutement HEWLETT-PACKARD - Boulevard Steve Biko - 38090 Villefontaine.



HEWLETT  
PACKARD

Quand on a traversé Maths Sup avec sa calculette HP, quand on a imprimé les invitations du gala à la Laserjet HP, quand on a développé son premier projet sur un micro HP, peut-on vraiment passer à côté d'une annonce HP ?

## EMPLOI

Le mardi,  
c'est tout un Monde

## RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi  
Le Monde de la Gestion et des Finances  
Le Monde des Ressources Humaines  
Le Monde des Juristes  
Le Monde des Cadres  
Le Monde de la Fonction Commerciale  
Le Monde de l'Informatique  
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES



1er bureau d'études de conseil dans le domaine de l'habitat social (75 consultants), nous recherchons

ADJOINT DU DIRECTEUR D'AGENCE (Lyon)

CONSULTANTS SENIORS (Paris, Lille et Bordeaux)

afin de renforcer nos équipes de consultants dans les domaines suivants :

- stratégies de gestion et de développement du patrimoine,  
- analyses et montages financiers,  
- management d'organismes HLM. Agé au minimum de 35 ans, votre connaissance approfondie du monde HLM acquise en organisme ou en cabinet-conseil, vos qualités intellectuelles et relationnelles feront de vous un conseil écouté de Directions Générales et un homme de développement commercial produits.

hlm  
GROUPE HLM

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, avec référence MON, en indiquant la ville de votre choix, à CREPAH - DG - 4, rue Lord Byron - 75384 PARIS Cédex.

Institut National Polytechnique de Grenoble  
ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE GÉNIE INDUSTRIEL

## L'ENSGI « LA GRANDE ÉCOLE DE L'ENTREPRISE »

L'ENSGI RECRUTE  
UN PROFESSEUR  
EN GESTION  
DE PROJETS

- Vous avez une large compétence scientifique dans le domaine de l'électronique, l'électrotechnique, l'automatique et l'informatique industrielle.
- Vous êtes docteur ès sciences ou habilité des universités.
- Vous avez une grande expérience de la gestion des projets, en entreprise.
- Vous êtes responsable à l'ENSGI de la 3<sup>e</sup> année de formation pour la gestion de projets, le suivi et la promotion des projets de fin d'étude.
- Vous aurez un rôle essentiel dans la définition d'un programme de recherche et la mise en place d'un laboratoire de génie industriel.

Envoyer CV, photographie et prétentions à :  
G. COGNET  
INPG/ENSGI  
40, avenue Faur-Viellet  
38031 GRENOBLE CEDEX

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

36 15  
LM

Grâce à 3615 LM,  
5 000 cadres ont envoyé  
leur candidature par Minitel.  
Grâce au Minitel, 200 entreprises  
ont reçu vos candidatures.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM



## Gestion et des Finances

LA CEGOS ET LA FORMATION  
COMMERCIALE

Vous avez entre 28 et 35 ans. De formation supérieure (École Supérieure de Commerce, IEP...), vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans dans des fonctions à fortes composantes commerciales et managériales au sein des secteurs :

## BANQUE ou ASSURANCE

La CEGOS, premier cabinet européen de Conseil, Formation et Recrutement, vous offre aujourd'hui l'opportunité d'accélérer le développement de votre carrière en devenant

## CONSULTANTS

Votre métier consistera à diagnostiquer les besoins des entreprises en formation commerciale et marketing, concevoir des interventions sur mesure et animer des séminaires pour des cadres ; vous aurez également à développer un portefeuille de clients pour lequel vous serez amené à négocier à très haut niveau auprès d'entreprises de premier plan.

Vous pourrez, en bénéficiant de la richesse exceptionnelle des compétences des 500 consultants de la CEGOS, approfondir votre connaissance de plusieurs secteurs économiques et, atteindre un niveau de compétence à la mesure de vos ambitions. La rémunération est bien sûr élevée et motivante pour un poste qui nécessite un fort niveau d'implication. Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo s/réf. 6016/M à A. ALLEGRET - CEGOS Division Recrutement - Tour Vendôme 92516 BOULOGNE Cedex.



Important travail international, nous recherchons pour notre établissement à Paris un

## Senior Financial Manager

Vous prenez en charge l'analyse et le contrôle des états financiers et/ou montages financiers (internationaux, CREDOC, protocoles...).

Vous avez une connaissance des organismes administratifs financiers (DREE, COFACE, BEI... BIRD/ADB) des banques étrangères.

Parfaitement bilingue anglais, vous connaissez peut-être l'espagnol. Vous alliez à vos qualités de négociation de communication, rigueur et précision. Bien sûr, pour un poste international, vous acceptez les déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre CV en français et en anglais, s/réf. 646, à MEDIA PA 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex.

## E X P O R T

Vous travaillez en relation avec les financiers des filiales, des établissements du siège et assistez également les commerciaux dans leurs négociations financières.

A 35 ans environ, une formation supérieure en finance internationale, vous possédez une expérience professionnelle significative, au poste de laquelle vous avez exercé

## CONTROLEUR DE GESTION

Jeune diplômé ou première expérience  
Optez pour l'international

Au sein d'une équipe légère et performante, vous aurez pour mission de contrôler les résultats de nos 27 exploitations à l'étranger (CA 1991 : 15 milliards F).

En outre, vous contribuerez à orchestrer les relations entre les filiales et le siège : consolidation, systèmes d'information, conseils d'administration.

Ce poste implique de fréquents déplacements à l'étranger, et s'ouvre, à moyen terme, sur des responsabilités de management au sein de notre réseau international.

Diplômé d'une grande école de commerce et d'ingénieurs, vous êtes rigoureux, organisé, vous avez le sens des contacts et une bonne ouverture d'esprit.

Une maîtrise parfaite de l'anglais et un bon niveau en allemand sont nécessaires ; la micro-informatique est votre outil quotidien.

Merci d'adresser votre CV, lettre de motivation et rémunération actuelle sous réf. M02 IN à Jacqueline MARIAUX - AGF - Département des Ressources Humaines - 33, rue la Fayette - 75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'Assurance.

Nous sommes 20000 personnes. Nous réalisons un C.A. de 46 milliards en France et dans plus de 30 pays.

Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.



SCIC  
GESTION  
ILE DE FRANCE



SIC GESTION  
ILE DE FRANCE  
prestataire de  
service pour des  
sociétés immobilières en  
Ile de France recherche un

## RESPONSABLE DE GESTION PATRIMONIALE H/F

Région  
Parisienne  
(93)

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, gestion), vous possédez une expérience confirmée dans le domaine de la gestion patrimoniale (OPAC, OPHLM, cabinets d'administrateurs, biens...). Vos qualités relationnelles, votre sens de l'animation d'équipes, votre goût du service et votre rigueur dans la gestion sont des atouts indispensables à votre rôle dans ce poste. Rattaché à la direction régionale de Saint-Denis (18 000 logements) vous contribuerez activement à la mise en œuvre de politiques de gestion locative et patrimoniale que vous mettrez en œuvre. Vous coordonnerez et animerez un réseau (8400 logements) de trois à cinq agences et assurerez les relations avec les sociétés immobilières et les partenaires locaux. Ces nouvelles responsabilités vous intéressent ? Adressez votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. RGP à Anne GAVOTY - SCIC GESTION Ile de France - Direction des Ressources Humaines - 14-16 rue Voltaire - 94276 Kremlin Bicêtre.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, gestion), vous possédez une expérience confirmée dans le domaine de la gestion patrimoniale (OPAC, OPHLM, cabinets d'administrateurs, biens...). Vos qualités relationnelles, votre sens de l'animation d'équipes, votre goût du service et votre rigueur dans la gestion sont des atouts indispensables à votre rôle dans ce poste. Rattaché à la direction régionale de Saint-Denis (18 000 logements) vous contribuerez activement à la mise en œuvre de politiques de gestion locative et patrimoniale que vous mettrez en œuvre. Vous coordonnerez et animerez un réseau (8400 logements) de trois à cinq agences et assurerez les relations avec les sociétés immobilières et les partenaires locaux. Ces nouvelles responsabilités vous intéressent ? Adressez votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. RGP à Anne GAVOTY - SCIC GESTION Ile de France - Direction des Ressources Humaines - 14-16 rue Voltaire - 94276 Kremlin Bicêtre.

## Chef Comptable

De niveau DECS Comptabilité / Fiscalité, vous possédez une expérience de 5 à 10 ans minimum dans la fonction, au cours de laquelle vos qualités d'organisation et d'initiative sont révélées.

Rattaché au Directeur Financier, vous aurez en charge la comptabilité générale, la comptabilité clients et la fiscalité de la société et de ses filiales.

Vos qualités relationnelles

vous permettront d'encadrer une équipe de 8 personnes.

Autonomie, rigueur et organisation seront autant d'atouts pour réussir et évoluer dans la fonction à la mesure de vos compétences.

Pour nous rejoindre le plus vite possible, envoyez lettre + C.V. + photo, sous réf. CC/01, à la SAMARITAINE Direction du Personnel 19, rue de la Monnaie 75001 PARIS

Gestion  
de Trésorerie

Une première expérience ? Cash !

Vous possédez cette expérience acquise, si possible, dans une structure Groupe. Et vous souhaitez maintenant de recul professionnel pour évoluer mieux dans une fonction de gestionnaire de trésorerie très diversifiée.

Dans ce contexte, la mission proposée par ce très important laboratoire pharmaceutique anglo-saxon ne peut que vous séduire !

Très directement impliqué dans la gestion des flux et des prévisions de trésorerie, vous intervenez sur les arbitrages de trésorerie quotidiens, le contrôle des conditions bancaires, le suivi des placements, en liaison avec les services concernés. Cela induit une grande variété de tâches : "cash management", analyses dynamiques et statiques, reporting, veille technologique. Vos outils : CONCEPT MEGA, RESO - logiciel LOTUS

En résumé, ce poste évoluera sans faire appel à votre formation type ESC ou Ecole de Gestion, à vos facultés d'analyse pertinentes et à votre aisance relationnelle : sans oublier l'anglais, bien sûr.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + photo en précisant votre salaire actuel sous réf. LM/16 à notre Conseil ARCOS SELECTION - 6, rue d'Eylau 75116 PARIS. Discretion assurée.



ABBOTT France, filiale d'un groupe américain, un des "grands mondiaux" dans le domaine de la santé crée au sein de sa division DIAGNOSTIC (270 personnes, plus de 700 millions de francs de CA), le poste de :

ASSISTANT(E)  
DU CONTROLEUR  
DE GESTION

Responsable du service de gestion de l'activité "après-vente" (60 personnes, CA : 30 MF) de la division, nous recherchons pour ce poste un jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou universitaire, tourné vers la gestion, familiarisé avec l'outil informatique et parlant impérativement l'anglais.

Merci d'adresser un curriculum-vitae accompagné d'une photo et d'un courrier mentionnant vos prétentions sous la réf. 116 P à B & CO, 66, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS.





## Gestion et des Finances

RESPONSABLE DU SERVICE  
CONTROLE DE GESTION

Filiale d'un groupe international, Redland Granulats SA ■ spécialisée dans la production et la commercialisation de matériaux destinés à l'industrie du bâtiment ■ des travaux publics. Elle poursuit ■ succès ■ politique de croissance externe et renforce ses structures en créant ■ poste de responsable du service contrôle de gestion. Rattaché au directeur administratif et financier, il anime ■ équipe de 2 personnes. Sa mission consiste à prendre ■ charge l'ensemble du contrôle de gestion de la société (définition de l'organisation budgétaire par centre ■ profit, élaboration de plans à court et moyen termes...). Il participe également ■ des études d'acquisition ■ opère en étroite collaboration ■ les directions régionales ■ les sites. Ce poste

s'adresse ■ un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (ESC ou équivalent) complétée si possible par le DECS et possédant une solide expérience du contrôle de gestion industriel. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. Une expérience du secteur BTP est un atout supplémentaire. Un tempérament ■ volontaire, des qualités relationnelles ainsi que des capacités d'analyse et de synthèse ■ indispensables pour réussir dans cette fonction. Le poste ■ basé en proche banlieue est (RER) ■ suppose des déplacements. Ecrire ■ Frédérique CHEMARIN, en précisant la référence A/S8738M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92111 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.50.

Redland

PA Consulting  
Group  
Creating Business AdvantageL'ingénierie  
au delà des frontières

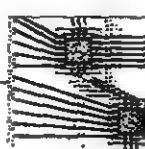
SODETEG, société d'ingénierie pluridisciplinaire possédant une expertise et des compétences reconnues à l'international. Pour développer son activité ingénierie conseil en Afrique, en Europe de l'Est et en Asie, elle recherche des consultants.

## MACRO ECONOMISTES

Vous intervenez en tant qu'expert dans le cadre de programmes d'ajustement structurel.

CONSULTANT ECONOMISTE  
SENIOR

Consultant de haut niveau, vous êtes économiste, analyste financier ou spécialiste des finances publiques, nous vous confions d'importantes responsabilités.

COORDINATEURS  
D'AIDE INTERNATIONALE

Déjà expérimenté dans la fonction, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Tous ces postes sont ■ en AFRIQUE, ■ EUROPE DE L'EST ou en ASIE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi à ■ Eric NICOLAS Département des Ressources Humaines

SODETEG - 381, Av. du Général de Gaulle ■ 92118 - 92142 CLAMART - Tel : 40.94.48.45.

THOMSON

Contrôleur de gestion  
- Martinique -

Ce groupe ■ agro-alimentaire, implanté ■ Antilles ■ en Guyane, fabrique en franchise ■ distribue ■ marques leaders dans la région et réalise ■ CA de 600 MF. Il étoffe aujourd'hui ■ financière en créant le poste de Contrôleur de gestion.

■ Directeur Financier, ■ prenez en charge la préparation du tableau de bord mensuel, le processus budgétaire (élaboration, suivi, analyse des écarts, révision), et le contrôle de gestion industriel.

Intervenant sur ■ les sites industriels du groupe, le contrôleur de gestion est par ailleurs responsable de l'amélioration du système d'information ■ du contrôle interne, ainsi que du respect des procédures.

Agé de 26-30 ans, vous êtes diplômé d'une école de commerce ou équivalent. Une expérience d'au moins trois ■ en milieu industriel, dans un poste d'auditeur interne ou de contrôleur de gestion, vous permet de faire preuve de solides connaissances en comptabilité et d'une bonne pratique de la micro-informatique. Vous avez un esprit de synthèse, de la rigueur et le sens de l'organisation mais aussi ■ goût des ■

Poste ■ pourvoir en Martinique.

Merci ■ téléphoner ■ d'adresser une lettre manuscrite, votre CV et une photo, ■ réf. JMD/3022.

FAIRWAY Horizon Financier,  
27 rue Marbeuf, ■ Paris. 47.23.32.75

FAIRWAY  
H O R I Z O NRESPONSABLE DU SUIVI  
DES RISQUES FINANCIERS

Notre Direction des Investissements souhaite intégrer au sein de son département "gestion des opérations" un professionnel confirmé, responsable ■ suivi des risques financiers.

En relation étroite avec de nombreux interlocuteurs du monde de la finance, vous évaluez les risques financiers de nos investissements en liaison directe avec le responsable du département. L'exercice de votre fonction devra apporter une réelle valeur ajoutée à notre middle-office.

A 30-35 ans, de formation supérieure (ESC, Sciences Po...), vous souhaitez valoriser vos

qualités personnelles et vos compétences techniques ■ sein d'une structure qui vous en donnera les moyens.

La nature ■ la complexité des affaires traitées nécessite un profil bancaire aguerri, une rigueur à toute épreuve et ■ expérience probante d'au moins 5 ■ dans un domaine similaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) sous réf. M 03 F à Christine LABBE - Département Ressources Humaines - 33, rue la Fayette - 75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'Assurance.

Nous sommes 20000 personnes. Nous réalisons un C.A. de 46 milliards en France et dans plus de 30 pays.

Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.



AGF

AGF

GESTION, FINANCE  
ET PLANNING STRATÉGIQUE

La société internationale KIMBERLY CLARK CORPORATION recherche pour son Groupe EUROPE un

RESPONSABLE DE HAUT NIVEAU  
Contrôle de Gestion et Analyse Financière - Europe

Diplômé d'une grande école de gestion, vous avez acquis ■ expérience d'au moins 10 ans en Contrôle de Gestion ■ Analyse Financière, de préférence dans un environnement industriel; ■ en maîtrisez aujourd'hui les aspects techniques ■ que stratégiques. Vous ■ fait la preuve de vos qualités de leader: ■ des contacts, écoute, aptitude à animer des équipes.

Membre de la Direction "Strategic Planning Europe", vous êtes associé à l'élaboration de ■ plans:

- Vous participez à la définition des objectifs de ce secteur.
- Vous optimisez ■ en ■ les systèmes et les procédures de planification ■ de contrôle, vous ■ coordonnez et vous en suivez l'application.
- Vous assistez ■ conseillez les Responsables opérationnels de ■ unités européennes.
- Vous animez ■ vous mobilisez ■ équipes avec la préoccupation permanente de renforcer leurs compétences ■ leur ■ des responsabilités.

Outre ■ grande mobilité, ■ poste, basé à Saint Cloud, suppose une parfaite maîtrise de l'anglais. Il ouvrira à un candidat de haut niveau de larges perspectives de carrière au sein de ■ Groupe.

Merci d'adresser lettre, C.V. ■ photo, ■ la référence LM/1101, ■ François ROBERT

Kimberly-Clark Sopalfin

Bureaux de la colline  
92213 Saint-Cloud Cedex

Sopalfin

Kleenex

Kleenex

BREVIA

Groupe Industriel d'envergure internationale, recherche pour ■ filiale commerciale française, ■

RESPONSABLE  
COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Vous ■ rattaché au Directeur Général de cette société de 14 personnes pour mettre en place et gérer l'ensemble des circuits informatiques ■ la comptabilité, ■ la finance ■ la gestion. Vous ■ appuierez sur une petite équipe de 2 personnes, tout ■ gardant ■ rôle très opérationnel. Votre formation comptable ■ de bon niveau, ■ expérience est d'au moins ■ dans la comptabilité et la gestion.

Votre connaissance ■ la micro-informatique ■ indispensable. Votre anglais ■ courant. Lieu ■ travail, ■ 16ème.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite ■ prétentions, ■ réf. 04, ■ Agnès CHAUVIN - TEMPS dense - 3, rue ■ Liège 75009 PARIS

TEMPS dense



## Gestion et des Finances

Banlieue Ouest

N° 1 de la réparation rapide, leader français  
plus de 550 MF de CA, et un réseau de 210 points de vente.Directeur Administratif  
et Financier

Rattaché au Directeur Général et aide d'une équipe de 12 personnes que vous animez, vous prenez en charge l'intégralité de la fonction : comptabilité, contrôle de gestion, reporting... Vous êtes l'interlocuteur de nos franchises et avez auprès d'eux un rôle de conseil financier.

A 30/35 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce (HEC, ESSEC... ou équivalent), vous justifiez d'une expérience acquise en audit et en contrôle de gestion, de préférence dans la filiale d'un groupe international. Vous parlez anglais et vous avez déjà animé une équipe.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 24.10542 à notre conseil.

20 rue de Berri, 75008 Paris.  
Pour plus d'informations, consultez le 3616 code UGE-ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES NICE RENNES STRASBOURG BRUXELLES

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ  
FINANCIÈRE SPÉCIALISÉE DANS LA  
GESTION DES OPCVM, PARTENAIRE  
D'UN PUISSANT RÉSEAU. NOUS  
CHERCHONS NOTRERESPONSABLE  
DES MOYENS  
D'INFORMATION

Au sein du service "Développement Réseau", vous serez chargé de l'élaboration des outils d'information à destination du réseau. Vous devrez pour cela :

- définir le contenu de chaque support (papier, télématique ou vidéo),
- coordonner, en liaison avec l'équipe de gestion financière, les articles économiques et didactiques,
- veiller à la qualité de l'information donnée,
- répondre, de manière adaptée, aux questions et attentes du réseau.

Vous pourrez être amené, de plus, à piloter des études

liaison avec la Direction Commerciale du réseau.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur justifiant d'une compétence éprouvée en techniques de communication et d'une culture économique et financière. Son esprit créatif adossé à beaucoup de rigueur lui permettra de faire évoluer les outils.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre référence 647 à MEDIA PA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Contrôleur Financier  
Européen

Nous recherchons un important groupe multinational Industriel (CA : 30 Milliards) ; dans le cadre de notre développement externe et interne, nous créons une holding européenne qui fédérera l'ensemble des intérêts de notre groupe dans la communauté européenne (CA : 8 Milliards).

Pour cette holding, nous recherchons notre Contrôleur Financier qui sera responsable de la consolidation et du reporting. En parallèle, il se verra confier des missions d'audit et d'organisation, notamment auprès des Directeurs Généraux et Financiers des filiales.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 4 à 6 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international ou dans un important groupe multinational ; vous avez acquis vos compétences à travers des missions de consolidation, de révision comptable et d'organisation.

Ce poste, basé à Paris, implique une parfaite maîtrise de l'anglais. Il concerne un jeune professionnel souhaitant rejoindre un groupe industriel qui lui offrira de réelles opportunités de carrière en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prêt) sous réf. 24.10542 à notre Conseil ORBE - 41, avenue George V 75008 PARIS, qui l'étudiera en toute confidentialité.

ORBE

## GROUPE PRINTEMPS

31 milliards C.A. - 3 branches d'activités  
VPC - MAGASINS - SERVICES FINANCIERS  
NOTRE HOLDING RECHERCHE

## FISCALISTE

Rattaché(e) au Chef du Département Fiscal :

- vous assistez celui-ci dans un certain nombre de ses tâches (taxe professionnelle, T.V.A., intégration fiscale, ...)
- vous avez un rôle de conseil auprès des filiales sur des dossiers techniques (fusion, apport partiel, ...).

Titulaire d'un DEA ou d'un DESS de droit des Affaires et Fiscalité, vous possédez une double expérience en entreprise et en cabinet de 3 à 4 ans.

Merci d'adresser lettre de candidature (C.V., photo et prétentions) à Bénédicte LEFEBVRE DU PREY, Groupe PRINTEMPS, 61, rue Caumartin, 75009 Paris.

Multinationale américaine (+ 2 milliards de \$ de CA)  
recherche pour son développement en Europe unAuditeur  
International

Grenoble 250/350 KF

Rattaché au Directeur de l'Audit Europe (25 entités réparties sur 15 pays), vous menez des missions d'audit financier et d'audit de procédures.

Vous participerez à des missions spéciales dans le cadre du développement et de la réorganisation du groupe. Vous établirez des rapports à destination du management européen du siège et des filiales.

■ formation Ecole Supérieure de Commerce + DECF, ■ justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans ■ cabinet d'audit ou ■ entreprise multinationale.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et êtes disponible pour des déplacements à l'étranger. Votre réussite à ce poste vous permettra de saisir de nombreuses opportunités au sein du groupe.

Contactez Pierre-Guillaume Day au (1) 45.53.26.26, ou adressez CV + photo + n° et rémunération actuelle à Michael Page Finance au 30 bis rue Spontini 75111 Paris, sous réf. PGD7865MO.

Michael Page Finance  
Spécialiste en recrutement FinancierSpécialiste  
financement  
des ventes

ATR, constitué à parts égales par les grands constructeurs européens : AEROSPATIALE France, ALLENIA Italie, comen, est la famille d'avions transport régional ATR et 72, exploités dans le monde entier. ■ consortium recherche : un Spécialiste Financement des Ventes Confirmé

Charge d'évaluer, négocier, élaborer les modes de financement afin d'optimiser la vente des avions. Vous avez une expérience bancaire ou dans le financement à l'export, analyse des risques, montages financiers, négociation des garanties.

HEC, ESSEC, ESCP, IEP Paris, INSEAD, IGA, J. Centrais, Mines. Vous avez un excellent sens commercial, la pratique de la négociation et la maîtrise parfaite de l'anglais.

Si vous souhaitez rejoindre à Toulouse notre équipe internationale, joignez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) à notre Conseil

RA Consultants  
2 rue du Pompadour Villeneuve  
31000 Toulouse 02 27 29 74

Aujourd'hui, LA  
CHAMBRE DE  
COMMERCE ET  
D'INDUSTRIE DE  
PARIS

Son rôle multiple : consultatif, aide aux entreprises, enseignement, gestion d'équipements publics.

Mais la C.C.I.P. ce sont aussi de prestigieuses filiales : Palais des Congrès, Parc des Expositions Paris-Nord-Villepinte et, à travers ses réalisations, la maîtrise des technologies de pointe.

Elle recherche

Pour le Groupe ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS (250 permanents, 500 intervenants extérieurs, 1 500 étudiants, 3 000 cadres en formation chaque année)

SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF,  
FINANCIER ET DES  
RESSOURCES HUMAINES

Rattaché au Directeur du Groupe, il dirige et coordonne les services dépendant de sa responsabilité directe : finance et contrôle, ressources humaines, logistique animant ainsi avec les Chefs de Services environ 70 personnes.

Membre du Comité Exécutif, vous êtes associé à toutes les réflexions et décisions concernant le développement, l'organisation et la gestion du Groupe.

Vous avez environ 40 ans, diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous possédez des capacités d'animation et d'organisation, le goût des responsabilités et un grand sens managérial.

La pratique de l'anglais est souhaitée, la connaissance des milieux publics et para-publics appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) à référence 9203/LM - C.C.I.P. - D.R.H. - Châteaubriant - 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Paris - Nord

LA  
FRANÇAISE  
DES  
JEUX

## Contrôleur de gestion

Bénéficiant d'une expérience de plusieurs années de contrôle de gestion dans un environnement anglo-saxon, vous souhaitez maintenant apporter votre compétence et votre rigueur dans un cadre où l'autonomie et le champ d'action donneront à votre carrière une véritable dimension.

Rejoignant l'équipe (4 personnes), vous participez activement à la définition et à la mise en place des outils de gestion et d'aide à la décision.

Reporting, tableaux de bord, budgets et plans : vos domaines d'intervention de prédilection.

Agé de 30 à 40 ans, vous êtes de formation Ecole de Commerce (Option Gestion Financière).

Vous êtes impérativement dynamique, rigoureux et disponible. Ambitieux, vous souhaitez démontrer votre efficacité par vos réalisations quotidiennes.



Merci d'envoyer votre CV, sous réf. 24-115-26, à notre conseil, ONOMA, 26 rue de Berri, 75008 Paris. Pour plus d'informations, consultez le 3616 code UGE-ONOMA.



## Gestion et des Finances

Filiale d'un  
établissement  
financier étranger,  
nous sommes une  
banque  
commerciale  
(100 personnes)  
en pleine  
évolution.

Auditeur  
interne

Véritable conseil du Comité Direction, assurez l'évaluation et l'évolution des procédures et systèmes d'information de notre établissement parisien, dans un souci d'optimisation des performances.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et parlez anglais. Après 4 ans d'audit en cabinet ou dans un établissement financier, vous possédez une très bonne connaissance du fonctionnement des établissements bancaires (méthodes, organisation, systèmes d'information).

Vous souhaitez aujourd'hui évoluer dans une ambiance motivante, en relation avec des collaborateurs de très haut niveau.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite référence AL/M à : Conseil Sandrine Frénoy KPMG Cofror, 18 bis rue de Villiers, 92400 LEVALLOIS.

KPMG Cofror

Important organisme du tertiaire, nous sommes leader sur nos marchés : la Retraite et la Prévoyance.

ACTUAIRE  
H/F

De formation supérieure (Statistiques, ISFA ou Institut des Actuaires Français), vous avez acquis une première expérience de la fonction Etudes Techniques, ou débutant, vous justifiez de stages significatifs dans ce domaine.

Au sein du département Statistiques-Actuariat-Etudes votre mission intégrera trois domaines d'activités :

Etudes et Tarification  
Analyse et Surveillance des résultats  
Inventaire Technique et Réassurance

La variété de votre mission implique de votre part, un esprit d'initiative, d'organisation et un sens des contacts qui seront des qualités indispensables pour vous permettre de réussir dans cette fonction évolutive.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et photo) sous référence 5123 à SOURCES - 108 rue Saint Honoré, 75001 PARIS.

Nous sommes un IMPORTANT GROUPE DE PRESSE  
Pour accompagner notre développement et renforcer  
notre structure, nous recherchons

## CONTROLEUR BUDGETAIRE (H/F)

En collaboration avec le responsable de la gestion, il est chargé du suivi budgétaire et du contrôle des filiales.

Débutant ou ayant une première expérience, il est diplômé d'une école supérieure de commerce (gestion finances-comptabilité) ou a obtenu le DECF.

Il possède de réelles capacités d'adaptation, une large ouverture d'esprit et un goût certain pour la communication. La connaissance de l'outil micro-informatique est un atout indispensable. Le poste est basé à Paris, de courts déplacements en province sont à prévoir.

Le dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle) est à adresser sous réf. n° 8785 au Monde Finance 15/17, rue du Col, Pierre Arlu, 75015 Paris, qui transmettra.

## Ressources Humaines

Responsables  
relations humaines  
et sociales confirmés

BSN

Danone, Panzani,

Lu, Kronenbourg,

Evian...

est le 3e groupe

alimentaire européen :

66 Mds de F de CA,

51 personnes,

plus de 100 filiales

implantées dans

37 pays.

L'importance accordée à la politique humaine sociale a toujours été une dominante de la culture du Groupe BSN, un des facteurs de sa réussite économique.

Développer le dialogue social, anticiper les besoins en ressources humaines, les adapter aux stratégies de développement tout en permettant à chacun d'être l'acteur de son évolution professionnelle, accroître les solidarités : l'entreprise son environnement : les points clés de cette politique. Pour la mettre en œuvre, participer à son enrichissement, nous recherchons des responsables des relations humaines et sociales pour certains établissements de province (établissements de 200 à 500 personnes) qui succéderont aux titulaires actuels qui vont évoluer.

Membres du Comité de Direction de nos établissements, ils seront les garants de l'application de la politique du Groupe ; ils devront être également "force de proposition" et jouer un rôle important dans l'évolution des organisations et dans le développement du dialogue et de la communication. Ces postes conviendront à des candidats (ESC, ingénieurs, DESS, Doctorat...) ayant de 8 à 15 ans d'expérience dans la fonction humaine et sociale, partageant notre éthique, désireux de capables de prendre un poste de responsabilité globale. Nous avons plusieurs postes à pourvoir dans différentes régions de France. Merci de nous indiquer d'éventuelles préférences géographiques. A terme, ces postes ouvrent des possibilités d'évolution dans le Groupe en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence 51A2321/2M, à ETAP, 71 rue d'Auteuil, 75016 Paris.

Le Groupe UNILEVER recherche pour l'un de ses sites industriels (proximité Région Parisienne) :

## CHEF DU PERSONNEL

Votre mission :

Directement rattaché au Directeur de cette usine ultra-moderne, vous prendrez en charge les différents aspects de la politique du personnel : relations avec les partenaires sociaux, recrutement, formation, gestion prévisionnelle, communication, contacts avec les autorités locales et gestion administrative du personnel. De plus, vous serez responsable des services généraux du site.

Dans la cadre de cette fonction, vous participerez à la Direction du personnel du siège social à la mise en œuvre de la politique globale des ressources humaines de la société.

Votre profil :

De formation IEP, Ecole de Commerce, DESS Gestion de Personnel équivalent, vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience d'au moins 3 à 5 ans dans une fonction similaire, de préférence milieu industriel, et vous souhaitez rejoindre une activité en pleine expansion au sein d'un groupe offrant de nombreuses possibilités d'évolution.

Autonome et organisé, vous disposez d'un très bon contact et vous aimez vous impliquer dans la réalisation de projets utilisant votre esprit d'initiative et votre pouvoir de conviction.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 01/92 LM à UNILEVER FRANCE SERVICES, Service Recrutement et Sélection des Cadres, 157 boulevard Haussmann, 75382 CEDEX 08.



Unilever

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

36 15  
LM

Déposez votre CV sur 3615 LM  
pour découvrir des annonces  
qui correspondent à votre profil.



**Yves Rocher**

REUSSIR EN BEAUTE

... A NENNES

Groupe Yves Rocher, nous sommes la première marque française de produits de beauté, avec 6 Mds de Francs de CA et 7 000 personnes. Le Directeur Général de notre Division Yves Rocher France (2 Milliards de Francs, 2 000 personnes), recherche son

**RESPONSABLE JURIDIQUE**

Rattaché au Directeur Financier et assisté d'une collaboratrice, vous intervenirez comme conseil en droit des affaires auprès de l'ensemble des deux réseaux français, VPC et magasins (600).

Vos qualités de contacts et votre goût pour le terrain sont des atouts indispensables dans la réussite de cette fonction très opérationnelle.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur en droit du type DJCE, vous pouvez déjà faire valoir une première expérience

de 3 à 5 ans dans le domaine contractuel, notamment en droit de la distribution et de la franchise.

De réelles perspectives d'évolution au sein du Groupe sont possibles pour un candidat à fort potentiel.

Contactez Liz Salter ou Frédéric d'Antin au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + tél + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal 10, rue Jean Goujon 75008 Paris, réf. LSFA7473MO.

**Michael Page Tax & Legal**

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Grand groupe de services (CA 3 Mds F)  
recherche un**Juriste**

Paris

Au sein d'une équipe juridique de haut niveau, rattaché au Directeur Juridique, vous travaillerez sur des dossiers très variés en droit des affaires :

- suivi juridique de la trentaine de sociétés du groupe (Conseils, A.G. ...)

- prise en charge des dossiers de restructurations,

- assistance en matière contractuelle :

redaction et négociation des conventions avec les partenaires

publics ou privés du groupe.

Agé de 25/27 ans, formation supérieure en droit des affaires (DEA, DESS, DJCE ...), idéalement complétée

par un diplôme de droit public, vous justifiez nécessairement d'au moins 2/3 ans d'expérience en droit des sociétés et des affaires.

Dynamique, enthousiaste et motivé, vous souhaitez mettre votre rigueur et vos qualités juridiques au service d'une équipe jeune et passionnée où de réelles perspectives d'évolution vous seront offertes.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + lettre manuscrite + tél + rém. act. à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, réf. AG7854MO.

**Michael Page Tax & Legal**

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Groupe Industriel de premier plan (CA &gt; 20 Mds FF, 55 % à l'international) recherche pour l'une de ses branches (CA = 3,5 Mds FF) son

**Responsable Juridique**

Paris

400 KF

Rattaché au Directeur Juridique Groupe et en parfaite synergie avec la Direction Générale de la branche industrielle, vous assurerez de façon autonome le suivi de l'ensemble des dossiers de droit des affaires (droit des obligations, droit des sociétés, propriété industrielle, contrats, ...). A ce titre vous assisterez les services opérationnels et les filiales en France et à l'étranger.

Vous intervenerez également dans le cadre d'opérations internationales de structure et industrielles (M&A, transferts de technologies, accords industriels, joint-ventures ...).

Age de 30 ans minimum, doté d'une solide formation juridique (3e cycle), vous pouvez faire état d'une expérience réussie en droit des affaires acquise en cabinet ou dans une entreprise internationale. Disponible, pragmatique et rigoureux, vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans un groupe très dynamique.

Un excellent niveau d'anglais (parlé et écrit) est indispensable. Une expérience professionnelle dans l'obtention d'un diplôme (LLM, ...) aux Etats-Unis serait appréciée.

Contactez Thierry Virol au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + lettre manuscrite + tél + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris sous la référence

**Michael Page Tax & Legal**

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

**RESPONSABLE JURIDIQUE**

Groupe de dimension internationale, LAFARGE COPPEE, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 10 milliards de francs, 33 000 personnes et 100 unités réparties en France et dans une trentaine de pays. Sa branche Alumineux LAFARGE FONDU INTERNATIONAL représente le monde 10 filiales, 700 personnes, et un CA de 1 milliard de francs dont 75 % hors de France.

Le Directeur Financier du champ d'intervention est basé à Paris. Vous serez rattaché à la Direction des affaires juridiques et financières, vous aurez en charge l'assistance juridique des services et filiales, vous êtes sur le plan juridique le garant de leur fonctionnement (droit des sociétés, droit immobilier, assurances...) et de notre développement (marques et brevets, droit commercial).

Vous participez également aux négociations d'acquisitions ou de

création de filiales ou joint-ventures en liaison avec la Direction des Affaires Juridiques du groupe.

Ce poste à forte responsabilité convient à un juriste expérimenté d'un 3e cycle des Affaires ou Privé ou Sciences Po + Maîtrise de droit privé, souhaitant exercer une fonction de 3 à 5 ans dans un cabinet juridique ou une société à caractère international (droit des sociétés et des contrats). Le candidat doit avoir l'aptitude à rédiger et à convaincre ainsi que la maîtrise de l'anglais juridique pour réussir.

La taille du groupe et la variété de ses activités offrent un excellent cadre de perspectives d'évolution professionnelle et personnelle.

Postuler à Neully-sur-Seine. Envoyer d'urgence candidature, sous réf. 8A2357/2M, à notre Conseil ETAP, 71 rue d'Auteuil, 75015 Paris. Réponse absolue.

**LAFARGE COPPEE**

leader mondial des matériaux de construction

**JURISTE "FICOFRANCE"**

un spécialiste de l'immobilier

■ efficace ■ puissance financière et ■ compétence technique d'ABBEY NATIONAL, une des ■ premières institutions européennes ■ prêts immobiliers, FICOFRANCE partage l'éthique et la volonté d'innovation d'un ■ particulièrement ambitieux.

Tout ■ 12 délégations régionales qu'au siège, les hommes de FICOFRANCE affirment leurs qualités d'écoute ■ leur ■ service auprès des particuliers, investisseurs, chefs d'entreprise PME - FMI, professions libérales, locataires, promoteurs et marchands de biens...



PROFESSION FINANCIERE DE L'IMMOBILIER

De formation Bac - 4/5 Droit, vous êtes juriste par vocation. Vous avez acquis votre expérience dans le milieu bancaire ou dans un établissement financier et connaissez le monde notarial.

Nous vous proposons un métier prenant et complet qui fera appel à l'ensemble de vos connaissances. Depuis l'élaboration du produit, le conseil juridique au commercial, jusqu'à la mise au point des offres de prêts, vous exprimerez votre curiosité d'esprit et votre capacité à remettre en question le quotidien votre savoir-faire juridique.

Postes à pourvoir sur CAMBRAI

■ vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique, adressez votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo) à Bertrand Leriche, FICOFRANCE, 1461 avenue du Cateau, 59404 CAMBRAI CEDEX.

Le Groupe Fiat en France, c'est 90 sociétés, 15 000 salariés, 30 Mds de F de CA.

**Juriste d'entreprise**

Vous rejoignez le service juridique (personnel) vous intervenez en tant que conseil interne auprès des différentes sociétés du groupe dans tous les contrats qui engagent la entreprise et vous impliquez dans l'élaboration et la rédaction des documents. Après un DEA, ou un 3e cycle en droit des affaires, vous avez acquis une expérience de 5 ans, environ, dans une grande entreprise qui vous donne une bonne maîtrise du droit en général et plus particulièrement du droit de la concurrence (France et Europe). Vous avez une bonne pratique de l'anglais et si possible l'italien.

d'adresser lettre, CV + photo, sous référence DOP/J, à Fiat France, 140 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.



Groupe Fiat en France

Pour participer à la nouvelle évolution de ses revues juridiques

**GROUPE DE PRESSE RÉPUTÉ**

recherche

**UN JURISTE DE HAUT NIVEAU**

Ce titulaire d'un doctorat assumera les fonctions de rédacteur en chef adjoint de nos publications. (réf. JHN)

**UN JURISTE CONFIRMÉ**

Il sera le rédacteur en chef adjoint. (réf. JCO)

Nous attendons deux juristes expérimentés (au moins cinq années de professionnalisme dans le conseil juridique) :

- des qualités de dynamisme et d'ouverture d'esprit,
- Une compétence aigüe en droit privé,
- Un grand sens pratique,
- Des capacités rédactionnelles et relationnelles.

Nous proposerons une rémunération et des perspectives attrayantes à des candidats vraiment opérationnels. Envoyez une lettre motivée indiquant votre niveau actuel de rémunération annuelle, accompagnée de votre CV et d'une photo à Olivier GUIBERT, 11 rue de Mézières, 75008 Paris. Confidentialité assurée.



CHARGE  
D'ETUDES

La Mutualité Française, leader dans le domaine de la protection sociale complémentaire (6000 mutuelles, millions de bénéficiaires) a créé MUTEX.

MUTEX, c'est la conception mutualiste de la Prévoyance : un organisme offrant une gamme de produits et un service de haute qualité, accessible à tous, à la hauteur de l'exigence mutualiste : garanties retraite, épargne, maintien des revenus, capitaux décès... Aujourd'hui nous recherchons un chargé d'études (H/F) pour notre département Etudes.

## Missions :

- Conception et rédaction des documents contractuels types pour les produits de prévoyance et d'épargne.
- Définition des procédures administratives liées à la souscription et au fonctionnement des garanties.
- Assistance technique interne et réseau.

## Profil :

- Diplômé du 3ème cycle droit privé avec spécialisation appréciée en assurances (D.E.S.S. ou Institut des Assurances).

- Expérience minimum de 4 à 6 ans acquise au sein d'une entreprise d'assurances ou d'un organisme de prévoyance ayant permis de maîtriser tous les aspects liés aux missions précitées.

Nous souhaitons rencontrer des candidats alliant une aisance rédactionnelle, un goût et une rigueur de la recherche des études.

Merci d'adresser votre dossier complet (précisant la référence du poste (réf. CD), votre rémunération actuelle) à : MUTUALITE FRANÇAISE - Direction Administrative - 255, rue de Vaugirard 75719 Paris Cedex 15.

CONFIDENTIALITE ASSUREE.

DIRECTEUR ADJOINT  
RESPONSABLE DU DEPARTEMENT  
PRODUCTION

Franche-Comté - Une importante banque à vocation régionale, rattachée à un groupe bancaire de tout premier plan, recherche un jeune manager à fort potentiel. Rattaché au directeur central de l'organisation et de la production, il pilote d'abord la mission d'organisation du département production et administration. Ensuite, il assure rapidement la responsabilité complète, technique et d'encadrement, de ce département regroupant aujourd'hui 130 collaborateurs. Agé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supé-

rieur - de préférence ingénieur + ISA, CESMA... - vous avez déjà réussi une ou plusieurs expériences d'encadrement dans une banque, le conseil ou éventuellement l'industrie, dans des fonctions relevant de l'audit, l'inspection, l'organisation et le réseau. L'envergure du poste nécessite un potentiel élevé. Ecrire à Didier BONNEFOY, en précisant la référence A/3306M - PA Consulting Group - 78, bd du 11 Novembre 69626 VILLEURBANNE Cedex Tél. 78.93.90.63.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

Savoir... et faire savoir :  
une question de conviction

Apple fait partie des leaders du marché micro-informatique français : une réussite due à une politique d'innovation permanente ainsi qu'à une bonne compréhension de l'environnement dans lequel nous intervenons. Tout connaître du marché pour mieux anticiper : c'est l'une des conditions de notre succès. Cette exigence, nous souhaitons la partager avec vous.

## ANALYSTE DE MARCHÉ

Professionnel des études, vous recueillez et analysez des données stratégiques, vous participez à la conception des outils nécessaires à l'entreprise. Au regard de votre mission, la dimension communication interne s'avère primordiale, à l'écrit (rapports, notes...) et plus encore à l'oral (promotion des informations auprès du management et des départements commerciaux et marketing) : dès lors c'est votre personnalité et votre aptitude à convaincre qui feront la différence.

Titulaire d'un diplôme d'une Grande Ecole de Commerce ou d'un DESS Econométrie, éventuellement complété par une formation marketing, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire et vous maîtrisez l'anglais.

Grâce à votre esprit curieux, votre sens de la méthode et de la rigueur, vous donnerez une dimension à ce poste. Par tempérament vous êtes à la fois autonome et très ouvert : votre aisance relationnelle et votre pouvoir de persuasion seront des atouts essentiels... pour vous permettre de révéler le meilleur de vous-même.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous référence MM/M/0242 à : Jean-Marie MILTEL - Département des Ressources Humaines - Apple Computer France - 12, avenue de l'Océanie, Z.A. de Courbevoie - 91450 Les Llys Cedex.

VOUS AVEZ CHOISI  
LA FONCTION PERSONNEL

Dans un groupe industriel d'envergure mondiale (15000 personnes), présent dans plusieurs secteurs de haute technologie, dans une Direction des Ressources Humaines très impliquée dans la vie de l'entreprise, aux côtés du responsable des Relations Sociales, le jeune Assistant que nous recherchons pour mission de :

- préparer et suivre les dossiers du Département,
- participer à des missions opérationnelles spécifiques,
- acquérir une solide connaissance du groupe, de son organisation et de sa culture pour y assumer des responsabilités évolutives.

DIPLOMÉ D'ETUDES SUPERIEURES  
2 à 3 ans d'expérience de la Fonction Personnel

Méthodique et rigoureux pour préparer des dossiers précis et complets, vous êtes aussi curieux, imaginatif, capable de bien communiquer avec des interlocuteurs variés (responsables opérationnels, juristes...).

Voire formation (Bac + 4 ou 5) et votre première expérience en milieu industriel vous permettent d'aborder différents domaines de la Fonction Personnel. Vous souhaitez en faire le tremplin d'une carrière ouverte sur d'importantes responsabilités.

Le poste est basé à Paris-Ouest.

Voire candidature sera étudiée avec la plus totale discrétion. Merci de nous l'adresser, sous la référence RH/5052, par l'intermédiaire de

AD'COM

32, rue Pierret, 92200 Neuilly-sur-Seine

CHEF  
DE NOTRE AGENCE  
D'AUBERVILLIERS

N° 1 en Europe, fortement implanté en Ile-de-France, avec deux millions de clients.

Aujourd'hui, l'une des cinq Agences du secteur, occupe plus de 100 personnes et assure une activité technique et préventive de 5 000 appareils.

L'ingénieur que nous recherchons aura, à 35/40 ans environ, acquis son expérience en Sociétés de Services et une préférence au poste.

Homme de gestion, vous aurez à préparer et suivre vos budgets, à fonctionner avec des investissements, à gérer des équipes de 30 à 40 personnes, à assurer la maintenance de cette Agence qui, outre une partie importante de Paris, couvre le 93 et le 77 en plein essor.

Vous savez créer et entretenir des rapports humains constructifs, vous êtes commercial et du coup, vous permettez d'être pour les clients et utilisateurs celui qui saura négocier et prévenir les problèmes.

Pour en savoir plus, faites parvenir votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 2 à 306 M, au 49, av. Trudaine, 75009 PARIS - Tél. : 40 23 00 03, notre Conseil Michel BARBEY vous recevra de bon cœur.

**ACTERES CONSEIL**

## CHARGE DE MISSION

## CONSEIL EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Paris-Ouest

Notre société, filiale d'un des plus grands groupes immobiliers français, a pour vocation de placer des immeubles tertiaires à haut standing dans les grandes régions françaises, auprès d'une clientèle d'entreprises, soit en vente directe, soit en location pour le compte d'investisseurs.

Notre Directeur Général recherche son bras droit, qui sera l'interface entre les six Directions Régionales et le Siège.

Vous êtes chargé de la mise au point des dossiers (études préalables, négociations des locations, montage et établissement des baux commerciaux, convention...), du suivi des tableaux de bord et du reporting, du montage des dossiers investisseurs, enfin, des relations avec les grandes entreprises, susceptibles de décentraliser en province.

Agé de 30 à 40 ans, de formation supérieure commerciale, gestionnaire, complétée par des bases juridiques, vous êtes très relationnel, d'un tempérament autonome et créatif. Vous êtes également homme de réflexion, vous savez rédiger, votre sens de l'analyse est très développé.

Ce poste représente un tremplin exceptionnel pour un jeune professionnel désireux d'expérimenter ses qualités humaines et d'élargir son réseau.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence 94/203 M à : KEY MEN - 102 Terrasse Boieldieu - 92085 PARIS LA DEFENSE Cedex 18.

KEY MEN

ODA :  
1400 COMMERCIAUX  
A L'ECOUTE DE VOS COMPETENCES

Filiale d'HAVAS et de la COGECOM, l'ODA (4,3 milliards de CA, 1000 personnes) élabore la stratégie de communication de 200 000 entreprises dans les annuaires FRANCE TELECOM. NOTRE DIRECTION DES VENTES RECHERCHE :

RESPONSABLE FORMATION  
H/F

Véritable animateur d'une équipe de 18 formateurs, vous concevez et mettez en œuvre les programmes de Formation de nos vendeurs confirmés et débutants (500 nouveaux vendeurs environ) ainsi que de la structure d'encadrement.

A 30/35 ans, formation supérieure (BAC + 4 minimum), vous êtes un professionnel expérimenté dans le domaine de la formation commerciale et encadré avec succès dans la vente.

Voire réussite dans cette mission sera un excellent tremplin pour occuper dans l'avenir d'autres responsabilités.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence LM/18/02 à :



**ODA**  
Service Recrutement  
7, av. de la Cristallerie  
92317 SEVRES Cedex



**AXES MANAGEMENT SA** - Cabinet de conseil, d'audit et de formation dans le domaine du management public, recherche dans le cadre de son développement :

**1 CONSULTANT H/F ACHATS PUBLICS** Réf. 86 M

**1 CONSULTANT H/F FINANCE/CONTROLE DE GESTION** Réf. 87 M

Vous avez une formation 3<sup>ème</sup> cycle/Ecole de Gestion, de réelles qualités de contact et le sens des responsabilités.

Vous souhaitez valoriser une première expérience acquise dans le secteur public ou en cabinet (3/5 ans environ) en rejoignant une équipe motivée par la modernisation des services publics (Etat, Collectivités Territoriales).

Nous vous proposons de devenir consultant dans le domaine d'expertise et de participer aux missions de conseil, d'audit et de formation qui nous sont confiées.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, CV et photo, sous référence choisie, à : **AXES MANAGEMENT - 55, rue Trévise - 75012 PARIS.**

**RÉSEAU NATIONAL DE CONSULTANTS S'IMPLANTANT EN NORMANDIE**

RECHERCHE

**CONSULTANT(S) EN STRATÉGIE D'ENTREPRISES (H/F)**

Vous travaillerez en partenariat avec notre réseau régional de sociétés de conseil en gestion d'entreprises, pour nos clients et avec nos collaborateurs.

Vous aiderez nos clients :

- à se définir des objectifs et une stratégie ;
- à tracer une trajectoire cohérente avec leur environnement et leurs savoir-faire ;
- à mettre en œuvre leurs projets.

Pragmatique, vous avez une réelle aptitude à anticiper, un esprit d'analyse et de synthèse développé, le sens du challenge et du travail d'équipe, vous savez travailler en équipe et faire partager votre enthousiasme.

Adresser candidature, CV et photo sous réf. N° 78 à : **PERI-G France, 183, av. G.-Clemenceau 92024 NANTERRE CEDEX**

**INSTITUT CURIE**

recherche

**LE RESPONSABLE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE DES MALADES H/F**

la Section Malades Hospitaliers

Dans un établissement à dotations globales, 200 lits et 1500 personnes, nous recherchons :

- un responsable de l'activité médicale,
- simplifier et accélérer la chaîne de facturation,
- être en place pour le paiement du comptant,
- animer son équipe de 15 personnes du souci permanent d'améliorer l'accueil des malades.

Agé de 30 ans environ, vous êtes diplômé d'un DEUG de droit et/ou licence. Fort d'une expérience hospitalière de 5 ans, vous communiquerez aisément avec les médecins et les porteurs de la santé, vous motiverez et encadrerez vos collaborateurs, gèrerez rigoureusement les procédures administratives et celles qui les instaurent.

Ecrire votre CV à : **INSTITUT CURIE - SMH, Direction du Personnel 26, rue d'Ulm - 75231 PARIS CEDEX 06.**

**Notre Leader**

**HEC ESSEC ESC... FUTUR ASSOCIÉ**

Dijon

**NOTRE ENTREPRISE**

Cabinet Conseil pluridisciplinaire créé en 1980 (5 personnes) nous sommes déjà reconnus pour la qualité de nos prestations au sein de la région Bourgogne - Franche Comté.

Spécialisés dans 4 domaines d'activité (ressources humaines, marketing, gestion, ingénierie financière et sociale), nos Consultants disposent d'une expérience professionnelle de plus de 10 ans en Entreprise.

**NOTRE PROPOSITION**

Prenez la responsabilité fonctionnelle de notre Cabinet comme partenaire privilégié des Entreprises ou comme Patron de notre Equipe.

Prenez la responsabilité opérationnelle d'une partie de nos activités de conseil.

En d'autres termes, développez, animez, réfléchissez, consolidez, pérennisez l'activité du Cabinet auprès des Entreprises et des Administrations.

**NOTRE REUSSITE**

- Homme de marketing et de stratégie, vous avez une expérience en direction d'entreprise, une préférence acquise au sein d'une grande structure.
- Homme d'action et de réflexion, votre charisme et votre personnalité "de cœur et d'esprit" font de vous le leader que nous recherchons.

Notre proposition vous intéresse ?

Adresser votre dossier de candidature sous réf. A304M à notre Conseil Alain NERVET qui analysera avec vous cette opportunité.

**NERVET PONT Conseil - 15 rue Gardinet - 75017 PARIS**

**PFIZER**, filiale de l'une des premières multinationales américaines de l'industrie pharmaceutique, disposant d'un important portefeuille de produits issus de sa recherche internationale, recrute pour sa Division Technique un

**Acheteur**

Rattaché au Chef du Service Achats, vous participez à l'établissement des spécifications d'achats. Vous êtes responsable de la recherche des fournisseurs, leur homologation, de la négociation des prix, ainsi que du suivi des commandes.

**PHARMACIEN - OPTION INDUSTRIE**

complétée par une formation en Management Achats Industriels, rigoureux et organisé, vous avez le sens de la négociation et une aisance relationnelle. Vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience réussie (2 - 3 ans) dans une fonction similaire. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail : **ORSAY (91) - ligne B du RER.**

Merci d'adresser votre lettre manuscrite avec c.v. sous référence PFA 92, à **PFIZER, Service du Personnel, 86 rue de Paris, 91407 ORSAY CEDEX.**

**La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque**

recherche pour son siège situé à Paris 8<sup>e</sup>

**Audit Interne H/F**

Agé de 30/35 ans, formation en Commerce ou équivalent, vous justifiez d'une expérience confirmée en cabinet, banque ou finance.

Adjoint à l'Inspecteur Général, vous participerez aux missions d'inspection, d'études des procédures et d'analyse des comptes dans des domaines variés, la Banque exerçant une activité dans de nombreux secteurs.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

L'évolution vers des postes opérationnels de gestion est tout à fait envisageable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à **La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque 47, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75001 PARIS.**

**PRISMA PRESSE** 6, rue Danu 75379 Paris Cedex 08

**Assistant Diffusion Titres**

Fondée en 1978, PRISMA PRESSE compte aujourd'hui plus de 500 collaborateurs permanents, une diffusion annuelle de plus de 220 Millions d'exemplaires et un CA de 2,057 Milliards de Francs en 1990/91.

La réussite commerciale de ses titres et ses méthodes de gestion rigoureuses font le leader de la presse magazine.

**NOTRE PROPOSITION**

au Directeur de Diffusion Titres, vous contribuez :

- à l'élaboration et au suivi de la stratégie de diffusion (budgets, analyse des résultats, ...)
- au développement des opérations de communication et de promotion,
- au suivi des opérations de marketing direct,
- à l'étude et l'analyse de l'environnement des titres.

Agé de 25-30 ans, vous êtes de formation supérieure et déjà une expérience réussie de 2 ou 3 ans.

Votre motivation et votre capacité à vous adapter à notre méthode du groupe et votre potentiel vous assurera d'autres opportunités.

Bons contacts humains et bonne connaissance de la micro seront appréciés.

Merci d'adresser votre manuscrite + CV sous réf. 02/ADT à : **PRISMA PRESSE - Direction des Ressources Humaines.**

**GEO • CA M'INTERESSE • PRIMA • FEMME ACTUELLE • TELE-LOISIRS • VOTRE • GUIDE CUISINE • CUISINE ACTUELLE • PARTANCE • CAPITAL**

**DEMACHY WORMS & CIE**

Banques d'Affaires, filiale du groupe financier et industriel,

recherche un(e)

**Jeune exploitant H/F**

**GRANDES ENTREPRISES**

- Bac + 5
- Avec, de préférence, une première expérience bancaire, appréhendant les aspects concrets des opérations.
- Le candidat a une bonne relationnelle, un sens du travail en équipe et une motivation suffisante pour évoluer dans un secteur dynamique et entreprenant
- Anglais courant apprécié.

Poste basé à Paris 1<sup>er</sup>

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) seront adressées à : **Direction des Relations Humaines, DEMACHY WORMS & CIE - 223, rue Saint-Honoré 75001 PARIS**

**EMPLOI**

**Le mardi, c'est tout un Monde**

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi  
Le Monde de la Gestion et des Finances  
Le Monde des Ressources Humaines  
Le Monde des Juristes  
Le Monde des Cadres  
Le Monde de la Fonction Commerciale  
Le Monde de l'Informatique  
Le Monde des Secteurs de Pointe

**Le Monde INITIATIVES**



## l'Informatique



## COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

Notre collectivité territoriale, la Communauté Urbaine de Strasbourg (4 milliards de francs de budget annuel, 6000 collaborateurs répartis en 60 services) a entrepris depuis 1990 un processus ambitieux de modernisation afin d'améliorer la qualité du service offert aux habitants et d'optimiser notre gestion.

En appui à ces grandes orientations définies avec nos élus, nous avons commencé la mise en place d'un nouveau schéma directeur informatique. Pour ce vaste projet qui mobilisera l'ensemble des personnels et introduira une culture informatique partagée, nous recherchons de nouveaux

Jeunes chefs de projet  
organisation-informatique

De nombreux projets d'organisation ont été définis dont la gestion du personnel, les finances et comptabilité, la bureautique, la gestion des stocks, le traitement du courrier et des dossiers, etc.

Avec l'aide des différents correspondants utilisateurs dans chaque service, vous aurez la responsabilité complète des applications : cahier des charges, analyse fonctionnelle, validation des procédures, programmation et amélioration.

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer rapidement de jeunes diplômés (BAC + 4 ou BAC + 5) possédant déjà ce type d'expérience et désireux de s'investir dans des chantiers importants et complexes.

Les entretiens auront lieu à PARIS et à STRASBOURG.

Merci d'adresser votre lettre, CV et photo sous référence 10340 LM au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE - 1/3, Place Gutenberg - 67000 STRASBOURG.



**BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES** ALSACE

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

## DEBUTANT

## ingénieur études

## INFORMATIQUE FINANCIERE

Membres d'un important groupe financier international, nos filiales françaises comptent 250 personnes. L'informatique est le vecteur majeur de notre développement. Nous recherchons pour notre département Organisation et Informatique un Ingénieur d'études.

Complètement intégré à l'activité de l'entreprise, vous répondrez aux besoins des différents services en terme d'organisation et d'informatique - direction des opérations de marché, départements de back-office, contrôle financier...

Après une prise de connaissance de l'organisation et des métiers de l'établissement, nous vous proposons une formation à nos méthodes et techniques. Vous participerez ensuite à la réalisation puis à la conception d'applications.

L'architecture des systèmes d'information est organisée autour de matériels Digital - Vax 6410, Micro-Vax 3100, stations de travail... et de nombreux réseaux de télécommunications, dont celui du groupe.

Nous confierons ce poste à un jeune ingénieur (X, Mines, ENSI...) débutant souhaitant s'investir dans une société à taille humaine, dotée de moyens techniques performants.

La pratique de l'anglais constituerait un atout important.

Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 644 à **MEDIA PA** 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

## - INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Au sein de la Direction Informatique et Télécommunications Groupe, vous serez responsable des applications d'une ou de plusieurs Directions Centrales.

Vous prendrez en charge : • les études préalables dans le cadre de la stratégie de la Direction concernée, • la maîtrise d'œuvre des développements en partenariat avec les fournisseurs et sous-traitants préalablement sélectionnés, • le suivi de la mise en place et de l'exploitation des systèmes fournis à l'utilisateur en assurant la maîtrise du calendrier, des coûts et de la qualité.

De formation Ingénieur ou équivalent, vous avez une expérience d'au moins trois ans de la mise en œuvre de systèmes de gestion en environnement UNIX, serveurs départementaux, SGBDR.

Pour ce poste basé à PARIS-LA-DÉFENSE, merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf. 35563 a Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra ■

**elf aquitaine**

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

## SPECIALISTES UNIX

L'INTERNATIONAL  
EST NOTRE METIER

Doublément implantée en France, à Fontainebleau et aux Etats-Unis dans l'Etat de Washington,

MORPHO SYSTEMES (300 personnes) leader mondial sur ses applications de traitement d'image, commercialise ses systèmes dans le monde entier.

Dans le cadre de notre développement et en vue d'aborder de nouveaux marchés, nous recherchons des :

## INGENIEURS DEVELOPPEMENT

## LOGICIEL

## Débutants et confirmés

Votre mission : vous participerez au développement et/ou à la maintenance d'un système informatique complexe : architecture distribuée, station de travail UNIX, réseau (TCP/IP), bases de données (ORACLE SYBASE), X WINDOWS, disques optiques.

Vos compétences : vous connaissez UNIX et le langage C. Connaissance du réseau et/ou de SGBD souhaitée.

Nous recherchons des personnalités souhaitant évoluer dans un environnement technologique de très haut niveau et parlant l'anglais. Compte tenu de la croissance de notre société, des évolutions internes sont envisageables.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence ID/M à l'attention de Madame de MONTALIVET MORPHO SYSTEMES - 33, route de la Bonne Dame - 77300 FONTAINEBLEAU.

**MORPHO**  
Systèmes

## CNFPT



CENTRE NATIONAL  
DE LA FONCTION  
PUBLIQUE  
TERRITORIALE

ETABLISSEMENT  
PUBLIC DE  
FORMATION

Budget : 800 MF  
1300 agents permanents  
26 Directions Régionales  
3 écoles nationales

Merci d'adresser  
candidature manuscrite +  
CV à M. le Président du  
CNFPT 5 villa Thoron,  
75728 PARIS cedex 15.

recrute pour son Siège basé à Paris

## CADRE A

de la Fonction Publique Territoriale  
pour le Service études

Agé de 25 à 30 ans, vous avez une formation en informatique (BTS-DUT) complétée, si possible, par une expérience en collectivité, initiée à l'environnement Macintosh, vous possédez quelques notions juridiques, notamment sur les marchés publics.

Tirant parti du caractère évolutif de vos fonctions, de vos qualités de négociateur, de votre esprit d'analyse et d'organisation, vous serez appelé :

• Dans le cadre de la Maintenance des applications informatiques, à :

• assurer l'interface entre le service Actuels et le service Informatique.

• piloter le développement de nouvelles applications (évaluation des éditions d'analyse préalable, élaboration du cahier des charges).

• former les utilisateurs (mise au point de manuels de procédure).

• prendre en charge la gestion du réseau, l'installation de nouveaux logiciels et les équipements matériels.

• Dans le cadre de l'Assistance Technique à l'Administration Informatique, à :

• assurer la gestion des marchés de fournitures informatiques (évaluation des offres, négociation).

• assurer la gestion des marchés de fournitures informatiques (évaluation des offres, négociation).

• assurer la gestion des marchés de fournitures informatiques (évaluation des offres, négociation).

• assurer la gestion des marchés de fournitures informatiques (évaluation des offres, négociation).

Notre organisme du Service Public,  
4 000 personnes, doté d'un système  
d'information élaboré, recherche par suite  
d'une évolution de carrière de son  
titulaire, son :

Directeur de  
l'organisation

Dans ce poste large,  
50 personnes à manager,  
vous avez à prendre en  
compte tout ce qui évolue  
autour de la conception et  
de la mise en place des  
systèmes informatiques, sans  
oublier l'environnement du  
travail.

Vous êtes Ingénieur  
(option Informatique et  
Organisation). A 35 ans  
environ, vous avez une  
expérience pratique de  
plusieurs années plutôt dans

le secteur tertiaire, en  
matière d'organisation du  
travail et de méthodes  
de conception de projets  
informatiques ; vous y avez  
eu des équipes à diriger.  
Votre sens de l'équipe, votre  
convivialité, votre fermeté  
restent pour nous des atouts  
majeurs. En outre pour  
réussir, vous devez être  
présent sur le terrain, le  
suivi opérationnel étant  
important.

Ce poste qui reste la clé de voûte de  
notre système vous intéresse, merci  
d'adresser votre dossier de candidature  
(CV + lettre manuscrite) sous  
réf. A2 02 08 à notre Conseil,  
Madame Claude Favereau  
FAVEREAU CONSULTANTS,  
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

**FAVEREAU**  
CONSULTANTS

## PC Expert, sans l'ombre d'un doute

**ZIFF DAVIS**, premier éditeur américain de  
magazines informatiques, doit sa réussite à  
la qualité rédactionnelle de ses publications  
destinées aux professionnels de la  
micro-informatique.

Pour renforcer en France les équipes  
rédactionnelles nous souhaitons recruter :

## DES INGÉNIEURS

OU

## DES JOURNALISTES

passionnés par les micro-ordinateurs  
et les logiciels

Anglais souhaité.

Envoyer lettre + CV avec photo et prétentions à

**ZDF - D. PETIT**

10, rue Thierry-le-Luron  
92593 Levallois Cedex



## Secteurs de Pointe

**UCAR**  
UNION CARBIDE  
GAZ INDUSTRIELS

UNION CARBIDE INDUSTRIAL GASES  
Groupe multinational présent dans  
4 continents

## D'APPLICATIONS

pour assurer le développement des ventes de gaz industriels  
(Azote, Oxygène, Argon) par la promotion de procédés  
et technologies utilisant ces gaz.

Ingenieur de formation scientifique  
(type Chimie, Metallurgie), possédant  
une expérience professionnelle  
de 1 à 2 ans, vous êtes intéressé par  
un développement commercial.  
Outre la pratique de l'anglais, vous  
êtes acquis aux principes de la Qualité  
totale et des règles de la sécurité  
et de la protection de l'environnement.  
Après avoir fait la prospection de  
domaines industriels définis,  
vous réalisez des études techniques  
et économiques, faites des propositions  
commerciales, négociez

auprès des Directions Techniques/  
Achats, et assurez la mise en service  
des procédés et technologies  
UCAR.  
Le poste est basé à RUNGIS (94) et  
comporte de nombreux déplacements  
en France. Remunération fixe  
+ voiture de fonction.  
Merci d'adresser lettre, CV, photo et  
prétentions sous référence  
JPC à Madame LEDUC,  
UNION CARBIDE INDUSTRIAL  
GASES, 4 place des Etats-Unis,  
SILIC 218 94518 RUNGIS CEDEX

AGENCE AVILLE

Il nous manque encore  
une énergie, la vôtre !

Leader mondial de l'énergie autonome (4 milliards de francs de CA, 7200 personnes, 25 pays), nous recherchons pour notre Département Accumulateurs Portables (applications : télécom, vidéo, outillage, domotique) et notre division Accumulateurs Industriels (applications : aviation, ferroviaire, véhicule électrique) des Ingénieurs Confirmés capables de relever des défis internationaux.

## 2 Ingénieurs Mécaniciens-Matériaux

ayant 2 à 3 ans d'expérience en développement produits ou procédés.

L'un sera chargé de mettre au point des procédés d'assemblage de divers matériaux et veillera à la fiabilité des solutions retenues en terme mécanique. Réf. 11/665 AV

L'autre, dans le cadre de l'industrialisation de nouveaux produits, assurera la liaison entre le développement et la fabrication (nombreuses relations avec les fournisseurs de pièces mécaniques ou plastiques). Réf. 11/665 AW

## 1 Ingénieur Chimiste ou Généraliste

ayant 2 à 5 ans d'expérience en développement de produits. Il participera aux études et développement d'accumulateurs et systèmes de charges à maintenance allégées. Réf. 11/665 AX

Pour ces postes, basés dans le Sud-Ouest de la France et comportant de nombreux échanges avec notre marché à l'étranger, la pratique de l'anglais est indispensable.

SAFT

Adressez vite votre dossier de candidature sous référence choisie à notre Conseil :  
EGOR SA - 8, rue de Berni - 75008 PARIS

LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE

**cea**

La Direction des Applications Militaires (DAM) du Commissariat à l'Energie Atomique, est le premier centre de recherche européen dans le domaine de la Défense.

La plupart de ses 6 400 collaborateurs (dont plus de 2000 cadres ingénieurs et chercheurs) sont mobilisés sur des projets scientifiques et techniques d'avant garde, très diversifiés.

Elle se propose dans le cadre d'un nouveau programme de recherche, visant à étudier la structure de certains noyaux instables, de réaliser des expériences de collision d'atomes légers avec des faisceaux d'ions lourds. A cette fin, elle recherche un

## PHYSICIEN NUCLEAIRE

qui sera chargé de concevoir les expériences, d'en assurer la réalisation et le dépouillement, et de participer à leur interprétation.

### INGENIEUR GRANDE ECOLE ou DOCTEUR ES SCIENCES

ayant si possible quelques années de pratique, expérimentateur par vocation, il aura le sens du travail en équipe.

Il bénéficiera d'un environnement scientifique pluridisciplinaire et d'excellents moyens matériels. Large possibilité d'évolution de carrière.

Le poste est situé en banlieue parisienne sud.

Les dossiers de candidature sous réf. 4028 M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
2, rue Dufrénoy - 75116 Paris

**Intercontrôle**

Avec 400 collaborateurs, nous possédons dans le monde entier un leadership incontesté dans les techniques de contrôle non destructif d'assemblages industriels diversifiés : cuves, générateurs de vapeur, tuyauterie nucléaire...

Pour répondre à notre forte croissance, nous recherchons

## 2 CHEFS DE MISSION

**Ingénieur et Manager** Réf. M/2231/G

Pour organiser et gérer sur le plan humain, matériel, financier tout le déroulement d'une mission de contrôle, animer et diriger les équipes sur site, être l'interlocuteur permanent du client.

**Ingénieur Spécialiste CND** Réf. M/2231/H

Pour réaliser sur site, avec des équipes pluridisciplinaires de techniciens, les mesures et les analyses dans le respect de la qualité et de la fiabilité demandées, apporter son expertise pour résoudre toutes difficultés techniques.

30 ans environ, Ingénieur mécanicien, électro-mécanicien..., habitué à diriger des missions ou des chantiers, vous aimez l'autonomie et les responsabilités, un milieu technique stimulant, l'imprévu et la performance.

Les déplacements font partie intégrante de votre vie, en France principalement mais également à l'étranger.

L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite) en précisant la référence du poste choisi (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'information avant de vous recevoir.

**CHP** cabinet Henri PHILIPPE - 106 boulevard Hausmann 75008 PARIS

Membre de Syntec

## Jouer un rôle clé dans l'élaboration d'une équipe internationale

Fondée en 1980, Genus Inc, entreprise au tout premier rang de la scène internationale de l'industrie électronique, développe les systèmes CVD et implanteurs conçus à destination des grands utilisateurs internationaux.

Afin de répondre aux besoins du marché européen, nous offrons des opportunités à des candidats de valeur prêts à s'investir avec nous sur le marché mondial.

### DIRECTEUR DU SERVICE ENTRETIEN POUR L'EUROPE

 Réf. A165

Sous la responsabilité du Directeur du service entretien des USA, vous organiserez et gèrerez le recrutement et l'encadrement des techniciens de maintenance sur les sites de Grande Bretagne, France, Allemagne et Italie.

Vous justifiez d'une expérience de 5-7 ans minimum dans un poste de direction dans l'un ou plusieurs de ces pays, et possédez de solides connaissances techniques des équipements de fabrication semi-conducteurs. L'anglais est indispensable.

### TECHNICIEN DE MAINTENANCE SÉDENTAIRE

 Réf. A166

Pour une unité de production de circuits intégrés de l'un de nos fidèles clients (Essences), nous recherchons le responsable de l'installation et de l'entretien des implanteurs ioniques et de systèmes CVD. Vous aurez la responsabilité d'assurer la gestion des contrats d'entretien, du stock des pièces de rechange et des matériaux.

Diplômé de l'enseignement supérieur en électronique électrotechnique, vous justifiez d'une expérience significative de l'entretien et de la réparation des équipements de fabrication semi-conducteurs. L'anglais courant est indispensable. Une formation de 3 mois aura lieu en Californie (USA).

Les entretiens auront lieu sur Paris ou Grenoble en mars. La rémunération et les avantages sont à l'image de la performance de notre entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet en anglais, en précisant le lieu souhaité pour l'entretien, par télécopie au 1944.71.439.57.44 (service minitemps) à Andrew Hatch, Senior Consultant chez Austin Knight Consulting Limited, ou écrire Knightway House 24 Soho Square, Londres W1A 1DS (Téléphone : 1944.71.439.57.52) Confidentialité assurée.

**GENUS**

**B P B**

Au sein du Groupe **BPB INDUSTRIES**, leader européen des produits du plâtre, **BPB FRANCE**, 2600 personnes, 3 milliards de francs de CA recherche pour sa division **ISOBOX HENRY**, leader français de l'isolation polystyrène (700 MF - 550 personnes) :

## INGENIEUR PLASTURGIE

Responsable de notre LABORATOIRE CENTRAL, vos missions consistent à :

- définir les procédures et méthodes de contrôle pour nos 10 sites de production
- participer au développement de nos nouveaux produits et du process de fabrication.

Vous bénéficiez d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans.

La connaissance de l'extrusion serait un plus.

Outre vos qualités d'autonomie et de rigueur, votre sens des contacts humains est un atout nécessaire pour mobiliser les hommes sur l'enjeu QUALITE.

Pour ce poste basé près de COMPIEGNE, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) sous la référence A2 02 12 à notre Conseil Madame Claude Favereau **FAVEREAU CONSULTANTS** - 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

**ISOBOX HENRY**



## Secteurs de Pointe

FRANCE TELECOM  
L'AVENTURE EN PLUS

## BAC + 3/4, SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE INDUSTRIELLE

Diplômés ou futurs diplômés, débutants ou première expérience, FRANCE TELECOM vous propose 90 postes de cadre en Avril 1992.

Entrez dans un monde d'innovation : celui d'un leader mondial des télécommunications, l'inventeur du Minitel, de Numéris, Transpac ou encore Radiocom 2000.

Ouvrez dans une entreprise qui mise sur la formation très poussée de ses hommes.

Vous aimez la physique, l'informatique, l'électronique, les télécommunications... En fait, vous vous passionnez pour les hautes technologies ? Après une formation rémunérée d'un an dans une de ces spécialités, soit en interne, soit à l'université, vous pourrez rapidement opérer dans une de nos 4 filières : Recherche,

Informatique, Exploitation ou Formation. Vous découvrirez dans chacune d'elles une diversité de métiers vous permettant d'exercer de hautes responsabilités.

Cette aventure vous est ouverte en participant à la sélection écrite et orale qui débutera le 13 Avril 1992.

Contactez dès aujourd'hui notre numéro vert du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 13h à 17h30 pour recevoir votre dossier d'inscription.

Date de clôture des inscriptions : le 16 Mars 1992.

N° Vert 05 21 11 11

FRANCE  
TELECOM

Pôle "Propreté-Environnement" de l'YONNAISE DES EAUX-DUMÉZ, le Groupe SITA, leader français de la gestion écologique de l'environnement recherche pour sa filiale FRANCE-DECHETS, spécialisée dans l'aménagement et l'exploitation de Centres d'Enfouissement Technique et dans l'ingénierie-conseil en gestion de déchets, sur la Région Parisienne et Bourguignonne

2 INGENIEURS ENVIRONNEMENT  
Chefs de centre d'enfouissement technique

- Responsables d'un site qui reçoit les déchets industriels spéciaux, ils ont pour missions essentielles :
- la supervision du Laboratoire installé sur le site, qui est garant de la stricte conformité des déchets accueillis sur le site à la réglementation en vigueur
  - l'animation des opérations d'enfouissement des déchets, depuis l'aménagement du site, jusqu'à son exploitation (confection d'alcôves, remodelage du paysage après exploitation...)
  - la bonne intégration du site dans son environnement social (accueil et relations avec les Elus et les Administrations, les riverains et les Industriels de l'environnement etc...)

Agé d'une trentaine d'années, vous avez une formation d'Ingénieur de type Mines d'Alès ou équivalent et une expérience réussie d'environ 5 ans dans un métier en relation avec les opérations d'aménagement de l'environnement. Vous êtes un homme de terrain qui avez un sens aigu de la communication et de l'organisation. Vous savez gérer et animer des équipes et voulez rejoindre un Groupe de taille internationale.

Envoyer CV, photo et prétentions en précisant la région choisie à Geoffroy Vieilleux - DPRH - Groupe SITA  
7, rue de Logelbach - 75017 PARIS - (Fax : 42.67.42.75).

L'ÉCOLOGIE ACTIVE

36 15  
LM3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

## Haute Technologie au service de la vie

Pôle européen du leader mondial de l'Imagerie Médicale, nous concevons, produisons et commercialisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie, une gamme complète de systèmes de radiologie et de radiothérapie.

Ingénieurs Formateurs  
systèmes imagerie médicale

Notre nouveau Centre Européen de Formation, basé à proximité de Londres concentre notre savoir-faire en formation technique. Nos ingénieurs et techniciens d'installation et de service ainsi que nos clients y sont accueillis et formés pour l'Europe entière. Ce centre est doté de moyens exceptionnels : équipe en salles de radiologie parfaitement similaires aux installations hospitalières (scanners, résonance magnétique, imagerie vasculaire numérisée...).

Au sein de notre équipe de formateurs, votre responsabilité consiste à :  
- dispenser nos formations techniques,  
- adapter les cours existants en fonction de l'évolution des systèmes  
- et à concevoir dans leur globalité de nouveaux cours pour les futurs produits.  
Vous réalisez l'ensemble des actions nécessaires pour dispenser cet enseignement à la fois théorique et pratique (structure de cours, mise en forme de la documentation, choix d'outils pédagogiques).

Pour cette mission, vous avez le support de nos ingénieurs d'études et de terrain et appartenez à une équipe dynamique, multiculturelle et expérimentée.

Vous êtes de formation technique ou scientifique BAC 4/5. Vous avez une première expérience et disposez d'un goût marqué pour la pédagogie, ou vous êtes déjà formateur technique. Pour vous intégrer au sein de notre équipe européenne, nous vous proposons une formation spécifique complète.

Pour réussir dans ce poste très évolutif, en plus de votre passion pour la technique, vous avez de réelles qualités de communication et êtes motivé par le travail d'équipe.

Vous parlez couramment le français et avez un bon niveau d'anglais.

Poste basé à proximité de Londres (contrat local et avantages liés à l'appartenance à notre groupe international).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. SE1M, à Jeanne DUBUS General Electric CGR - 283, rue de la Minière - BP 34 - 78333 BUC 070X - FRANCE

General Electric CGR  
Les images de la vie.

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 1 5 L M



## Secteurs de Pointe

**RÉUSSIR**

AU CŒUR DE L'INGENIERIE INDUSTRIELLE

**Ingénieur en sécurité**

Dans le cadre des projets particulièrement motivants, USSI INGENIERIE renforce le potentiel de son service sûreté - fiabilité.

Chargé des études en matière de sécurité, vous intervenez, dans un premier temps, sur un grand projet nucléaire, puis vous pourrez ensuite intégrer des équipes dans différents secteurs industriels.

Ingénieur diplômé d'une grande école ou d'une université, vous êtes débutant ou avez une première expérience de 1 à 2 ans. Spécialiste de la sûreté, vous avez des connaissances en analyse, maîtrise des risques, sûreté de fonctionnement, fiabilité, disponibilité, maintenabilité et logistique. Ou bien vous êtes ingénieur généraliste, motivé par l'analyse et la démonstration et vous souhaitez vous investir dans le domaine de la sûreté.

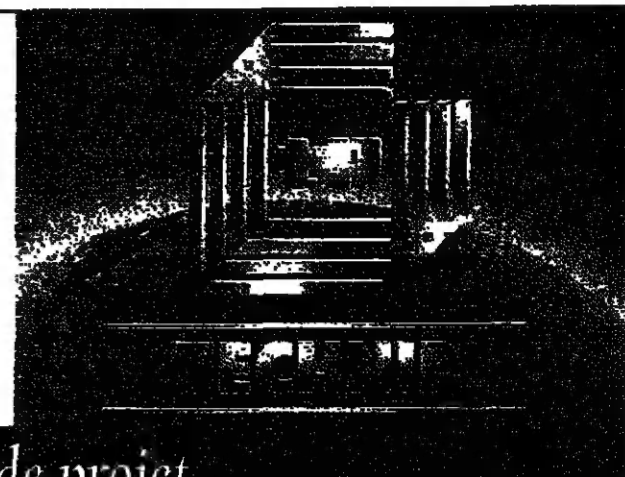
Vous rédigez avec aisance, vous avez le sens du contact et un bon niveau d'anglais.

Des déplacements sont à envisager.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), sous réf. M. 92.02, à USSI INGENIERIE, Direction du Personnel, 116 av. Aristide Briand, 92234 Bagneux.

**USSI INGENIERIE**  
RESEAU EURISYS

L'EXPERIENCE ET L'INNOVATION

**Chefs de projet en électricité**

Technip, premier groupe français d'ingénierie (CA : 6,3 milliards de francs dont 70 % à l'export), recherche deux Chefs de projet en électricité.

De formation Grande Ecole (ESE, ENSIEG, ESME, ENSAM...) ou universitaire, avec une expérience d'environ 10 ans en bureau d'études, vous maîtrisez les domaines suivants :

- Conception et dimensionnement d'installations électriques.
- Approvisionnement de matériels électriques.
- Management de BE et/ou de sous-traitance.

Vos qualités de communication et de polyvalence dans la spécialité, votre sens des responsabilités et de l'encadrement seront des atouts pour assurer la conduite de nos projets et réussir dans la fonction. Des missions de courte durée en France et à l'étranger sont à prévoir. Anglais courant indispensable. Ces postes sont à pourvoir à notre Siège Social de la Défense et au sein de notre filiale Nanterre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence CPEM2801, à Blandine Wisniewski, Technip, 170 place Henri-Regnault, 92040 Paris-La Défense.

**TECHNIP**

**ALCATEL Radiotéléphone** - 1500 personnes, 1,6 milliard de CA - est le leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite.

**Pour manager de grands projets dans un contexte européen**  
devenez

**Chef de Groupe Logiciel**

Au sein du Département Etudes/Logiciel, vous dirigez, animez et coordonnez l'activité de 4 à 8 ingénieurs développement, et menez à bien les projets qui vous sont confiés de la conception à la réalisation. Dans un contexte de collaboration européenne, vous êtes le garant de la qualité et des délais de la production de votre équipe que vous motivez par votre dynamisme et votre rigueur.

De formation Ingénieur Ecole, vous pratiquez depuis 3 à 5 ans le développement de logiciels

dans un environnement Temps Réel/Télécom et managerez depuis peu une petite équipe.

Vous souhaitez mettre à profit cet acquis et valoriser votre potentiel au sein d'une structure performante et innovante, tournée vers l'international. Bien entendu, votre anglais est "fluant". Votre implication sera la gage de votre évolution au sein de notre groupe où les opportunités sont nombreuses.

Le poste est basé à Colombes (92).



**RADIOTELEPHONE**  
La passion de communiquer



Choisissez l'avenir et écrivez à notre conseil, sous la Réf M/92/301  
**INFOREMA CARRIERES** - 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE



Filiale d'un groupe américain, nous fabriquons et commercialisons des produits de très haute technicité en matière plastique.

Leader européen du marché des pompes et des valves pour les industries de la parfumerie, de la cosmétologie et de la pharmacie (1000 personnes - CA 600 MF, dont 36 % à l'export), nous recherchons dans le cadre de notre croissance et de notre organisation progressive par marché, notre

**Valois****Directeur  
Recherche et Développement  
Division Parfumerie**

Vous aurez pour mission de créer les produits nouveaux répondant aux besoins du marché, en maintenant la position de leader de Valois, et en développant ses objectifs d'internationalisation.

Vous animerez et encadrerez une équipe hautement professionnelle de cadres et de techniciens. Après une période transitoire, vous serez intégré dans une équipe de direction et assurerez la fonction en grande autonomie.

Ingénieur généraliste confirmé : Centrale - ENSAM - IDN - HEI - ICAM ou équivalent ; à 35/45 ans, vous justifiez d'une expérience réussie en Recherche et Développement dans l'industrie, de préférence de grande série, du type produits jetables.

Votre connaissance de la plasturgie sera fortement appréciée, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Manager avisé, votre esprit de recherche pragmatique et vos réelles qualités d'animation vous incitent à rejoindre un groupe dynamique.

Pour ce poste basé en Normandie près d'Evreux, merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, rémunération actuelle et photo) sous référence 12/868 LM à notre conseil Emmanuel VERLEY.



26, rue Henri Monnier  
75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

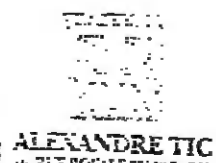
**CHEF DE PROJETS BANCAIRES,  
PRENEZ EN MAIN UN SECTEUR ETUDES  
(région Centre)**

Notre Centre Informatique (100 p.), doté de **BULL grand système**, est l'outil de production de notre activité bancaire et doit reposer sur une excellente qualité de service. Nous mettons en place au sein de la direction des études une nouvelle organisation par domaines, pour réaliser nos ambitieux projets.

Interlocuteur privilégié de nos Directions utilisatrices, vous prenez en main un secteur études (comptabilité bancaire, prêts, échanges...) pour en coordonner les projets et vous dirigez votre équipe (15 à 20 p.).

Bac + 5, vous avez acquis en 7 à 10 années une solide expérience de la conduite de projets en milieu bancaire, dans un environnement grand système. Soyez le vecteur de notre réussite, en bénéficiant de la qualité de vie de notre région.

Ecrivez à notre consultante  
Mme S. BLAIN (réf. 5845 LM)  
"Carrières de l'Informatique"



**ALEXANDRE TIC**  
10, RUE ROYALE 75001 PARIS

**Ingénieur Maintenance  
Préventive**

Notre Groupe présente sur les marchés automobiles mondiaux participe activement aux développements des techniques de demain. Notre établissement de **BEAUGENCY** (45) principal site de production de nos activités électroniques, recherche un Ingénieur Maintenance Préventive.

De formation mécanique, automatique ou productique, votre expérience réussie de 3 à 5 ans dans la maintenance de production vous permettra de mettre en place la maintenance préventive des moyens de productions automobiles, dans le cadre d'une unité de fabrication d'électronique grand public.

Méthode, aisance relationnelle, capacité d'animation alliées à des connaissances en informatique et programmation seront vos points forts pour vous affirmer et réussir avec nous dans ce poste qui offre de nombreuses possibilités d'évolution de carrière.

Investissez-vous dans un groupe performant, et faites nous part de votre motivation en adressant votre dossier de candidature sous référence LM 224 à **P.G. CONSULTANTS** - Centre d'Affaires du Lac de Maine - 49000 ANGERS.

Le Groupe Valeo est une référence en matière de développement des techniques de demain. Notre établissement de **BEAUGENCY** (45) principal site de production de nos activités électroniques, recherche un Ingénieur Maintenance Préventive.



**Valeo**  
L'EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE

**GEMPLUS CARD INTERNATIONAL**, leader mondial dans le domaine de la carte à puce et son environnement, est une structure internationale mais à taille humaine, implantée dans le Sud-est.

Pour soutenir notre forte croissance dans un marché en pleine évolution, notre Direction Industrielle recherche un

**INGENIEUR RESPONSABLE  
DEVELOPPEMENTS  
TECHNOLOGIQUES AVANCES**

Vous prenez en charge la responsabilité d'un groupe technique pour améliorer les techniques existantes et pour définir et développer les technologies industrielles de demain.

Esprit de synthèse, goût des contacts humains, respect des engagements pris, sens de l'analyse des coûts et des procédés, sont les qualités qui vous permettront d'assurer la réussite des projets placés sous votre responsabilité.

De préférence ingénieur en physique des matériaux, vous avez une première expérience d'au moins 5 ans dans une fonction équivalente.

Anglais courant nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre manuscrite) sous réf. 92 03 06 à Aline CALVO, **GEMPLUS CARD INTERNATIONAL** - BP 100 - 13881 GEMENOS cedex.



**GEMPLUS**  
CARD INTERNATIONAL